

République Centrafricaine - Communauté Européenne

Rapport Annuel Conjoint 2007

1 MISE A JOUR DE LA SITUATION POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIALE

Au cours de l'année 2007, la République Centrafricaine a franchi **plusieurs étapes importantes** quant au réengagement de la communauté internationale vis-à-vis du pays. Ce réengagement a été rehaussée par la visite du Commissaire européen Louis Michel en mars 2007 (la première visite d'un membre de la Commission Européenne depuis plus de 30 ans) et s'est concrétisé par la tenue d'une **Table Ronde** des partenaires de la RCA, à Bruxelles le 26 octobre 2007, au cours de laquelle, le Gouvernement centrafricain a présenté à la communauté internationale sa Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Si l'évènement n'a pas eu jusqu'ici de résultats aussi importants quant à l'apport de montants significatifs d'«argent frais» pour ce pays orphelin de l'aide internationale, il a sans aucun doute su sensibiliser d'autres bailleurs que ceux déjà en place, aux souffrances de la population et à l'importance d'un engagement plus important de la communauté internationale aux côtés du pays. Dans le cadre des réformes menées pour assainir la gestion économique, La RCA a également réussi à atteindre, fin septembre 2007, le point de décision de l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés (**PPTE**), et les actions à prendre au vu de l'atteinte du point d'achèvement PPTE font depuis lors l'objet d'un suivi accru au plus haut niveau gouvernemental. L'on note également la restructuration en 2007 d'une partie de la dette centrafricaine auprès les créanciers du **Club de Paris**. Depuis le 1 janvier 2007, le pays bénéficie de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et de la Croissance (**FRPC**) du FMI, condition qui ouvre la voie aux appuis budgétaires de la plupart des partenaires de la RCA, dont l'UE.

En dépit de ces évolutions importantes sur le plan international et économique, les défis restent énormes pour la RCA. Ils concernent principalement les domaines de la sécurité et les droits de l'homme, la gouvernance, et la situation socio-économique et humanitaire de la population, ainsi que le réengagement sans réserve de la communauté des bailleurs de fonds.

1.1 POLITIQUE ET SECURITE

Du côté de la **vie politique**, 2007 a été l'année de l'ouverture du Chef de l'Etat envers l'opposition tant armée que politique. En août 2007, le processus a réellement commencé sur la base de consultations et, en novembre, un Comité préparatoire du Dialogue Inclusif a été créé ; une ONG spécialiste en médiation (CDH) a été sollicitée pour apporter son expertise.

Parallèlement, la **situation sécuritaire** dans l'arrière pays, et, surtout, les débordements de certains éléments des hommes en uniformes, a fait l'objet de rapports particulièrement critiques de la part de Human Rights Watch. Le Gouvernement a réagi en invitant cette ONG à revenir dans le pays. Des mesures parfois très sévères ont été prises vis-à-vis des coupables des exactions. Cependant, les mouvements des rebelles ainsi que des "coupeurs de route" (bandits de grand chemin, de diverses nationalités) continuent à poser de très graves problèmes de sécurité dans l'arrière pays, problèmes aggravés par le voisinage de la crise au Darfour et au Tchad et auxquels les forces armées centrafricaines en voie de restructuration ne sont pas en mesure, à l'heure actuelle, de donner une réponse adéquate. C'est pour cette raison que deux opérations militaires distinctes sont mises en place en RCA. La plus ancienne est la FOMUC (Force multinationale de la CEMAC), financée depuis fin 2004 par la France et la Commission européenne et dont le quatrième mandat a commencé le 1er janvier 2008. Lors du Sommet de la CEEAC fin 2007, les EM ont demandé au Comité des Ambassadeurs d'étudier les modalités d'un transfert de la Force à la CEEAC qui a un mandat clair en matière de paix et sécurité (on parlerait alors de FOMAC). Parallèlement à cette force, le 28 janvier 2008, le Conseil des Ministres de l'Union européenne a pris la décision officielle de lancer l'opération militaire de transition dans l'Est du Tchad et dans le Nord-Est de la République centrafricaine (EUFOR TCHAD/RCA). En menant une telle opération, l'UE

inscrit son action dans le cadre d'une approche régionale, tel que souhaité par l'Union Africaine.

La situation d'insécurité dans l'arrière-pays de la RCA a donné lieu en 2007 à des mouvements importants de personnes déplacées, dont le nombre s'estime à 230.000, tant à l'intérieur du pays que dans les pays voisins, le Tchad et le Cameroun. L'on note en particulier l'appauvrissement dramatique, puis l'émigration d'une grande partie de la population peuhl (éleveurs de bétails) de l'ouest du pays vers le Cameroun, suite aux nombreuses exactions qu'ils ont subies et à la prise en otage contre rançon de leurs enfants par les coupeurs de route susmentionnés.

La **situation d'urgence humanitaire** qui en découle, a eu pour conséquences une présence renforcée sur le terrain des organisations non-gouvernementales internationales (une vingtaine fin 2007, contre 3 en 2006) et nationales, surtout dans le Nord et le Nord-Ouest du pays, régions les plus affectées par l'insécurité. La Commission européenne y a mis des volumes de fonds importants à travers ses programmes ECHO et Sécurité Alimentaire.

1.2 ECONOMIE

La **situation économique** de la République Centrafricaine en 2007 est caractérisée par un taux de croissance du PIB réel de 4,1% contre 3,7% en 2006, toutefois partant d'une base très faible, et avec une division inéquitable parmi les secteurs. En prix courants, le PIB est passé de 767,8 milliards de FCFA en 2006 à 837,1 milliards de FCFA, selon les estimations du Ministère de l'Economie. En 2007, cette croissance est beaucoup plus soutenue pour le secteur secondaire qui afficherait un taux de 7% contre 6,1% en 2006, et ce malgré les ralentissements de la croissance des secteurs primaire et secondaire dont les taux sont revenus respectivement de 4,3% en 2006 à 3,6% en 2007 et de 3,8% en 2006 à 3,5% en 2007. Ces ralentissements s'expliquent par l'essoufflement de la production de bois et de la non progression des couvertures de la téléphonie mobile à l'intérieur du pays, en dépit de l'arrivée d'un nouvel opérateur.

Au niveau de la demande intérieure, la croissance serait expliquée par le dynamisme de la consommation finale. En effet, l'augmentation des dépenses des ménages serait fortement appuyée, en milieu urbain, par l'accroissement dans les secteurs industriel et commercial, le versement régulier des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat. Dans les zones rurales, les activités diamantifères et la reprise de la campagne de commercialisation du coton - avec l'appui de certains bailleurs de fonds - seraient à l'origine de l'amélioration des revenus des artisans miniers et des cotonculteurs.

A la fin septembre 2007, l'indice des prix à la consommation produit par l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES) atteint 236,11 points (base 100 en 1981), contre 232,16 points l'année précédente, soit une hausse de 1,70% en moyenne annuelle. Cette augmentation se justifie par la hausse des prix dans le sous-secteur de l'alimentation (2,14%), des produits manufacturiers (0,51%), des produits énergétiques (2,01%) et des services (3,75%), alors que les prix du sous-secteur habillement ont baissé de 2,41%.

En ce qui concerne le problème important des arriérés de salaires, le Gouvernement a réussi à limiter ceux-ci à 7 mois (à compter de mars 2007) fin décembre 2007. A ceci, il faut ajouter 59 mois d'arriérés de salaires des régimes antérieurs (Kolingba 24 mois, Patassé 35 mois). Le problème des arriérés, des bourses et des pensions a donné lieu de plus en plus souvent à des grognes sociales et des grèves, surtout à la fin de l'année 2007, et contribue en général fortement à l'appauvrissement socio-économique de la population décrit ci-dessous (1.3). Le problème des arriérés de salaires et des pensions gêne également la mise à la retraite des

militaires ayant atteint la limite d'âge pour l'exercice de cette fonction, ce qui en freine le rajeunissement et la réforme.

En ce qui concerne le **commerce et les Accords de Partenariat Economique** avec l'UE l'on note que la RCA est encore en train de concerter sa position avec les autres pays de la région, sauf le Cameroun qui a signé un APE fin décembre 2007. Dans le secteur des **investissements**, l'on note que des différends ont opposé le Gouvernement centrafricain à des investisseurs étrangers dans les secteurs minier et des hydrocarbures.

En ce qui concerne la **transparence et la gouvernance économique**, on note des efforts en cours dans le cadre du processus d'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE (le point de décision ayant été atteint en septembre 2007). Les déclencheurs dans ce processus concernent entre autres la déclaration de patrimoine des hauts dirigeants de l'Etat (Président de la République, les membres du gouvernement), ainsi que de certains hauts fonctionnaires et dirigeants des entreprises et des offices publiques; des mesures de réformes dans le domaine de la préparation du budget, le suivi des dépenses, la gestion de la Solde, la gestion de la dette extérieure, et la réforme des marchés publics; une réforme en profondeur de la fonction publique sur base d'audits organisationnels; ainsi que, dans les domaines forestier et minier, des mesures visant l'amélioration de la transparence, y inclus l'amélioration des cadres législatifs et l'adhésion de la RCA à l'ITIE. Les efforts du Gouvernement sont appuyés par des volumes importants d'assistance technique de la part de ses partenaires.

En dépit des efforts constants pour l'amélioration de la transparence dans le secteur forestier, certains permis d'exploitation forestière récents ont fait l'objet de critique par la société civile internationale et par des partenaires de la RCA, y inclus l'UE, à la suite de quoi les permis concernés ont été annulés.

Hormis le suivi intensif des finances publiques par les principaux partenaires de la RCA en 2007, la gestion des finances publiques a fait également l'objet d'une mission d'évaluation indépendante PEFA (*Public Expenditure Financial Accountability*) en janvier 2008. L'exercice fournira pour la première fois une évaluation standardisée et un cadre d'évaluation et de suivi commun à tous les bailleurs actifs dans ce domaine. Si les résultats provisoires de l'exercice surprennent à peine, ils sont pourtant inquiétants, puisqu'ils mettent en exergue des problèmes sévères au niveau des dépenses, du budget, et de l'environnement de contrôle, ainsi qu'au niveau des capacités des ressources humaines. Le Gouvernement réagira aux constats définitifs de la mission PEFA en proposant, au cours de l'année 2008, un plan d'action pour les réformes des finances publiques en RCA qui sera mis en œuvre avec le concours des partenaires de la RCA, dont l'UE.

1.3 PAUVRETE ET SITUATION SOCIALE

La **situation sociale** se dégrade régulièrement depuis une dizaine d'années et le pays s'éloigne plutôt des Objectifs du Millénaire pour le Développement qu'il ne s'en rapproche. La RCA occupe la 171^{ème} place sur les 177 pays listés dans l'Indice de Développement Humain du PNUD¹.

L'on note que les indicateurs n'ont pas changé depuis le rapport annuel conjoint précédent. Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) a été validé fin de l'année 2007 et est maintenant à la base des diverses stratégies sectorielles en cours d'élaboration.

La *pauvreté monétaire* est passée de 62% en 1993 à 71% en 2003². Une forte proportion (56%) de la population n'arrive pas à satisfaire ses besoins alimentaires de base. Cette

¹ Human Development Report 2007-2008

² 3^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH).

situation est plus sévère pour les femmes et en milieu rural. En ce qui concerne *l'évolution démographique*, en 2003, la RCA comptait 3.895.139 habitants dont 50,2 % de femmes et 49,8 % d'hommes³. Cette population est jeune — 49,4 % a moins de 18 ans — et a augmenté de 2,5 % par année entre 1988 et 2003. 62 % des centrafricains vivent en milieu rural, mais la population urbaine s'est accrue de 44% durant la période intercensitaire 1988-2003. La natalité baisse en RCA depuis 15 ans. Le taux de natalité est passé de plus de 45 ‰, entre 1975 et 1988, à 39 ‰ actuellement et l'écart entre milieux urbain et rural se creuse. La fécondité reste élevée avec un taux de 5,1. Les femmes constituent une couche de la population souffrant d'une double vulnérabilité du fait de la précarité de leurs conditions d'existence (tous les indicateurs les concernant sont au rouge) et des inégalités par rapport aux hommes (elles accusent des retards dans presque tous les domaines).

Concernant *la santé publique*, le taux de mortalité (22 ‰) en RCA est le plus élevé de la sous-région Afrique Centrale. En vingt ans, l'espérance de vie à la naissance a reculé de plus de 10 ans pour se situer en 2003 à 40 ans pour les hommes et à 46 ans pour les femmes. La mortalité infantile atteint des niveaux record depuis 1995 (quotients de mortalité infantile 132 ‰ et infanto juvénile à 220 ‰). Le taux de mortalité maternelle s'élève à 1355 sur 100.000 naissances vives. La morbidité est dominée par le paludisme (38%), le VIH/SIDA (prévalence 6,2%⁴), et la tuberculose (9016 cas en 2004). L'on note dans ce contexte le nombre de 240.000 de personnes vivant avec le VIH/Sida et environ 10.000 orphelins de SIDA en RCA. A cela s'ajoutent d'autres endémies comme l'onchocercose (11 préfectures, sur 16, touchées), la lèpre (1,15 cas pour 10 000 en 2003), la bilharziose (9580 cas en 2004) et la trypanosomiase humaine africaine. Outre les problèmes liés à l'état de santé des populations, il faut signaler la dégradation de la performance du système de santé. Cependant il faut noter certaines réussites telles que la montée du taux de vaccination DTC au-delà de 80% en 2007 (un des déclencheurs PPTE), performance reconnue par la communauté internationale.

En ce qui concerne le secteur de *l'éducation*, les conditions d'alphabétisation se sont dégradées entre 1998 et 2003. Aujourd'hui, un enfant centrafricain a 40% seulement de chance d'aller à l'école primaire et 20% d'aller à l'école secondaire. 30% des femmes sont scolarisées. La situation est encore plus grave en milieu rural. L'on note la finalisation par le gouvernement d'une stratégie sectorielle pour l'éducation qui sera à la base de la demande d'éligibilité du gouvernement au Fonds catalytiques de l'initiative *Fast Track – L'Education pour tous*, en février 2008.

Le DSP-PIN du 10^{ème} FED pour le pays prend en compte les éléments ci-dessus en s'inscrivant dans une logique LRRD (Linking Relief, Réhabilitation and Développement) par la prise en charge de la stratégie gouvernementale des **Pôles de Développement** telle que décrite dans le DSRP: des centres urbains secondaires faisant l'objet d'interventions dans un large éventail de secteurs, qui incluent les infrastructures, le développement rural (microréalisations), et relance des systèmes de productions, les secteurs sociaux, eau et assainissement, justice/police, gouvernance locale, et la culture. Précédés par des interventions des instruments européens comme l'aide humanitaire (ECHO) et le programme de sécurité alimentaire, cette approche vise à atteindre une masse critique d'interventions sur un nombre limité de sites bien ciblés afin d'y faire redémarrer le développement socio-économique dans une situation post-crise.

³ 3^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH).

⁴ Enquête MICS 2007

2 Examen de la coopération passée et en cours

En 2007 d'importants progrès ont été atteints en ce qui concerne la **programmation** du 10^{ème} FED et, en particulier, le concept clé des Pôles de Développement, dont le Gouvernement centrafricain s'est approprié et inclus dans son DSRP, et dont les préparatifs de mise en œuvre font l'objet de discussion avec le Gouvernement qui veut voir un démarrage rapide des activités de terrain.

L'année 2007 a été marquée par la mise en œuvre des différentes activités prévues sur le 9^{ème} FED. L'on note des résultats très satisfaisants en ce qui concerne les **engagements globaux** (100% sur le PIN du 9^{ème} FED), et ceci en dépit d'une période de presque deux ans et demi de suspension de l'aide (2003-2005). Représentant le plus grand volume financier de tous les projets du 9^{ème} FED pour la RCA, le Projet Secteur Routier Appui Institutionnel et Désenclavement (SRAID 9 ACP CA 14 - 55 MEUR) a été engagé en 2007. D'autres engagements globaux importants en 2007 étaient le programme santé du 9^{ème} FED (9,5 MEUR) et le programme de Réduction des Arriérés Multilatéraux et Internes de la RCA (RAMICA 9 ACP CA 17-18-19 - 13,6 MEUR)

Des très bons résultats ont également été obtenus en ce qui concerne les **paiements** (environ 16.800.000 €, soit 85% des objectifs pour fin 2007). Concernant les **engagements individuels** 41% (24.720.037 €) des objectifs ont été atteints, ce qui confirme entre autre les difficultés à contractualiser (notamment à cause d'appel d'offres infructueux).

En ce qui concerne le secteur des **infrastructures**, l'assistance technique (AT) dans le cadre des réformes institutionnelles à l'**entretien routier** a été relancée ; le processus d'engagement de nouvelles AT 'lourdes' est en cours. L'appel d'offre pour la réhabilitation de 75 km de la **Route Nationale 3** vers le Cameroun a été lancé ; d'autres bailleurs (BM et BAD) sont aussi présents sur cette RN3. Un projet de **réhabilitation de piste en terre** dans une zone d'exploitation forestière dans le sud du pays est également en cours (233 km financés par le fonds Stabex).

Dans la **ville de Bangui**, les travaux d'**assainissement** sont en cours à travers une approche de travaux à haute intensité de main d'œuvre, ainsi que la réfection des **voiries urbaines (Boganda et Koudoukou environ 8 Km)**. L'on note dans ces projets (9 ACP CA 6 et 8) l'importance d'un bon accompagnement social concernant la sécurité et les décasements et relogement des concernés.

Sur la **Facilité de l'eau** (sanitaire et accès à l'eau), la Croix Rouge Française (CRF) et l'UNICEF coordonnent les travaux dans les villages situés dans les préfectures de la Kémo, de la Nana-Gribizi et de l'Ouham. Ces projets subissent les contraintes liées à la faiblesse des intervenants (Unicef et CRF) et à leurs procédures internes, ainsi que du manque d'entreprises spécialisées en hydraulique

En ce qui concerne l'**environnement**, le projet ECOFAC phase IV a démarré au deuxième semestre 2007 et comprend des activités de préservation forestière dans le sud de la RCA et de lutte contre le braconnage dans le Nord. Dans le même domaine, deux missions d'identification de projet concernant le FLEGT et la Transhumance ont eu lieu fin 2007/début 2008.

Parmi les **difficultés** que rencontre la mise en œuvre des projets d'infrastructures, on peut citer le **nombre limité d'entreprises de BTP** pour travailler dans le pays et les **faiblesses du secteur public** dans un pays sortant de crise. Cette situation explique en partie les appels d'offres infructueux dans le domaine du transport fluvial (construction d'un slipway) et les

complications liées à l'appel d'offres concernant la réhabilitation de la Route nationale 3 (RN3) dans le cadre du projet SRAID. Il semble cependant que les entreprises manifestent de nouveau un intérêt à travailler en RCA.

Le projet **Appui à la Réforme du Ministère des Finances** (ARéMiF, 9 ACP CA 10, 6 MEUR) a finalement pu démarrer en février 2007. Le projet a fait de la Commission européenne l'un des fournisseurs les plus importants d'assistance technique dans le domaine des réformes des finances publiques en RCA. Si l'assistance technique fournie par les experts long terme et court terme est généralement très appréciée, l'on note des problèmes en ce qui concerne la vitesse et la rigueur d'exécution des devis-programme, ce qui affecte en particulier les objectifs d'investissement, d'informatisation et de réhabilitation du projet. S'il est clair que le projet répond à des besoins évidents, il est également clair qu'il ne résoudra jamais à lui seul les énormes problèmes de gestion des finances publiques du pays qui en dépit de leur persistance trouveront solution dans la détermination du Gouvernement à poursuivre les réformes engagées dans la perspective de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE. Ceux-ci nécessiteront une continuation des efforts des divers bailleurs qui interviennent dans le domaine (la Commission, la France, la BM et le FMI) en complément aux efforts de la partie nationale.

En 2007, l'**appui budgétaire** communautaire a, entre autres, fortement contribué à l'atteinte par la RCA du point de décision PPTTE fin septembre 2007 grâce à la prise en charge des arriérés de la RCA auprès de la BAD et de la BEI. Le programme RAMICA a également permis au Gouvernement de commencer en décembre le paiement des arriérés aux cotonculteurs à titre des campagnes 2000-2005, opération qui impacte positivement les conditions de vie de 114.000 familles paysannes. Cependant, des problèmes de qualité administrative et de non-disponibilité de certaines pièces comptables ont ralenti l'opération de plusieurs mois. Le volet 'aide aux cotonculteurs' n'a finalement été décaissé que partiellement et grâce à une interprétation positive de la Convention. D'une manière générale, les problèmes de gestion au niveau du Trésor centrafricain (encore souligné par des audits pour l'appui budgétaire communautaire en 2007, et par une mission PEFA en janvier 2008) font que dans les années à venir l'éligibilité à l'appui budgétaire «classique» d'ailleurs très utile pour le pays dans un contexte de tension de trésorerie nécessitera un accompagnement conséquent pour ce pays fragile en sortie de crise.

Le **Programme de Microréalisations** (PMR, 8 ACP CA 29)) enregistre de bons résultats en termes de microprojets contractualisés et achevés. Avec l'avenant de prolongation jusqu'à fin 2008, l'objectif de 100 microprojets devrait être approché. Le projet a une très grande visibilité dans les régions cibles comme à Bangui et a permis de faire une vraie contribution à la revitalisation économique et sociale de l'arrière pays. Le programme permet également de tirer des enseignements importants pour le prochain programme de microréalisations prévu sous le 10^{ème} FED, surtout au niveau des procédures de sélection de projets.

Il en est de même pour les 14 projets contractualisés dans le cadre de la ligne budgétaire **Coopération décentralisée** (2005 et 2006) et pour d'autres **lignes budgétaires** qui, en 2007, ont fait des contributions importantes dans des domaines aussi divers que les droits de l'homme, les media, la microfinance, la lutte contre le VIH/SIDA, et le renforcement des capacités de diverses organisations de la société civile centrafricaine.

Après un démarrage difficile, qui nécessitera un avenant de prolongation, le projet **Aide aux enfants en difficultés** (9 ACP CA 11 – 1,93 M€) atteint sa vitesse de croisière et s'est fermement installé dans l'arrière pays. Un premier avenant concernant la prise en compte de l'article 31 de l'Accord de Cotonou et les rapports entre les différents ministères concernés par le projet et celui-ci a été signé en fin d'année. Un second avenant relatif à la prolongation du

projet d'une durée de six mois et à un réaménagement budgétaire est en préparation et devrait pouvoir être signé dans le courant du deuxième trimestre 2008.

On relève un certain nombre de **problèmes** pour faire avancer l'instruction du **projet d'Appui au Médiateur** dans le cadre de l'Instrument de Stabilité, appui promis par le Commissaire Louis Michel lors de sa visite en mars 2007.

La **Facilité de Coopération Technique** (FCT I et II) s'est poursuivie en 2007 et continue d'être un instrument clé qui a permis en 2007 la mobilisation relativement rapide d'experts pour des études, pour l'instruction de projets et pour des appuis techniques ponctuels, comme par exemple l'appui à l'ON entre janvier et octobre 2007. Le devis programme de la FCT II a également permis la participation d'une importante délégation centrafricaine à la Table Ronde pour la RCA le 26 octobre 2007 à Bruxelles.

En général, de nombreuses difficultés se posent par le fait que le **dispositif d'appui à l'Ordonnateur National du FED** n'est toujours pas au complet et n'a pu jouir que temporairement de l'assistance technique d'une personne (janvier-octobre 2007) depuis la fin du projet Appui à l'Ordonnateur national du FED (8 ACP CA 25) en juin 2006. En dépit des efforts reconnus du léger dispositif d'appui actuel constitué de quatre cadres nationaux, la Délégation de la Commission est très fréquemment sollicité par les services gouvernementaux en ce qui concerne l'instruction des projets, le suivi quotidien de ceux-ci, le reporting sur la coopération, et la préparation et le suivi des nombreux appels d'offres qui font suite à la reprise pleine et entière de la coopération en 2005. Le nouveau projet CAONF verra le jour pendant le deuxième semestre 2008 à cause des délais de l'appel d'offres en cours pour le contrat de service d'assistance technique.

Finalement, suite aux facteurs mentionnés dans le chapitre 1, la RCA fait l'objet d'un nombre important d'**interventions humanitaires** financées par ECHO et gérées directement par les services du Siège de la Commission. Des actions dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'eau et assainissement, de la santé, de la protection, de l'éducation, et de la distribution des biens et services non alimentaires (non-food items) ont commencé à être mises en œuvre fin de l'année dans le triangle Kabo - Batangafo – Kaga Bandoro, dans la Nana Grebizi, à Paoua et à Ndélé par une dizaine d'ONG et d'organisations internationales (UNICEF, PAM). Il s'agit d'actions d'une durée de 12 à 15 mois. L'enveloppe totale des interventions ECHO s'élève à 8 millions d'euros.

A ceci s'ajoute une enveloppe de 8 millions d'euros prévue pour des actions dans le cadre du **Programme thématique de Sécurité Alimentaire**. Le premier appel à propositions, avec une enveloppe de 5 millions d'euros, a été lancé en mars 2008.

Toujours dans le cadre de l'aide humanitaire, la Commission a décidé fin 2007 d'allouer un montant de 13,1 millions d'euros, dont 3 millions d'euros pour la RCA, pour un Programme d'accompagnement à la stabilisation dans le Nord-Est de la RCA, en parallèle à l'intervention militaire EUFOR TCHAD/RCA mentionné dans le chapitre 4. La préparation à la contractualisation de ce programme a commencé fin 2007

3 Cohérence Des Politiques (CDP)

Cette partie doit présenter une appréciation des sujets de CDP dans les secteurs focaux et non-focaux, liés aux 12 domaines politiques de l'UE applicables dans votre pays⁵. Des exemples concrets de CDP pourront être mentionnés comme illustration, et des actions d'atténuation ou de correction (dialogue accru, programme d'appui, renvoi d'informations au siège) pourront être présentées.

Parmi les 12 domaines politiques de l'UE⁶, les domaines suivants font l'objet direct de la coopération et du dialogue entre la RCA et l'UE:

- Commerce: la RCA pourrait être, si ses capacités en matière d'infrastructure de base et de production sont améliorées, un bénéficiaire potentiel des Accords de Partenariat Economique (APE), sur lesquels les négociations avec l'UE sont surtout menées dans le cadre régional de la CEMAC + RD Congo et Sao Tomé et Príncipe. C'est dans ce cadre-là, que la RCA a été bénéficiaire des appuis UE aux négociations APE. La RCA marque sa préférence pour un APE conclu avec l'UE dans le cadre de la configuration Afrique centrale ci-dessus. L'on note cependant que, en dehors de ce cadre multilatéral, le dialogue entre l'UE et la RCA sur le commerce reste fort limité, notamment au vu des volumes de commerce bilatérale extrêmement modestes;
- L'Environnement: la RCA est bénéficiaire du projet régional ECOFAC financé par le FED;
- Migration: des fonds FED ont permis la participation d'une délégation centrafricaine aux préparations de la conférence UE-ACP sur la migration en 2007.
- Sécurité: le financement depuis 2004 de la Force Multilatérale de la CEMAC par les fonds du FED, ainsi que les appuis militaires en coopération technique entre la France et la RCA font que la sécurité dans le pays et dans la région est l'objet d'un dialogue régulier entre la RCA et l'UE (la France (Présidence locale UE) et la Commission). Une réforme du secteur de sécurité est en fait un préalable pour une mise en œuvre réussie des projets de développement dans le pays.

A ceci on peut ajouter que certains secteurs des PIN des 9^{ème} et 10^{ème} FED, surtout l'approche des Pôles de Développement du 10^{ème} FED, et le secteur prioritaire des Infrastructures du 9^{ème} FED, concernent indirectement les domaines politiques de l'UE de l'agriculture et du transport.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont à la base pratiquement de toutes les actions communautaires dans le pays.

⁵ Les 12 domaines politiques sont: le commerce, l'environnement, le changement climatique, la sécurité, l'agriculture, la pêche, la dimension sociale de la mondialisation, l'emploi et le travail décent, la migration, la recherche, la société informatique, le transport et l'énergie. Pour de plus amples renseignements voir les Conclusions du Conseil du 15.12.2007 basées sur la communication COM (2007)545 du 20.09.2007, et: http://ec.europa.eu/development:ICenter/Publications/descript/pub12_en.cfm

⁶ Les 12 domaines politiques sont: le commerce, l'environnement, le changement climatique, la sécurité, l'agriculture, la pêche, la dimension sociale de la mondialisation, l'emploi et le travail décent, la migration, la recherche, la société informatique, le transport et l'énergie. Pour de plus amples renseignements voir les Conclusions du Conseil du 15.12.2007 basées sur la communication COM (2007)545 du 20.09.2007, et: http://ec.europa.eu/development:ICenter/Publications/descript/pub12_en.cfm

4 Stratégie conjointe UE-Afrique,

Les principes qui sous tendent la Stratégie de l'UE sont également à la base du DSP-PIN 10^{ème} FED. Cette stratégie définit la manière dont l'UE peut appuyer au mieux les efforts déployés par l'Afrique pour atteindre les OMD. Elle repose sur trois piliers: i) promouvoir certaines exigences clés pour assurer le développement durable, telles que la paix, la sécurité et une bonne gouvernance, ii) soutenir l'intégration régionale, le commerce et l'interconnectivité pour favoriser le développement économique et iii) améliorer l'accès aux services sociaux de base (santé, enseignement) et la protection de l'environnement pour atteindre les OMD 1-6 plus rapidement.

Les 8 Partenariats et Actions prioritaires du Premier Plan d'Action de Lisbonne (2008-2010) pour la mise en œuvre de la Stratégie Afrique-UE, adopté à Lisbonne le 8-9 Décembre 2007, se reflètent dans les priorités 2008 pour le pays, dans la mesure où les thèmes et principes transversaux de la stratégie pour l'Afrique, et en particulier la bonne gestion des affaires publiques, les droits de l'homme et État de droit, la réduction de la pauvreté, renforcement des institutions et des capacités, l'égalité des sexes, et l'environnement font partie intégrante du DSRP et le DSP-PIN du 10^{ème} FED.

Le thème des infrastructures se concrétise entre autres par la mise en œuvre du projet SRAID (55 millions d'euros), tandis que le partenariat sur les OMD trouve son expression dans pratiquement toutes les actions en cours et prévues dans le 9^{ème} et 10^{ème} FED et sur financement des lignes budgétaires de la Commission.

En ce qui concerne le partenariat Afrique-UE pour la paix et la sécurité, l'on note l'opération militaire de transition dans l'Est du Tchad et dans le Nord-Est de la République centrafricaine (EUFOR TCHAD/RCA) prévue en 2008 (voir 1.1).

5 Coordination des bailleurs et harmonisation

A. Progrès pendant 2007

Le Gouvernement de son côté a mis en place par un arrêté du Premier Ministre début 2008 une structure compréhensive de suivi de la mise en œuvre du DSRP qui concerne tout le gouvernement et ses services au niveau central comme au niveau décentralisé, et l'ensemble des partenaires techniques et financiers.

L'on note de plus des efforts plus importants de coordination entre les bailleurs sur le terrain dans les divers secteurs. La Commission est chef de file dans les domaines des Infrastructures et, *de facto* (avec le FMI et la BM), les réformes des finances publiques.

L'aide communautaire continue à s'inscrire dans des efforts coordonnés avec les autres bailleurs:

- Dans le secteur routier, la réhabilitation de la Route Nationale 3 est divisée en 3 projets à prendre en charge par la CE, la Banque Mondiale et la BAD. La réhabilitation de la route Berbérati-Nola-Bayanga est accompagnée d'une subvention de 5M euro de l'AFD pour la construction et la réparation des ouvrages dans la zone du projet. Les activités financées dans le cadre de la Facilité de l'eau sont mises en œuvre par la CRF et UNICEF.

- Dans le secteur des finances publiques, le projet ARéMiF travaille en étroite concertation avec le projet ARCAGE de la Coopération Française et les missions financées sur les fonds LICUS de la Banque Mondiale.
- Les activités financées par la facilitée de l'eau sont coordonnées par la CRF et UNICEF à travers des subventions reçu de la CE.

Par contre des projets en cours de conception dans le domaine des réformes de la Justice et de la Police ont été développé en parallèle par la Commission et le PNUD. Les problèmes potentiels de chevauchement sont en train d'être résolu pour qu'un projet communautaire Justice puisse voir le jour dans le cadre du Programme d'Action Annuel 2008 (approbation prévue pour fin 2008).

B. Perspectives

Voir les annexes "Matrice des bailleurs sur l'aide actuelle et future" et "Matrice de bailleurs sur les rôles actuels et futurs".

L'on note en général que, si les budgets des acteurs déjà présents sur le terrain (surtout la Commission, la France, la BM, la BAD, le PNUD, et la Chine) ont été augmentés par rapport aux années précédentes, la Table Ronde pour la RCA (Bruxelles, le 26 octobre 2008) n'a pas mené jusqu'ici à l'intervention d'autres bailleurs dans le pays.

6 Dialogue dans le pays avec l'ON et les ANE, les autorités locales et les Parlements nationaux

Le Document de Stratégie de Pays, et en particulier les orientations de la stratégie de réponse, a été développé lors des nombreux contacts au cours des années 2006-2007 entre le Chef de Délégation et les membres du gouvernement, y inclus l'Ordonnateur National du FED, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale

Divers ateliers ont eu lieu pendant cette période lors desquels la Délégation et le gouvernement, les acteurs non-étatiques, les Etats membres sur le terrain (la France) et ceux accrédités à partir des pays voisins, et les autres partenaires au développement, ont discuté le fonds de la programmation du 10ème FED.

Les services gouvernementaux et la Délégation ont conjointement rédigé en janvier 2006 une 'Note de cadrage' analysant les principaux besoins et contenant les principales orientations de la programmation. Ce document a servi de préparation pour le séminaire régional tenu à Brazzaville le 29-30 janvier 2006, qui a réuni les services de la Commission européenne, y compris le Commissaire européen au Développement et à l'Aide Humanitaire, et les Ordonnateurs Nationaux et Régionaux du FED de l'Afrique Centrale.

Les acteurs non-étatiques ont été impliqués dans la conception du DSP par la tenue d'un atelier de consultation des acteurs non-étatiques qui s'est déroulé le 17-18 mai 2006 à Bangui avec une centaine de représentants de la société civile nationale et internationale en RCA. Les services gouvernementaux assistaient également à cet exercice. Les conclusions de l'atelier confirmaient les orientations proposées, tout en mettant un accent particulier sur le développement rural, les besoins de renforcement des capacités des acteurs non-étatiques, et l'accès au microcrédit.

Ces réflexions ont aidé à l'élaboration d'un 'Issues Paper' conjoint en mai-juin 2006. L'enveloppe du PIN 10^{ème} FED, 109,3 MEUR, a été décidée en juin 2006. Cette enveloppe a ensuite été augmentée à 137 MEUR au titre d'une tranche incitative liée à la gouvernance d'un montant de 27,7 MEUR. Le 23 juin 2006, le Chef de Délégation a été invité par le

Premier Ministre au Conseil des Ministres pour une analyse conjointe stratégie de réponse pour le 10^{ème} FED centrée sur les pôles de développement. Le Premier Ministre a, par la suite, confirmé l'accord du gouvernement avec cette approche qui est devenu l'axe principal du DSP. Sur cette base, le DSP/PIN a ensuite été développé au cours du deuxième semestre 2006 et en 2007 et a été approuvé par les Etats Membres de l'UE lors du comité FED du 27 février 2008.

Une première version de ce Rapport Annuel Conjoint a été soumise aux Acteurs Non-Etatiques du pays lors d'un séminaire à Bangui le 13 mars 2008. Cette consultation a donné lieu à des observations de leur part concernant la situation sécuritaire et socio-économique, ainsi qu'à des nombreuses questions et observations sur l'accès aux marchés publics FED (p.e. audits) par des opérateurs locaux et les possibilités pour les acteurs non-étatiques pour participer aux appels à propositions dans le cadre des lignes budgétaires communautaires et des actions humanitaires de ECHO. La consultation a donné lieu à des clarifications et des explications de la part de la Commission et du Gouvernement centrafricain, et à l'inclusion d'un grand nombre des observations de la société civile centrafricain dans le texte de ce rapport

Le présent Rapport Annuel Conjoint n'a pas été soumis au Parlement par le Gouvernement. Afin de renforcer les capacités du Parlement, entre autres pour pouvoir jouer un rôle plus prononcé dans la coopération UE-RCA, le Gouvernement centrafricain et la Commission ont signé en 2007 une Convention de Financement pour un projet d'appui à l'Assemblée nationale, doté d'une enveloppe de 0,5 millions d'euros.

7 Conclusions

L'année 2007 a été caractérisée par des évolutions importantes sur le plan international et économique quant au réengagement de la communauté internationale vis-à-vis de la RCA. Cependant les défis restent très importants pour le pays, surtout dans les domaines de la sécurité et les droits de l'homme, la gouvernance économique et la situation socio-économique et humanitaire de la population.

Le processus de rédaction du DSRP du pays et de programmation des fonds du 10^{ème} FED ont abouti par l'adoption par le gouvernement de la stratégie des Pôles de Développement, pour la mise en œuvre desquels les préparations ont commencé fin 2007.

En ce qui concerne la coopération en cours, l'on note des résultats très satisfaisant au niveau des engagements globaux et des décaissements faits en 2007. Par contre le taux des engagements individuels confirme les difficultés à contractualiser partiellement à la faible capacité d'offre du pays, facteur qui risque de jouer en particulier sur les interventions communautaires dans le secteur des infrastructures. L'arrivée mi-2008 de l'assistance technique pour appuyer l'ON et ses services renforcera considérablement les capacités de ceux-ci pour la mise en œuvre de la coopération UE-RCA. L'éligibilité du pays à l'appui budgétaire communautaire continue à nécessiter des efforts soutenus par le gouvernement dans le domaine de la gouvernance économique et la réforme des finances publiques, appuyés par plusieurs bailleurs, dont la Commission. En 2007 le Nord et le Nord-Ouest de la RCA ont commencé à faire l'objet d'un nombre important d'interventions humanitaires sur financement communautaire, interventions qui continueront en 2008.

La coopération entre l'UE et la RCA s'inscrit pleinement dans les principes qui sous tendent la Stratégie de l'UE pour l'Afrique. La plupart des partenariats et actions prioritaires du premier plan d'action de Lisbonne pour la mise en œuvre de cette stratégie, en particulier ceux qui concernent l'intégration régionale et les infrastructures, la gouvernance démocratique et les

droits de l'homme, les OMD, et la paix et sécurité trouvent une expression concrète dans des activités en cours ou en préparation.

L'année 2007 a vu le début de renforcement des structures gouvernementales pour la coordination de l'aide et le suivi du DSRP. Les bailleurs sur le terrain, ensemble avec le Gouvernement, ont renforcé leurs efforts pour une meilleure coordination de leurs actions. La société civile centrafricaine a été pleinement impliquée dans la programmation du 10^{ème} FED et ses avis sur le rapport actuel ont été pris en compte.

ANNEXES

1. Indicateurs clés de performance macro-économique
2. Indicateurs clés des ODM
3. NA (Profil de Gouvernance en cours d'être révisé)
4. Le 9ème FED et les FED précédents à la clôture de l'année financière 2007
5. La concentration par secteur des ressources engagées sur le 9ème FED
6. Les projets régionaux
7. NA (Les projets de la BEI)
8. NA (L'utilisation de l'appui budgétaire général)⁷
9. Les lignes budgétaires
10. Calendrier indicatif des déboursements du 9ème FED et des FED précédents (à partir de 2008 et suivant)
11. Les engagements programmés du FED en 2008.
12. Questionnaire de l'EAMR sur l'efficacité de l'aide
13. Matrice des bailleurs sur l'aide financière actuelle et future,
14. Matrice de bailleurs sur les rôles actuels et futurs

⁷ Voir pour l'utilisation de l'appui budgétaire général en 2007 la page 7 de ce rapport.

I. Les indicateurs macroéconomiques

La situation des statistiques des indicateurs macroéconomiques dans le pays est très préoccupante compte tenu de l'inexistence ou de l'inefficacité des structures en charge d'assurer la collecte des données et surtout les méthodes utilisées pour arrêter les chiffres, qui se font généralement de manière empirique. Ces données sont souvent aléatoires en raison de la contradiction potentielle entre les différentes sources de production des statistiques.

A ce jour, la seule structure susceptible de produire des statistiques fiables est le Comité Technique Permanent de suivi des Programmes d'Ajustement Structurel (CTP/PAS), organe qui assure la centralisation des différentes données des services gouvernementaux pour le suivi des programmes avec le Fonds Monétaire International. Souvent, c'est à l'approche d'une mission de revue du Fonds que les données sont mises à jour. La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) produit également des statistiques mais celles-ci ne sont pas mises à jour régulièrement.

Dans l'ensemble, la situation économique du pays reste peu satisfaisante. Le secteur réel est marqué par un faible niveau du Produit Intérieur Brut (PIB) qui ne dépasse pas 800 milliards de fcfa avec un taux de croissance réel qui oscille entre 3 et 4 % pour un taux d'inflation en moyenne annuelle de 3%. Le PIB par habitant tourne autour de 300 dollars US.

Le secteur gouvernemental quant à lui est caractérisé par un déficit chronique des Finances publiques avec un faible niveau de recouvrement fiscal qui ne dépasse pas les 9% du PIB alors que la moyenne dans la sous-région CEMAC est de 17% et une non maîtrise des dépenses publiques occasionnant ainsi l'accumulation des arriérés.

Au niveau du secteur extérieur, la balance des paiements est toujours déficitaire compte tenu des déficits de la balance commerciale et de la balance des services.

Le secteur monétaire est caractérisé par un faible niveau de crédit à l'économie et un niveau élevé des dettes de l'Etat vis-à-vis des établissements bancaires, presque 12 milliards de fcfa à fin décembre 2007.

A. table of macroeconomic indicators

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Basic data							
1	Population (in 1000)	3.895	3.993	4.092	4.195	4.300	4.517
	- annual change in %	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
2a	Nominal GDP (in millions €)	994	1021	1085	1177	1252	1456
2b	Nominal GDP per capita (in €)	254,6	256,1	265,3	280,5	291,2	321,7
2c	- annual change in %						
3	Real GDP (annual change in %)	-4,6	3,5	2,8	4,0	4,2	6,0
4	Gross fixed capital formation (in % of GDP)	6,40	6,86	9,69	10,10	9,87	12,98
International transactions							
5	Exports of goods and services (in % of GDP)	12,6	14,03	13,34	15,02	15,22	16,12
	- of which the most important: ... (in % of GDP)						
6	Trade balance (in % of GDP)	-2,3	-1,12	-1,47	-1,46	-1,53	-1,54
7	Current account balance (in % of GDP)	-4,8	-5,6	-8,2	-6,5	-4,4	-5,8
8	Net inflows of foreign direct investment (in % of GDP)						
9	External debt (in % of GDP)		12,32	11,07	09,97	08,85	07,79
10	Service of external debt (in % of exports of goods and non-factor services)	27,3	25,6	19,5	16,6	21,6	22,3
11	Foreign exchange reserves (in months of imports of goods and non-factor services)		11,8	11,5	10,6	10,1	9,8
Government							
12	Revenues (in % of GDP)	10,26	08,31	08,38	08,73	10,18	11,22
	- of which: grants (in % of GDP)						
13	Expenditure (in % of GDP)	13,11	13,94	16,99	12,54	11,67	15,3
	- of which: capital expenditure (in % of GDP)	02,99	02,72	05,39	03,68	02,63	04,92
14a	Deficit (in % of GDP) including grants	-3,34	-2,24	-2,51	-1,32	-2,72	-1,85
14b	Deficit (in % of GDP) excluding grants	-4,89	-5,63	-8,7	-4,4	-1,6	-4,7
15	Debt (in % of GDP)		82,5	78,8	77	72,7	68,4
	- of which: external (in % of total public debt)						
Other							
16	Consumer price inflation (annual average change in %)	4,2	-2,2	3,0	2,3	2,1	2,0
17	Interest rate (for money, annual rate in %)						
18	Exchange rate (annual average of national currency per 1 €)	655,9	57				
19	Unemployment (in % of labour force, ILO definition)	10,3					
20	Employment in agriculture (in % of total employment)						

Data source(s):

CTP/PAS, Ministère des Finances, Ministère de l'Economie et du Plan, BEAC, RGPH03

B. Table of indicators for the MDGs

	Indicator	1990	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2013	2015
Impact	1. Proportion of population living on less than USD 1 per day ¹					50,0					31
	2. Prevalence of underweight children (under-five years of age)		24,3								12
	3. Under-five mortality rate	211	194								70
Outputs	4. Net enrolment ratio in primary education	53,5	42,9			60,0					100
	5. Primary Completion Rate					30,0					53,0
	6. Ratio of girls to boys in: - primary education	0,63	0,68			0,69					1
	7. Proportion of births attended by skilled medical personnel		44			44,0					
	8. Proportion of one-year-old children immunised against measles	83	36								
	9. HIV prevalence among 15- to 24-year-old pregnant women	6,8				9,2					
	10. Proportion of population with sustainable access to an improved water source (urban zone)	70									

Data source(s): Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)

¹ Indicator 1 may be replaced by an equivalent indicator based on national poverty thresholds, in which case a comment will be needed to permit consistent interpretation of data over time.

C. Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

Md FCFA	2004	2005	2006	2007 est
Revenue	55,8	58,6	73,4	83,6
Tax revenue	48,3	50,6	60,4	65,3
Direct taxes	15,6	14,7	17,5	21,9
Indirect domestic taxes	22,1	26,4	27,7	30,5
Taxes on international trade	10,6	9,5	15,3	13,0
<i>of which: taxes on imports</i>	7,1	7	11,8	9,2
Non Tax Revenue	7,5	8	12,9	18,3
Expenditure	93,4	121	96,8	95,8
Current primary expenditure	66,7	75,4	55	65,9
Wages and salaries	38,9	39,2	37,2	36,3
Transfers and subsidies	10	14	8,2	14,5
Goods and services	17,8	22,2	11,8	15,1
Interest due	8,5	7,2	13,4	8,4
External	5,5	4,2	6	2,6
Domestic	3	3	7,4	5,8
Capital expenditure	18,2	38,4	28,4	21,6
Domestically financed	7,7	8,4	8,3	8,7
Externally financed	10,5	29,9	20,1	12,9
Overall balance, commitment basis				
Excluding grants	-37,7	-62,4	-27,6	-12,2
<i>Of which: narrow primary balance</i>	-18,6	-25,3	-5,9	9,0
Including grants	-15	-33	-7,7	22,3
Change in arrears	21,1	27,5	-4,9	-11,0
Domestic	2,9	10	-4,9	-8,6
External	18,2	17,5	0	-2,4
Overall balance (cash basis)	-16,6	-34,9	-32,5	-23,2

Source : CTP/PAS

II- La ventilation des dépenses

La ventilation des dépenses sectorielles de l'Etat fait état d'une dépense publique absorbée en grande partie par les salaires concentrés principalement sur les Ministères de la Défense (29.7%), de l'Education Nationale (18.2%), de la Santé Publique (7.6%) et de l'intérieur (6.1%). Le budget d'investissement ne représente que 7,71% du budget de l'Etat pour l'année 2007 contre 6,66% en 2006. De fait, la quasi-totalité du budget de l'Etat est absorbé dans les dépenses de fonctionnement. Par conséquent, l'essentiel de la croissance ne peut être assuré que par des mobilisations de capitaux extérieurs.

A. Tableau de la répartition des dépenses par grandes masses

(Prévisions budgétaires)

(en milliers de fcfa)

	2006	2007	Variation 06/07 (en %)
Service de la dette	30.721.320	32.504.120	5,80
Intérêt	7.509.320	6.441.000	-14,23
Capital	23.212.000	26.063.120	12,28
Dépenses primaires	56.058.265	66.007.130	17,75
Traitements et salaires	35.000.000	35.000.000	0
Biens et services	12.324.215	16.658.280	35,17
Transferts et subventions	8.734.050	14.348.850	64,29
Dépenses d'équipement	42.566.280	38.357.870	-9,89
Budget de l'Etat	8.613.610	10.557.870	22,57
Financements extérieurs	33.952.670	27.800.000	-18,12
Total	129.345.865	136.869.120	5,82

Source : Loi de Finances 2007

B. Tableau du pourcentage des dépenses par grandes masses

	2006	2007
Service de la dette	23,75	23,75
Intérêt	5,80	4,71
Capital	17,95	19,04
Dépenses primaires	43,34	48,23
Traitements et salaires	27,05	25,57
Biens et services	9,53	12,17
Transferts et subventions	6,75	10,48
Dépenses d'équipement	32,91	28,02
Budget de l'Etat	6,66	7,71
Financements extérieurs	26,25	20,31
Total	100	100

Source: Loi de Finances 2007

C. Tableau de répartition de salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat par Ministère
(Mai 2007, base cash)

DEPARTEMENT	MONTANT	%
Présidence	72.516.986	2,3
Primature	57.945.137	1,8
Diplomate et Stagiaire	117.203.951	3,7
Affaires Etrangères	46.659.573	1,5
Secrétariat Général du Gvt	5.115.422	0,2
Relation avec le Parlement	2.041.111	0,1
Transport	11.878.306	0,4
Intérieur	192.392.874	6,1
Commerce	20.568.045	0,7
Poste et Télécommunications	1.502.794	0,05
Justice	95.973.037	3,1
Défense nationale	932.836.899	29,7
Tourisme	2.876.722	0,1
Finances	228.471.351	7,3
Economie et Plan	21.822.025	0,7
Education Nationale	572.221.192	18,2
Mines et Géologie	16.154.672	0,5
Enseignement Supérieur	85.039.660	2,7
Fonction Publique	39.015.955	1,2
Communication	53.714.358	1,7
Santé Publique	239.596.094	7,6
Affaires Sociales	46.117.213	1,5
Travaux Publics	38.875.199	1,2
Logement et Urbanisme	19.596.782	0,6
Développement Rural	112.081.359	3,6
Eaux et Forêts	60.606.421	1,9
Assemblée nationale	5.099.903	0,2
Jeunesse et Sports	38.560.707	1,2
Total	3.136.483.748	100

Source : Direction de la solde, Ministère des Finances

Annexe 3A

Profil de gouvernance

mise à jour RAC 2007 (février 2008)

Note explicative

Le profil de gouvernance doit fournir une évaluation qualitative, complète et détaillée qui aide à déterminer les principales contraintes qui affectent les domaines relevant de la gouvernance au sens large. Il n'est pas censé être exhaustif mais se concentre sur des aspects centraux de la gouvernance. Certaines questions liées à la gouvernance ne sont pas entièrement couvertes par le profil car elles sont déjà traitées dans d'autres documents connexes (annexes relatives aux acteurs non étatiques / consultation des autorités locales au sujet des DSP, indicateurs des OMD, profil environnemental, etc.).

Le profil de gouvernance est un outil de programmation. Son principal objet est de contribuer à déterminer des domaines de coopération spécifiques (faiblesses) et à fixer des critères de référence et des objectifs de réforme (engagements des autorités nationales) ou des indicateurs de performance sectoriels si la gouvernance est un domaine de concentration. Il contribue à évaluer dans quelle mesure les engagements pris par le pays partenaire sont pertinents, ambitieux et crédibles pour la «tranche incitative».

Le profil de gouvernance peut en outre faciliter l'évaluation 2005-2006 par la Commission de la situation en matière de gouvernance et l'analyse de la situation du pays.

Il ne doit pas être nécessairement réalisé conjointement avec le pays partenaire mais celui-ci doit être informé de sa teneur (sans négociation et approbation) au cours du dialogue de programmation. Les États membres de l'Union européenne doivent être associés au processus.

Le profil de gouvernance est subdivisé en neuf sections:

- (1) Gouvernance politique /démocratique
- (2) Gouvernance politique /État de droit
- (3) Maîtrise de la corruption
- (4) Efficacité du gouvernement
- (5) Gouvernance économique
- (6) Sécurité intérieure et extérieure
- (7) Gouvernance sociale
- (8) Contexte international et régional
- (9) Qualité du partenariat

Le profil, qui est à mettre à jour régulièrement, doit être réalisé quelle que soit la situation d'un pays, qu'il s'agisse notamment de partenariats efficaces et stables, de partenariats difficiles et de situations fragiles ou d'après conflit. Selon la situation du RAC 2007 Annexe 3a – Profil de gouvernance.

Annexe 3A

Profil de gouvernance

pays, d'autres aspects intéressants peuvent être traités dans le profil. Pour les pays ayant mené à bien le processus du mécanisme africain d'évaluation par les pairs, le profil reposera sur le rapport en résultant.

Des sources d'informations et des liens Internet utiles figurent en annexe.

Annexe 3A

Profil de gouvernance

mise à jour RAC 2007 (février 2008)

I. GOUVERNANCE POLITIQUE/ DEMOCRATIQUE (CRITERE «ETRE A L'ECOUTE ET RENDRE COMPTE" POUR L'INSTITUT DE LA BANQUE MONDIALE)

A. Droits de l'homme

Le gouvernement rencontre-t-il des problèmes particuliers dans la signature, la ratification ou la transposition en droit national des conventions internationales/régionales liées aux droits de l'homme ? ¹ Si oui, pourquoi ? Veuillez fournir vos commentaires sur la mise en oeuvre des conventions sur les droits de l'homme ratifiées.	La RCA a ratifié la plupart des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'Homme, y compris le Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui garantit les droits de l'accusé et le respect du droit à un procès équitable. Pourtant, l'application de ces textes reste aléatoire.
Le gouvernement a-t-il signé et ratifié le statut de la Cour pénale internationale ? A-t-il signé des accords bilatéraux d'immunité avec des pays tiers (États-Unis) ?	La RCA a signé le Statut de la CPI le 7 décembre 1999 et ce texte a été ratifié le 3 octobre 2001.
Si la peine de mort n'a pas été abolie, dans quelles circonstances et pour quels motifs est-elle appliquée (tribunaux militaires, de la charia...)?	La peine de mort n'a pas été abolie en RCA mais elle n'est plus appliquée depuis des années.

¹ **Instruments internationaux:** la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), plus un certain nombre de conventions spécifiques, comme la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1965), la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (1979), la Convention contre la torture (1984) et la Convention relative aux droits de l'enfant (1989). **Instruments régionaux: pays africains:** Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (1990), Déclaration de Grand Bay (Maurice) et plan d'action pour la promotion et la protection des droits de l'homme (1999), Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (1990), Plate-forme africaine sur le droit à l'éducation (1999), Convention de l'OUA sur les réfugiés (1969), Protocole relatif aux droits de la femme en Afrique (2003). **Pays des Caraïbes** (à compléter), pays du **Pacifique** (à compléter).

Annexe 3A

Profil de gouvernance

<p>Les institutions publiques de surveillance (médiateur, Commission des droits de l'homme), si elles existent, ont-elles des difficultés à exercer leur pouvoir de manière effective ?</p>	<p>Il existe deux institutions : le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme et à la Bonne Gouvernance et le Médiateur de la République.</p> <p>Le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme et à la Bonne Gouvernance est rattaché à la Présidence ce qui limite considérablement son indépendance et son pouvoir d'action dans la mesure où les violations sont en majorité commises par les militaires qui bénéficient de la plus grande indulgence du Président également Ministre de la Défense. Mais le Haut Commissariat a tout de même entrepris 1) des actions de sensibilisation à l'encontre des forces armées et de défense centrafricaines, 2) le démantèlement des barrières illégales, mais faute de moyens financiers et matériels ces mesures ne peuvent être conduites à terme.</p> <p>Le Médiateur est une personnalité politique incontestée bien que faisant partie de l'opposition mais depuis sa nomination, fin août 2005, il ne s'est pas prononcé et n'a pris aucune mesure faute de moyens (il ne possède même pas de bureau !).</p>
<p>Le principe de non discrimination fondée sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres et l'origine nationale ou sociale est-il prévu par la loi et effectivement garanti ? Si non, quels sont les principaux problèmes ?</p>	<p>Le principe de non discrimination est inscrit dans la Constitution de décembre 2004 (article 5). Les principes de clientélisme et de tribalisme font que les nominations ne sont pas dépourvues de toute discrimination. Il faut aussi signaler que sur les actes de naissance figure l'ethnie à laquelle la personne appartient.</p>
<p>Les droits politiques et culturels des minorités et des populations indigènes sont-ils effectivement protégés ? Quelles sont les questions les plus controversées (droits fonciers, droits politiques..) ?</p>	<p>En Centrafrique, il y a des habitants aborigènes, les pygmées Aka, qui, de par leur passé d'esclaves et la continuation des pratiques d'inféodation, ne bénéficient pas, au quotidien, des mêmes droits que les autres Centrafricains. Et ce bien qu'ils soient considérés comme patrimoine mondial de l'humanité. Cependant quelques signes encourageants sont à noter : un projet CE de renforcement des minorités pygmées Aka a donné des résultats concluants notamment sur la scolarisation des enfants pygmées dans les écoles villageoises ; la mise en place d'un Comité sur la ratification de la Convention 169 de l'OIT sur les peuples indigènes et tribaux ; deux projets du Département du Patrimoine et de la Culture avec 1) la création d'un centre de référence pour la sauvegarde et la revitalisation des traditions orales pygmées Aka, 2) l'appui au festival sous régional des arts et culture pygmées d'Afrique centrale (l'UNESCO va les soutenir dans ce sens).</p>

Annexe 3A

Profil de gouvernance

<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	
--	--

B. Libertés fondamentales

Les libertés fondamentales suivantes sont-elles reconnues et effectivement exercées par les citoyens (quelles sont les principaux problèmes et restrictions dans le cas contraire) ? - liberté de circulation, notamment pour entrer et sortir du pays	Les libertés fondamentales sont garanties par les articles 4 à 13 de la Constitution. La liberté de mouvement est inscrite dans la Constitution. La liberté de circulation existe mais reste fortement entravée par les nombreux 'points de contrôle' érigés par les forces de l'ordre et les « coupeurs de routes ».
- liberté de pensée, de conscience et de religion	Ces libertés sont effectives et garanties par la Constitution.
- liberté d'expression	Elle est très grande en RCA y compris dans la presse écrite. Cette liberté est très utilisée par tous les organes de presse avec quelques fois des dépassements de la déontologie. Le professionnalisme dans ce secteur reste à confirmer.
- liberté d'information (existe-t-il des restrictions concernant les médias internationaux et l'accès à Internet ?)	Il n'y a pas de restriction quant à la liberté d'information.
- liberté de réunion et d'association (notamment les réunions tenues par l'opposition politique, les manifestations). Le cadre réglementaire est-il propice au fonctionnement d'organisations de la société civile, d'association professionnelles, de syndicats et de partis politiques?	Il y a eu des cas d'arrestations motivées par des réunions politiques soi-disant secrètes (contexte post-électoral). Mis à part ces cas isolés, la liberté d'association et de réunion peut être considérée comme effective.
<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	

C. Processus électoral

Les derniers processus électoraux présidentiels, parlementaires et/ou locaux ont-ils été considérés comme libres et équitables par l'Union européenne et/ou d'autres organisations internationales ? Si non, quels sont les principaux obstacles ? Veuillez vous référer aux éléments suivants pour évaluer le processus électoral:	Le processus électoral de 2005 (élections présidentielles et législatives) a été considéré par la Communauté internationale comme transparent et n'a pas été entaché d'irrégularités flagrantes de nature à le remettre en cause.
- problèmes spécifiques qui portent atteinte à l'indépendance, à l'impartialité et à la crédibilité de l'autorité chargée de superviser les	La Commission électorale mixte et indépendante (CEMI) a pleinement joué son rôle et son Président a accompli sa tâche d'une façon remarquable. Elle est un modèle du

Annexe 3A

Profil de gouvernance

processus électoraux	genre dans la région.
- recensement électoral et système d'inscription des électeurs	Il y a eu quelques problèmes significatifs d'ordre technique lors des premiers tours des élections (présidentielles et législatives) mais qui ont été pour la plupart résolus aux seconds grâce à l'expert CE.
- problèmes spécifiques qui portent atteinte au principe d'égalité des conditions de campagne (égalité d'accès, pour tous les partis en lice, aux médias contrôlés par l'État, disponibilité des médias publiés et radiodiffusés dans toutes les circonscriptions, transparence du financement des groupes politiques / des candidats)	Durant la campagne électorale, les moyens du camp présidentiel étaient bien plus importants que ceux du camp de l'opposition d'autant plus que le Général Bozizé se servait des moyens d'Etat pour battre campagne (utilisation des véhicules et des soldats FACA par exemple). En revanche, si aux premiers tours la radio nationale était monopolisée par la mouvance du Général, les temps d'antenne ont été revus pour les seconds tours et ont garanti ainsi un accès équitable.
- existence de mécanismes de vérification et de validation des résultats des élections - possibilité d'engager des procédures de recours	Des résultats ont été invalidés et de nombreux cas ont été instruits en justice. Ils ont tous été examinés bien que la Cour constitutionnelle de transition ait dépassé les délais.
- possibilité de demander des capacités internationales agréées d'observation des élections - capacité d'action des observateurs locaux (d'ONG indépendantes ou de partis politiques)	Durant tout le processus électoral, il y a eu des observateurs internationaux (AIF, CE, UN) et nationaux (ONG locales des droits de l'Homme principalement).
<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	

D) Principes de la démocratie constitutionnelle

La Constitution prévoit-elle le principe de séparation des pouvoirs ?	Le seul article faisant référence au principe de séparation des pouvoirs est l'article 78 : «la justice constitue un pouvoir indépendant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif ». Sinon, ce principe n'est pas inscrit en tant que tel.
Comment le parlement exerce-t-il ses pouvoirs principaux (fonctions législatives, compétence en matière de budget national, supervision de l'action de l'exécutif/du gouvernement et capacité de révoquer le pouvoir exécutif)	L'Assemblée nationale tourne quelque peu au ralenti de par les querelles entre, d'une part, la majorité présidentielle et l'opposition et, d'autre part, au sein même de l'opposition. Ceci dit, au niveau de ses fonctions législatives, elles sont réduites à l'adoption de lois, validation d'amendements, questions orales aux ministres. La majorité parlementaire étant de la mouvance du Président, toute motion de censure est

Annexe 3A

Profil de gouvernance

	inimaginable.
Existe-t-il des partis politiques ou des structures similaires? Si non, quels sont les principaux obstacles à leur formation et à leur fonctionnement ?	Il existe de très nombreux partis politiques en RCA. La perspective de postes ministériels l'emporte sur le développement de programmes.
Comment les partis politiques garantissent-ils la pluralité politique ? (leur capacité de représentation, leur budget, etc.)	Le pluralisme politique est effectif en RCA. Si quelques grands partis politiques se donnaient, jusqu'à la fin des élections (2005), les moyens d'être représentatifs, il n'en est plus de même depuis début 2006 à cause des crises de leaderships internes pour la raison invoquée plus haut..
Le système de sécurité, notamment les institutions chargées de faire respecter la loi comme la police, les forces armées, les forces paramilitaires, etc. est-il placé sous le contrôle et la surveillance démocratiques du parlement et des autorités civiles ? Si non, quels sont les principaux obstacles ?	Non le système sécuritaire est loin d'être sous contrôle démocratique. En pratique, les forces de l'ordre et de sécurité dépendent du Ministre de la Défense qui n'est autre que le Président, et la police du Ministre de l'Intérieur qui est un ancien frère d'armes du Président. C'est donc un corps à part, une sorte d'électron libre à l'intérieur duquel la Garde Républicaine bénéficie d'une entière impunité en dépit des prises de position rigoureuse de la Communauté internationale.
<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	

ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION DU PAYS EN 2005-2006 EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE POLITIQUE/DÉMOCRATIQUE	NIVEAU (1 A 4) TENDANCE (1 à 3)
--	--

II. GOUVERNANCE POLITIQUE/ÉTAT DE DROIT: APPAREIL JUDICIAIRE ET SYSTEME REPRESSIF

Quels types de systèmes judiciaires coexistent dans le pays (modernes, religieux, traditionnels, etc.) ? Quelles sont leurs juridictions respectives ?	Le système judiciaire centrafricain est calqué sur l'ancien système français. Il est bien établi dans la capitale où il s'agit d'une justice « moderne » c'est-à-dire non traditionnelle. Dans l'arrière-pays, la justice est pratiquement inexistante et les gens ont beaucoup plus recours à la vendetta qu'à un homme de loi qui rendrait sa sentence sous le manguier. D'autre part, les moyens sont tellement limités que les magistrats ne peuvent rendre la justice dite foraine (déplacements à bicyclette dans une région).
--	--

Annexe 3A

Profil de gouvernance

<p>Les procédures de nomination, de révocation, de sanction et de promotion assurent-elles l'indépendance des juges ?</p>	<p>Les textes consacrent le principe d'indépendance de la justice mais c'est loin d'être le cas en pratique. Le fait que le Président de la République et le Ministre de la Justice fassent partie du Conseil Supérieur de la Magistrature pose problème dans la mesure où, d'après nos informations, ceux-ci en arrivent parfois à rédiger les PV de réunions avant qu'elles n'aient lieu. Bref, ils décident des nominations, des affectations (pas des sanctions) sans réellement tenir compte des compétences...</p>
<p>Le système actuel favorise-t-il le bon fonctionnement du système judiciaire (salaires appropriés, formation, réglementation disciplinaire transparente, formation des juges, équipements des tribunaux) ?</p>	<p>Le système judiciaire centrafricain est indéniablement touché par la corruption. Le salaire des magistrats est conséquent par rapport aux salaires des membres du Gouvernement mais il souffre des mêmes arriérés de salaires que les autres fonctionnaires de l'Etat (entre 7 et 9 mois depuis mars 2003). Il y a également d'importantes carences quant aux bâtiments, à l'équipement et à la formation à cause d'un manque de moyens généralisé. La Délégation CE avait, à ce titre, initié un projet Etats Généraux de la Justice mais qui a été unilatéralement suspendu par le Chef de l'Etat à la veille de leur ouverture (début octobre 2006). Depuis, aucune demande de reprise nous a été adressée. Ces Etats Généraux devaient déboucher sur un projet d'appui au secteur justice de 2M€ qui n'a donc pas pu être défini.</p>
<p>Le système judiciaire garantit-il le droit de tout citoyen à être jugé de manière équitable ? Les éléments suivants peuvent être pris en considération:</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'accès à la justice est-il raisonnablement garanti (notamment en termes de couverture géographique) et les décisions judiciaires sont-elles prises dans un délai acceptable ? - Le système de recours est-il jugé efficace ? 	<p>Le justiciable centrafricain n'accède pas facilement à la justice : les tribunaux et cours provinciaux manquent cruellement de moyens et même la justice foraine n'est plus trop rendue, il faut souvent payer pour espérer avoir une suite à sa plainte, très mauvaise connaissance des droits, crise évidente de confiance entre la population et l'effectivité du système judiciaire... Les délais sont extrêmement longs faute d'une administration qui a les moyens humains, matériels et financiers.</p> <p>Le système de recours est lui fonctionnel mais il ne peut être efficace puisque la corruption est un mal qui touche également la Justice.</p>
<p>Dans l'exercice de ses fonctions, le système répressif (police, juges,</p>	<p>Les droits de l'Homme en RCA sont peu respectés et notamment en milieu</p>

Annexe 3A

Profil de gouvernance

<p>système pénitentiaire) garantit-il la sécurité des citoyens et le respect de la loi, les droits de l'homme étant eux-mêmes respectés ? Les peines sont-elles proportionnelles aux actes commis ? Les conditions carcérales respectent-elles la dignité humaine ?</p>	<p>pénitentiaire et carcéral. Le système judiciaire actuel ne garantit pas la sécurité des citoyens qui préfèrent largement s'en remettre à la justice privée voire la vendetta qu'aux instances judiciaires. Les conditions carcérales sont loin de respecter la dignité humaine car des cas de torture avérée sont constamment mis en lumière. Une des raisons, l'absence de personnel pénitentiaire : ce sont des militaires qui sont les gardiens des prisons !</p>
<p><i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i></p>	<p>Il existe un problème fondamental supplémentaire de la justice centrafricaine : la corruption. Les premiers à bénéficier de celle-ci sont les forces de défense et de sécurité et notamment les éléments de la Garde Présidentielle. Tant que ces problèmes perdureront, la justice ne sera pas efficiente. A ceci il faut ajouter le problème de nombreuses condamnations pour sorcellerie, crime figurant dans le Nouveau Code Pénal du pays sous l'égide des Nations Unies ! La sorcellerie est la principale cause d'incarcération des femmes.</p>

ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION DU PAYS EN 2005-2006 EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE POLITIQUE / D'ÉTAT DE DROIT

**NIVEAU (1 A 4)
TENDANCE (-1, 0, OU +1)**

III. MAÎTRISE DE LA CORRUPTION

<p>Quels sont les secteurs dans lesquels sont rapportés des cas de corruption ? De quelle type de corruption s'agit-il ? <i>(douanes, marchés publics, recouvrement de l'impôt sur le revenu...)</i></p>	<p>Corruption in the CAR is widespread. It involves every sector of the economy, both public and private. In the public sector, the main cases of corruption are found in procurement, customs, revenue collection, natural resources extraction (such as diamond and logging permits). Corruption also involves the award of all kind of administrative documents.</p>
<p>Le pays dispose-t-il d'un cadre juridique approprié pour lutter contre la corruption ? <i>(le droit national criminalise-t-il les actes de corruption active et passive visant un fonctionnaire ou commis par celui-ci ? Existe-t-il une commission anti-corruption ou toute autre institution de ce type en place ? etc.)</i></p>	<p>Yes, there are several institutions in charge of fighting corruption in the country such as the 'Inspection Générale d'Etat' and the 'Inspection Générale des Finances'. But these institutions have little authority, not least because they lack human and financial resources too.</p>

Annexe 3A

Profil de gouvernance

Le cadre juridique national est-il mis en oeuvre ? Les institutions disposent-elles du financement suffisant pour mener à bien leur mission ?	No No, without exception severely underfunded.
Quelle est la position du pays vis-à-vis du droit international dans le domaine de la lutte contre la corruption (conventions des Nations unies, Groupe d'Action Financière Internationale) ² ?	Le pays n'affiche pas une volonté manifeste de lutter contre la corruption puisque des mesures phares ne sont pas prises dans ce sens. Malgré tout, c'est un thème qui a suscité certaines initiatives comme la création de l'Office de Lutte contre la Corruption en Afrique Centrale (OLCAC) dont le Secrétaire exécutif est le Procureur de la République centrafricaine avec un bureau national ; la mise en conformité de la législation nationale avec le processus de Kimberley ; la définition d'un plan de lutte contre la corruption établi par le Conseil Inter ONG en Centrafrique (CIONGCA) de la société civile.
Le pays contribue-t-il au FATF-GAFI (Financial Action Task Force / Groupe d'action financière) ? Met-il en oeuvre les recommandations du FATF/GAFI concernant le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ³ ? Par quels mécanismes régionaux ⁴ ?	Non

² Les 40 recommandations du GAFI sur le blanchiment des capitaux
http://www.fatf-gafi.org/document/23/0,2340,fr_32250379_32236920_34920215_1_1_1_1,00.html
Les 9 recommandations spéciales du GAFI en matière de lutte contre le financement du terrorisme
http://www.fatf-gafi.org/document/51/0,2340,fr_32250379_32236920_35280947_1_1_1_1,00.html

³ Les 40 recommandations du GAFI sur le blanchiment des capitaux
http://www.fatf-gafi.org/document/23/0,2340,fr_32250379_32236920_34920215_1_1_1_1,00.html
Les 9 recommandations spéciales du GAFI en matière de lutte contre le financement du terrorisme
http://www.fatf-gafi.org/document/51/0,2340,fr_32250379_32236920_35280947_1_1_1_1,00.html

⁴ Comme le Groupe d'action financière des Caraïbes GAFIC, le [Groupe anti-blanchiment de l'Afrique orientale et australe GABAOA](#)⁴, le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment en Afrique de l'Ouest- GIABA⁴, le [Groupe Asie/Pacifique sur le blanchiment de capitaux GAP](#)⁴

Annexe 3A

Profil de gouvernance

Le pays a-t-il engagé une stratégie ou des réformes pour pallier aux principales faiblesses identifiées ci-dessus ? Ces stratégies/réformes sont-elles intégrées dans la stratégie de réduction de la pauvreté?	There is no clear cut strategy and the government's action does not tackle sectors which are especially corrupt (diamond, timber).
<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	

ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION DU PAYS EN 2005-2006 EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DE LA CORRUPTION	NIVEAU (1 A 4) TENDANCE (-1, 0 OU +1)
---	--

IV. EFFICACITÉ DU GOUVERNEMENT

A Capacité institutionnelle

<p>Quelles sont les principaux obstacles qui empêchent les institutions publiques (ministères, banque centrale, autorités responsables des appels d'offres, audit) d'exercer leur pouvoir de manière efficace ? Les éléments suivants peuvent être pris en considération:</p> <ul style="list-style-type: none"> - leur mandat est-il clairement défini ? - disposent-ils de personnel qualifié et de ressources budgétaires appropriées ? - existe-t-il une coordination effective entre les autorités de niveau central et de niveau local ? - l'administration nationale et locale est-elle à même de formuler et de mettre en oeuvre des initiatives politiques ? - peuvent-elles gérer l'aide extérieure ? - ont-elles la capacité de réagir aux catastrophes naturelles de manière efficace ? 	<p>The mandates of public institutions are not well defined. There is no distinction between Ministries (policy elaboration, M&E); semi-autonomous agencies (national policy implementation) and local governments (policy implementation at local level) and there is no coherence or communication between these institutions.</p> <p>These institutions, when they exist, do not dispose of competent and motivated staff due to human resources constraints in the country and the lack of budgetary resources to pay civil servants.</p> <p>There is very little, or no, communication between the central and the local level.</p> <p>Most reforms are suggested by donors and their real implementation requires technical assistance. The government has recently become more pro-active in this field, formulating government programmes such as in the area of public health. But any initiative is extricable dependant on foreign funding.</p>
---	--

Annexe 3A

Profil de gouvernance

	<p>The absorption capacity is weak as abiding by rigorous procedure proves very difficult considering the human and institutional environment</p> <p>No</p>
<p>Si un processus de décentralisation est en cours, les compétences nécessaires sont-elles décentralisées vers les autorités locales ? Les ressources appropriées (personnel et budget) sont-elles garanties par des allocations sur le budget national ou par les ressources propres de ces autorités locales ?</p>	<p>There is no decentralisation going on but the central power is increasingly cut off from secondary towns. The central government has little authority beyond Bangui. On a fiscal point of view, receipts collected outside of the capital usually do no transit through the central budget.</p>
<p><i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i></p>	

B. Gestion des finances publiques (GFP)

<p>Existe-t-il dans le pays une évaluation à jour de la GFP ?</p>	<p>Oui. Les Institution de Bretton Woods font du monitoring régulier de la gestion des finances publiques dans le cadre de leurs programmes respectifs (FRPC; CFAA en octobre 2007). La Commission fait le même dans le cadre de ses appuis budgétaires et dans le cadre du monitoring du projet d'Appui à la Réforme du Ministère des Finances et du Budget (ARéMiF). Une évaluation PEFA a eu lieu en janvier 2008.</p>
<p>Indiquez si des problèmes sont à noter dans les domaines suivants: - le côté réaliste du document budgétaire ? - l'exécution du budget ? - l'exhaustivité et la transparence du budget ? - les contrôles internes ? - les contrôles externes et les audits ?</p>	<p>Yes, no real programming. Huge problems in the expenditure plan and the predictability of funds. The capture of donor financed projects is a major constraint. A number of extra-budgetary funds continue to exist. The presentation of the budget document is to be improved to make it more transparent.</p> <p>The system of internal and external controls is currently weak. It consists of a number of institutions which do not have the expertise, the means nor the authority to conduct</p>

Annexe 3A

Profil de gouvernance

	internal controls.
Existe-il un programme de réforme en vue d'améliorer la qualité de la GFP ? - <u>si non</u> , est-il en cours d'élaboration ? - <u>si oui</u> , y a-t-il des preuves de la détermination des autorités à le mettre en oeuvre ?	Yes, but this program is mainly spurred by donors and actual implementation on the government side is slow.
<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	

ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION DU PAYS EN 2005-2006 EN MATIÈRE D'EFFICACITÉ DU GOUVERNEMENT	NIVEAU (1 A 4) TENDANCE (-1, 0 OU +1)
---	--

V. GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE (CRITERE «CAPACITE REGLEMENTAIRE» POUR L'INSTITUT DE LA BANQUE MONDIALE)

A. Secteur privé/politiques favorables au marché

Le climat des affaires est-il de nature à attirer les investissements du secteur privé, compte tenu plus particulièrement de ce qui suit: - le temps et le coût nécessaires pour démarrer/fermer une entreprise	The Government is not committed to improving the traditional business climate and has recently embarked on a series of measure that discourage private investments. The private sector is more prone to informal activities, which do not generate revenue for the national budget.
- le niveau d'accès aux marchés des capitaux ; supervision insuffisante du secteur bancaire	The financial sector is very shallow, and credit is largely limited the government.
-la réglementation douanière et son application	Customs is in chaos. Customs is captured by Sectoral interests and there is no implementation of rules. Customs officer have no means to work, they are badly trained and are prone to corruption.

Annexe 3A

Profil de gouvernance

- le régime de propriété	
- la réglementation du travail	High standards, not abided by, except by foreign companies.
- montants versés officieusement par les entreprises pour obtenir quelque chose	Very high.
<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	There are concerns that the Government's approach may inadvertently discourage investment through unpredictable and severe regulation. For example, sudden changes in telecom regulations lead to significant worries about the viability of private investments in the country.

B. Gestion des ressources naturelles

<p>Le pays a-t-il adhéré à l'Initiative pour la transparence du secteur des industries extractives (ITSI) ? Si non, quels sont les problèmes relatifs à son adhésion ?</p> <p>Le pays a-t-il rencontré des difficultés dans la mise en oeuvre de l'ITSI ? (programme, activités, création d'un service ITSI spécifique) ?</p>	No.
<p>Dans l'éventualité où le pays est concerné par la production et le commerce illégaux de «diamants de la guerre», le gouvernement participe-t-il et coopère-t-il au système de certification du processus de Kimberley (KPCS) ?</p> <p>A-t-il mis en place les contrôles nécessaires pour éliminer la présence de diamants de la guerre dans la chaîne de production et d'exportation de diamants bruts ?</p>	<p>Yes, the government is involved in the KPCS but the sector is characterized by massive frauds throughout the production and certification chain.</p> <p>Grating of exploitation permit is not transparent and numerous illegal diamond exploitation sites across the country</p>
<p>FLEGT – (l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux)</p> <p>Le pays est-il affecté par l'abattage illégal et le commerce de bois récolté illicitement ? Si oui, quelles mesures le gouvernement a-t-il engagé pour renforcer la gouvernance du secteur forestier et traiter</p>	This sector seems to be reasonably controlled.

Annexe 3A

Profil de gouvernance

les causes sous-jacentes de l'abattage illégal ? Un dialogue a-t-il été mené entre le gouvernement et la Commission au sujet du plan d'action FLEGT de l'UE, et le pays est-il potentiellement intéressé par un partenariat au titre de ce plan d'action ?	
Le pays met-il en oeuvre le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO ?	N/A

ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION DU PAYS EN 2005-2006 EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE ECONOMIQUE	NIVEAU (1 A 4) TENDANCE (-1, 0 OU +1)
--	--

VI. SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE (CRITERE «STABILITE POLITIQUE ET ABSENCE DE VIOLENCE» POUR L'INSTITUT DE LA BANQUE MONDIALE)

A. Stabilité/conflit intérieurs

Quel type de conflit intérieur ethnique/régional peut-on identifier? Veuillez spécifier ses causes et l'éventuel processus de résolution du conflit actuellement mis en oeuvre.	Il y a 2 types de conflit : un <u>ethnique</u> qui est assez visible entre les ethnies des présidents Patassé (régime défunt) et Bozizé (régime actuel). La cause vient du fait de craintes, justifiées ou non, de l'actuel Président quant à un éventuel coup d'Etat par son prédécesseur et l'insécurité dans une région pro patassiste. Depuis le début de l'année 2007, le pouvoir s'oriente vers un dialogue avec toutes les composantes de l'opposition politique et/ou armée. Pour l'instant la résolution armée des conflits reste la priorité. L'autre conflit est <u>religieux</u> : les musulmans du Nord Est ne sont pas considérés comme étant des Centrafricains. Ce n'est pas un conflit actuel mais très probable.
Existe-t-il des signes de désordres civils ? Si oui, quels secteurs de la société sont-ils affectés ?	Dans l'arrière-pays, deux portions du territoire sont soumises au grand banditisme : Nord Ouest et Nord Est. Cela a de fâcheuses conséquences sur l'économie locale en général.

Annexe 3A

Profil de gouvernance

	Sur Bangui, pas de signe de désordre civil mais plutôt militaire : des barrières sont mises en place pour soutirer de l'argent aux conducteurs sous prétexte d'un contrôle d'identité et de véhicule.
<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	

B. Menaces extérieures et sécurité mondiale

Le pays respecte-t-il les accords internationaux/régionaux concernant les mines terrestres antipersonnel, les débris de guerre explosifs ainsi que le trafic illégal et la diffusion des armes légères et de petit calibre ?	La RCA, de par son histoire et les pays voisins, doit lutter contre la dissémination des armes légères. Ce problème est particulièrement préoccupant dans l'arrière-pays car l'Etat y est inexistant et les villageois pratiquent désormais l'auto-défense. Il y a beaucoup d'armes disséminées dans tout le pays.
Le pays respecte-t-il le droit international et ses obligations régionales dans la gestion des conflits extérieurs ? Le pays est-il affecté par un conflit extérieur/impliqué dans un tel conflit ?	Beaucoup de conventions internationales sur la prévention et gestion des crises n'ont pas été signées pour l'instant par la RCA (certaines sont en cours). La RCA a quand même des accords bi et tripartites avec le Tchad, le Soudan et la Cameroun vu l'instabilité sous-régionale qui perdure. Il faut en outre préciser que la RCA est particulièrement affectée par les conflits du Soudan et du Tchad car, comme dans tout conflit africain, les frontières sont poreuses et les rebelles établissent souvent des bases arrière dans les conflits voisins de par les affinités ethniques.
Le pays contribue-t-il de manière positive au maintien de la paix dans le monde, le continent, la région (envoi de soldats pour renforcer les forces de maintien de la paix des Nations unies) ?	La RCA n'a pas les moyens d'avoir une armée nationale suffisamment équipée, mobile, compétente, comment pourrait-elle apporter une contribution à la paix dans le monde ? Elle n'apporte aucun soutien en matière d'hommes dans les opérations de Peace Keeping. De plus, les forces armées centrafricaines ont un besoin crucial de formations complètes en ce qui concerne le droit de la guerre, les droits de l'Homme et les conventions internationales.
Le pays participe-t-il activement à des médiations de paix ?	La RCA se concentre uniquement sur la sous-région et le Président Bozizé a été un des médiateurs dans la crise entre le Tchad et le Soudan
Le pays s'est-il engagé à mettre en oeuvre la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations unies et la convention des NU sur le terrorisme ? Le pays dispose-t-il des capacités institutionnelles/de	La RCA n'a pas les moyens suffisants pour contribuer activement dans la lutte contre le terrorisme : armée faible, moyens de transports plus que limités dans un immense territoire.

Annexe 3A

Profil de gouvernance

la législation nécessaires pour contribuer à la lutte contre le terrorisme ?	
Le pays respecte-t-il et met-il en oeuvre les normes et conventions internationales contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs ?	Certaines conventions internationales dans ce domaine sont actuellement devant le Parlement pour ratification. Le Gouvernement centrafricain tente en priorité de limiter la prolifération des armes de guerre et de petit calibre (phénomène qui le touche davantage que les armes de destruction massive), et un séminaire co-organisé par le PNUD sur les enjeux d'une telle dissémination a été organisé courant octobre 2006. D'autre part, un programme DDR conjoint avec le PNUD est mis en œuvre mais le succès de cette démarche reste très limité dans ce pays fragile.
<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	

ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION DU PAYS EN 2005-2006 EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE / EXTÉRIEURE	NIVEAU (1 A 4) TENDANCE (-1,0 OU +1)
--	---

VII. GOUVERNANCE SOCIALE

Le gouvernement rencontre-t-il un problème particulier pour signer, ratifier ou transposer dans le droit national les huit conventions fondamentales de l'OMT ⁵ ? Si oui, pourquoi ? Veuillez indiquer vos commentaires sur la mise en oeuvre des conventions de l'OMT ratifiées, concernant notamment les enfants.	
Le pays dispose-t-il d'un plan de stratégie nationale pour lui	Un Comité national de lutte contre le VIH / SIDA existe. Il doit effectivement

⁵ Conventions sur la liberté d'association et la négociation collective (conventions 97, 98), sur l'élimination du travail forcé et obligatoire (conventions 29, 105), sur l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi (conventions 100, 111), sur l'abolition du travail des enfants (conventions 138, 182).

Annexe 3A

Profil de gouvernance

permettre de relever les défis du VIH/SIDA, par exemple un comité national de coordination, etc. ?	déterminer une stratégie nationale en la matière - de concert avec les partenaires au développement - ainsi que finaliser la partie afférente dans le CSLP.
Lorsque des stratégies et des structures nationales existent pour répondre à ces défis, qu'en est-il de la volonté politique et de l'engagement des ressources nationales pour garantir leur efficacité ?	La volonté politique existe mais n'est relayée par aucune disponibilité financière. Il semble que le Gouvernement soit plus soucieux de l'économie que du social (beaucoup moins rentable). Toutefois le risque de criminalisation des porteurs du VIH n'est pas à exclure.
Le gouvernement rencontre-t-il des problèmes particuliers pour signer, ratifier ou transposer dans le droit national les déclarations et les conventions internationales les plus importantes sur l'égalité entre les hommes et les femmes ⁶ ? Si oui, pourquoi ? Veuillez fournir des commentaires sur leur mise en oeuvre.	Non. La mise en œuvre est confrontée à la résistance des diverses cultures du pays encore fortement ancrées dans une discrimination à l'égard des femmes et des enfants. La faiblesse de l'éducation ne permet pas la prise en compte de cette problématique chez les jeunes et les adolescents. .
Le pays a-t-il mis en place des stratégies et des structures pour répondre aux défis de l'égalité entre les hommes et les femmes, par exemple un plan de stratégie national, un comité de coordination ou tout autre moyen ?	En 2006, sous l'égide du Ministère des Affaires Sociales, un plan de stratégie national a été examiné en ateliers durant plusieurs jours. Des recommandations en sont sorties pour impliquer davantage les femmes dans les sphères décisionnelles notamment mais reste la traduction dans le plan national.
<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumée des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	

⁶ Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, 1979), Programme d'action du Caire (1994), Programme d'action de Beijing (1995)

Annexe 3A

Profil de gouvernance

ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION DU PAYS EN 2005-2006 EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE SOCIALE	NIVEAU (1 à 4) TENDANCE (-1, 0 ou +1)
---	--

VIII. CONTEXTE INTERNATIONAL ET RÉGIONAL

A. Intégration régionale

Niveau de mise en oeuvre des obligations nationales vis-à-vis de l'agenda d'intégration économique relatif, principalement, à la création d'une zone de libre échange ou une union douanière.	<p>The CAR is a member of both CEMAC and CEEAC regional institutions. CEMAC is the most developed and integrated region of these two and provides both a customs union and common market.</p> <p>The CAR applies the general legislative framework of the CEMAC custom union. However as a landlocked country, the problem of double taxation on imported goods is not yet resolved. In this regards, the CAR government introduced end-2005 a new customs procedure at Douala Port for importations into the CAR (customs duties on imports represent the majority of the CAR budget revenue).</p> <p>In most other fields of regional integration, the CAR does not implement the rules established by CEMAC region. This is mainly due to a lack of competency and administrative capacity than a desire to block regional integration. For example, CAR does not currently satisfy any of the 4 criteria of Economic Convergence in the CEMAC zone. In terms of monetary aspects, the CAR participates in the BEAC meetings, but it does not carry a lot of weight in the decision-making process.</p>
Niveau d'application des programmes ou plans d'action régionaux des autres politiques régionales (politiques des transports, facilitation du commerce...) qui font partie de «l'acquis communautaire/régional»	The CAR has quickly put in place a national structure to manage its regional transport corridor (Douala-Bangui) outlined on the regional transport structure plan. It has also taken all the necessary steps to put in place nation coordination committees for the EPA negotiation process. However, in both instances, the operational effectiveness of these structures is minimal due to a lack of public funds and weak human resources.
Niveau d'engagement dans les institutions régionales, notamment respect des obligations financières du pays, et respect des décisions juridiques des organes juridictionnels régionaux.	<p>The CAR hosts the headquarters of CEMAC in Bangui.</p> <p>The CAR tries to pay its annual contribution to the CEMAC budget (this is inscribed in the national budget process), but its limited national resources do not allow</p>

Annexe 3A

Profil de gouvernance

	payment. Currently there is a delay of a number of years in this respect – the last payment was in 2004.
Cohérence et compatibilité technique et juridique de la position du pays vis-à-vis des différents agendas régionaux auxquels il participe et niveau d'engagement dans le processus de rationalisation des RECs.	The CAR is not a heavy weight in the Central Africa regional context and therefore has not to date been involved much in the process of rationalising RECs, nor has it played a political role to date in coordinating any of the regional portfolios unlike other CEMAC member states.
<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	

B. Participation aux initiatives régionales sur la gouvernance et mécanismes d'évaluation par les pairs (comme le MAEP)

Le pays participe-t-il activement aux initiatives régionales relatives à la gouvernance ?	No. The CEMAC Parliament has been constituted but is currently not operational.
Le pays a-t-il adhéré au processus africain d'évaluation par les pairs (AEP) ? Le pays fait-il ou a-t-il fait l'objet d'une évaluation ? Le programme d'action AEP est-il intégré dans le SRP, le CDMT, etc. ?	No
<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	

C. Migrations

Le pays a-t-il été invité à approfondir le dialogue avec l'Union européenne sur le programme général des questions liées aux migrations, figurant à l'article 13 de l'accord de Cotonou ? Si oui, a-t-il répondu de manière positive ? Des interlocuteurs ont-ils été identifiés ? Un programme a-t-il été proposé/convenu pour le dialogue ? Existe-t-il un débat ouvert et une coopération satisfaisante sur la mise en œuvre de l'obligation de réadmission ?	N/A
Si des questions de migration concernant le développement ont été jugées importantes (par ex. fuite des cerveaux / retour de	No. The government has no means to attract its talented citizens.

Annexe 3A

Profil de gouvernance

<p>ressortissants nationaux qualifiés, envois de fonds, relations avec la diaspora), le pays montre-t-il une volonté de les aborder dans le dialogue de programmation ? Le pays mène-t-il une approche volontariste dans ce domaine politique ? Quelles mesures ont-elles été prises dans ce cadre ?</p>		
<p>Si des questions de migration concernant les réfugiés ont été jugées importantes, le pays (qu'il soit d'accueil ou d'origine) manifeste-t-il sa volonté d'aborder la situation des réfugiés dans le cadre du dialogue de programmation ? Le cas échéant, le pays participe-t-il à des initiatives visant à renforcer les capacités de protection nationales ou régionales ? Le pays mène-t-il une approche volontariste dans ce domaine politique ? Quelles mesures ont-elles été prises dans ce cadre ?</p>	N/A	
<p>Si l'immigration illégale, le trafic et la traite des êtres humains sont considérés comme un problème important, le pays montre-t-il sa volonté d'aborder ces questions dans cadre du dialogue de programmation ? Le pays mène-t-il une approche volontariste dans ce domaine politique ? Quelles mesures ont-elles été prises dans ce cadre ?</p>	N/A	
<p><i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i></p>		

Annexe 3A

Profil de gouvernance

ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION DU PAYS EN 2005-2006 EN CE QUI CONCERNE LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET REGIONAL	NIVEAU (1 A 4) TENDANCE (-1, 0 ou +1)
--	--

IX. QUALITE DU PARTENARIAT

A. Dialogue politique

Existe-t-il des termes de référence, des programmes communs et un calendrier établi pour l'article 8 ?	Suite à certaines mesures antisociales prises par le Gouvernement, le Conseil a décidé de mettre la RCA sous l'article 8 et un dialogue politique est prévu pour 2007 sous l'égide de la présidence européenne (France)
Qualifieriez-vous le dialogue d'ouvert et de constructif ? Si non, quelles sont les principales difficultés ? Le dialogue politique a-t-il abouti à des résultats concrets ?	NA
Dans le cadre de l'article 8, le dialogue portant sur des éléments essentiels est-il systématique et formalisé ? A-t-il été convenu d'objectifs ou de critères de référence spécifiques ?	Pour le moment, les modalités du dialogue restent à définir. Le contexte sécuritaire à l'intérieur du pays n'a pas permis jusqu'à maintenant la sérénité nécessaire pour ce type de dialogue.

B. Dialogue de programmation

Le gouvernement invite-t-il le parlement, les acteurs non étatiques et les autorités locales à participer au dialogue de programmation ?	Yes, partially – meetings have been held with non state actors in the context of the 10 th EDF Programming Dialogue.
L'exercice de programmation a-t-il effectivement constitué un processus commun et ouvert ? Le gouvernement a-t-il activement encouragé la coordination et l'harmonisation avec les autres donateurs?	To date, the programming process has been joint and open. However, the Government has not actively promoted coordination and harmonisation with other donors. Donors used to exchange information on their own strategy and on a bilateral basis.
<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	

Annexe 3A

Profil de gouvernance

C. Acteurs non étatiques

Approches participatives en faveur du développement: le gouvernement invite-t-il les acteurs non étatiques et les autorités locales à participer au processus SRP (préparation, suivi) ? <i>Note: il convient de fournir à l'annexe 5 du DSP une évaluation de la qualité des approches participatives.</i>	NSA have not been involved so far on the PRS process due to a lack of financial means but the government is planning to do so this year. However, with donors incentives dialogue is being to be implemented.
<i>Autres informations utiles, appréciation générale et résumé des principaux problèmes identifiés dans ce domaine</i>	

ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION DU PAYS EN 2005-2006 EN MATIÈRE DE QUALITÉ DU PARTENARIAT	NIVEAU (1 à 4) TENDANCE (-1, 0 ou +1)
--	--

CONCLUSION GÉNÉRALE

Annexe 3A

Profil de gouvernance

mise à jour RAC 2007 (février 2008)

INFORMATIONS SUR LA GOUVERNANCE – EXEMPLES

Des informations et des liens Internet vers les outils ci-dessous ainsi que vers d'autres guides sont fournis en annexe.

- Diagnostic de gouvernance par pays, par l'Institut de la Banque mondiale (disponible pour un nombre de pays très limité)
- Commission économique pour l'Afrique
- International IDEA (Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale)
- Profils de gouvernance de la Banque africaine de développement

ANNEXE - OUTILS – GUIDES DISPONIBLES

Sites Web extérieurs

APRM (MAEP - Mécanisme africain d'évaluation par les pairs)
<http://www.nepad.org/2005/files/aprm.php>

Classement des pays en fonction de l'évolution dans le temps de certains indicateurs de gouvernance:

Institut de la Banque mondiale – le lien ci-dessous présente les indices de recherche sur la gouvernance, agrégés et mis à jour, pour 209 pays, sur la période 1996-2004. Six aspects de la gouvernance sont examinés: 1) «Être à l'écoute et rendre compte» (mesure les droits politiques, civils et les droits de l'homme); 2) Stabilité politique et absence de violence (mesure la probabilité de menaces violentes à l'encontre du gouvernement ou de changements dans ce dernier, notamment la menace terroriste); 3) Efficacité des pouvoirs publics (mesure les compétences de la bureaucratie et la qualité de la prestation du service public); 4) Qualité/fardeau réglementaire (mesure l'incidence de politiques défavorables au marché); 5) État de droit (mesure la qualité de la mise en application des contrats, la police, les tribunaux ainsi que le risque de criminalité et de violence); 6) Maîtrise de la corruption (mesure l'abus des pouvoirs publics à des fins lucratives, y compris la grande et la petite corruption, et le détournement des biens de l'État par les élites.

<http://info.worldbank.org/governance/kkz2004/>

Indice de perception de la corruption – Transparency International (2005 et années précédentes)

http://www.transparency.org/policy_and_research/surveys_indices/cpi/2005

Diagnostics de gouvernance

Institut de la Banque mondiale – Diagnostics de gouvernance par pays
<http://www.worldbank.org/wbi/governance/capacitybuild/d-surveys.html>

RAC 2007 Annexe 3a – Profil de gouvernance.

Annexe 3A

Profil de gouvernance

Banque africaine de développement – le profil de gouvernance et d'autres données utiles par pays figurent dans le «Rapport sur le développement en Afrique 2005»:
<http://www.afdb.org>

Signature et ratification d'instruments internationaux

Droits de l'homme – Conventions internationales
<http://www.ohchr.org/english/countries/ratification/index.htm>

Conventions de l'OMT
<http://www.ilo.org/ilolex/english/convdisp2.htm>
(état de ratification de chaque convention – cliquer sur la référence mentionnée à gauche)

Traités, conventions, protocoles, chartes de l'Organisation de l'Union africaine/de l'Union africaine et liste des pays qui ont signé, ratifié/adhéré
<http://www.africa-union.org/root/au/index/index.htm>
(sélectionner «documents» à gauche, puis cliquer sur «Treaties, Conventions & Protocols»)

Convention interaméricaine contre la corruption (1996)
<http://www.oas.org/main/main.asp?sLang=E&sLink=http://www.upd.oas.org>
(sélectionner «corruption» sous «Sectors and topics», en haut de la page)

Initiative anticorruption pour la région Asie-Pacifique BAD/OCDE (ADB-OECD Anti-Corruption Initiative for Asia-Pacific)
<http://www1.oecd.org/daf/asiacom/index.htm>

Sites intranet de la Commission

Nous avons développé des outils méthodologiques qui devraient faciliter l'élaboration du profil gouvernance, le dialogue de programmation ainsi que l'instruction des projets/programmes.

- Le nouveau format de CSP pour les pays ACP situe l'analyse des questions liées à la gouvernance dans le contexte plus large de l'analyse de la situation politique et fournit des indications utiles à ce sujet. Le but est de faciliter le lien entre l'analyse et la stratégie de réponse.
- Des fiches de programmation par sous-secteur (droits de l'homme et démocratie, État de droit - judiciaire et parlements, anticorruption, décentralisation, réformes économiques et institutionnelles - appui budgétaire) sont disponibles sur le site du iQSG. Ces fiches contiennent des éléments d'analyse plus détaillés et des indications sur des orientations possibles pour des interventions dans chacun des domaines.
<http://www.cc.cec/home/dgserv/dev/newsite/index.cfm?objectid=E20B9EA4-ABD6-296E-65D6BCC3AE40E935>
<http://www.cc.cec/home/dgserv/dev/newsite/index.cfm?objectId=E2D48344-DB4E-ED35-45155B9BE3AD8217>
- Le «manuel sur la promotion de la bonne gouvernance», produit par un réseau thématique de la Commission coordonné par EuropeAid, facilitera l'identification de

Annexe 3A

Profil de gouvernance

projets dans les «six clusters» (1) Soutien à la démocratisation, notamment les procédures et l'observation électorales; 2) Promotion et protection des droits de l'homme; 3) Renforcement de l'État de droit et administration de la justice; 4) Amélioration du rôle des acteurs non étatiques et renforcement de leurs capacités; 5) Réforme de l'administration publique, gestion des finances publiques et réforme du service civil; 6) Décentralisation, réforme des pouvoirs publics locaux et renforcement des capacités;

(http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/eidhr/themes-governance_en.htm)

- Certains aspects examinés dans la «**Check list for root-causes of conflict**» de la Commission (liste récapitulative des causes profondes des conflits) sont utiles pour le profil de gouvernance.

http://europa.eu.int/comm/external_relations/cpcm/cp/list.htm

EUROPEAID
CO-OPERATION OFFICECENTRAL AFRICAN
REPUBLIC

EDF FORECASTS 2008 - 2009: PAYMENTS

Online Help click on
Aide en ligne, cliquez

SITUATION END 2007

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N° INDIV COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of imple- mentat*	GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT	RAC
			TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT		AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP
TOTAL ON ONGOING GLOBAL COMMITMENTS					165.359.179	88.667.350	76.591.789
TOTAL ON ONGOING INDIVIDUAL COMMITMENTS					58.277.203	37.810.617	20.466.587
2002	7ACP CA59	0	APPUI AU RECENSEMENT GENERAL POPULATION & HABITATION 2002	2005123	1.500.000	1.432.985	67.015
2000	8ACP CA7	0	APPUI AU SECTEUR DE LA SANTE	20050930	10.230.000	9.375.100	854.900
2000	8ACP CA7	10	OXFAM-QUEBEC, XAF 345.071.297	20040930	527.000	458.575	68.424
2000	8ACP CA7	19	BETRABA TRAVAUX DE REHABILITATION CONSTRUCTION DES INFRASTRU	20050408	418.664	418.664	0
2000	8ACP CA7	20	GETECO TRAVAUX DE REHABILITATION CONSTRUCTION DES INFRASTRUC	20050408	141.169	141.169	0
2000	8ACP CA7	21	DDN CONSTRUCTION TRAVAUX DE REHABILITATION	20050408	533.000	504.590	28.410
2000	8ACP CA7	22	CROIX ROUGE FRANCAISE APPUI SOINS DE SANTE PRIM. 2EME PHA	20051028	232.000	185.300	46.700
2000	8ACP CA7	23	OXFAM QUEBEC APPUI SOINS DE SANTE PRIMAIRE PREFECTURES DE LA	20050930	520.000	415.851	104.149
2000	8ACP CA7	26	PASS REGIE FED DP 7	20050930	202.712	202.712	0
2000	8ACP CA7	27	PASS REGIE FED DP 8	20050930	294.694	294.694	0
2000	8ACP CA10	0	ECOFAC - PHASE III (VOIR 8ACP-RCE-9)	20070701	7.000.000	6.985.648	14.352
2000	8ACP CA10	3	AGRECO-SECA-SIRAD (VOIR 8-RCE-9-10)	20031001	2.043.922	2.027.896	16.026
2000	8ACP CA10	9	DP 3 - CELL. COORDIN -	20031231	277.876	277.876	0
2000	8ACP CA11	0	STABEX 99 COTTON NOT CARDED OR COMBED	20001231	1.694.670	1.694.670	0
2000	8ACP CA11	1	CONV TRANSF STABEX/12/99/CA (COTTON NOT CARDED OR COMBED)	20011231	1.694.670	1.694.670	0
2001	8ACP CA12	0	Programme appui ajustement structurel 2000/2001	20050630	7.200.000	7.200.000	0
2001	8ACP CA13	0	Programme appui ajustement structurel 2000/2001	20050630	9.200.000	9.200.000	0
2001	8ACP CA13	2	AV. #1 CF - 2EME TRANCHE VARIABLE	20050630	4.400.000	4.400.000	0
2001	8ACP CA16	0	Franchise art 195 a - bois	20011231	109.780	109.780	0
2001	8ACP CA16	1	STABEX/9/REP LIV 2ND PR/CA REPAYM AGREEM ART 195(A) 8 CA 17	20011231	109.780	109.780	0
2001	8ACP CA17	0	Franchise art 195 a - coton	20011231	92.913	92.913	0
2001	8ACP CA17	1	STABEX/9/REP LIV 2ND PR/CA REPAYM AGREEM ART 195(A) 8 CA 16	20011231	92.913	92.913	0
2001	8ACP CA18	0	PROGRAMME DE MICROREALISATIONS A BANGUI	20041201	1.995.416	1.859.759	135.657
2002	8ACP CA24	0	APPUI INSTITUTIONNEL A L ENTRETIEN ROUTIER	20060930	2.926.000	2.621.950	304.050
2002	8ACP CA24	1	BCEOM; 1.726.312.376 XAF	20060403	2.483.829	2.483.829	0
2002	8ACP CA24	8	BCEOM - REMBOURSEMENT RETENUE GARANTIE.	20070922	61.020	61.020	0
2002	8ACP CA25	0	APPUI A L'ORDONNATEUR NATIONAL	20060630	1.852.000	1.681.721	170.279
2002	8ACP CA29	0	PROGRAMME PLURIANNUEL DE MICROREALISATION EN RCA	20081231	4.150.000	4.052.321	97.679
2002	8ACP CA29	3	TRANSTEC SA, SERVICE, 284.930.000 XAF	20081231	638.800	403.939	234.861
2002	8ACP CA29	10	PMR DP3	20070430	1.653.000	1.009.042	643.958
2002	8ACP CA29	11	ONG ECHELLE, ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB/MISE EN O	20070115	35.100	32.434	2.666
2002	8ACP CA29	12	ONG ECHELLE, ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB DANS LA N	20070202	52.300	46.433	5.867
2002	8ACP CA29	13	ONG CARSA, ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES	20070430	29.500	27.784	1.716



EUROPEAID
CO-OPERATION OFFICE



Online Help click on
Aide en ligne, cliquez

CENTRAL AFRICAN
REPUBLIC

EDF FORECASTS 2008 - 2009: PAYMENT

SITUATION END 2007

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	N° INDIV COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementat°	GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT.	RAC
			TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT		AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP
2002	8ACP CA29	14	AMBASSADE CHRETIENNE, ENCADREMENT/ORG DES OCB DANS LA PREFEC	20070630	37.300	25.661	11.639
2002	8ACP CA29	15	ONG ECHELLE, ENCADREMENT, ET ACCOMP. DES OCB DANS LE	20070430	11.700	10.488	1.212
2002	8ACP CA29	16	ONG ECHELLE, ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB DANS LE C	20070430	20.300	18.196	2.104
2002	8ACP CA29	18	ONG ECHELLE - ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATION	20080630	53.900	0	53.900
2002	8ACP CA29	19	ONG ECHELLE - ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISAT.	20080630	79.200	0	79.200
2002	8ACP CA29	20	AMB. CHRETIENNE- ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISAT.	20080630	58.200	9.846	48.354
2002	8ACP CA29	21	ONG CARSA-ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISAT.	20080630	54.300	9.402	44.898
2002	8ACP CA29	22	PMR DP4	20071231	915.000	701.935	213.065
2003	8ACP CA31	0	ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'AUDIT ORGANISATIONNEL, FINANCIER	20060731	549.400	432.247	117.153
2004	9ACP CA4	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE (TCF)	20101231	1.859.000	1.857.215	1.785
2004	9ACP CA4	17	ATOS ORIGIN, MISSION POUR ORGANISER LES ETATS GENERAUX DE LA	20061228	192.133	148.207	43.926
2004	9ACP CA4	18	ATOS ORIGIN, MISE EN PLACE LISTE COURTE ET ANALYSE OFFRE ARE	20061108	19.960	16.598	3.362
2004	9ACP CA4	21	COWI 2006/124604, ANALYSE, EVALUATION, ACTUALISATION DES OUT		120.000	118.421	1.579
2004	9ACP CA4	22	DCE BANGUI CENTRAFRIQUE, ACHAT DE BILLETS D'AVION	20060711	4.894	4.894	0
2004	9ACP CA4	23	ILF, ANALYSE, MISE EN OEUVRE ET RENFORCEMENT DES	20080530	175.884	105.530	70.354
2004	9ACP CA4	24	DP1 - FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE * AFPP+CS	20080630	21.400	17.074	4.326
2004	9ACP CA5	0	APPUI A LA TRANSITION DEMOCRATIQUE	20071231	2.940.000	2.930.000	10.000
2004	9ACP CA5	1	PNUD APPUI AUX ELECTIONS 2004/2005	20050627	2.930.000	2.637.000	293.000
2005	9ACP CA6	0	REHABILITATION DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE BANGUI	20121231	7.530.000	6.939.890	590.110
2005	9ACP CA6	1	SOGEA-SATOM - TRAVAUX DE REHABILITATION DU RESEAU DE VOIRIE	20080529	6.499.702	649.970	5.849.731
2005	9ACP CA6	2	LOUIS BERGER - CONTROLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE	20080729	440.188	0	440.188
2006	9ACP CA8	0	TAG - TRAVAUX DE VOIRIE ET D'ASSAINISSEMENT DU QUARTIER GALA	20121231	5.000.000	4.901.000	99.000
2006	9ACP CA8	1	AGETIP CAF, TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT QUARTIER GALABADJA	20080214	4.901.000	1.670.000	3.231.000
2006	9ACP CA9	0	ASERCA - APPUI A LA STABILISATION ECONOMIQUE DE LA RCA	20091231	4.000.000	3.986.823	13.177
2006	9ACP CA9	1	ASERCA, APPUI A LA STABILISATION ECONOMIQUE DE LA RCA	20080406	3.950.000	3.950.000	0
2006	9ACP CA9	2	LEAS CONSULTANTS - AUDIT PROJET ARSECA * APPUI A LA	20071115	36.823	0	36.823



EUROPEAID
CO-OPERATION OFFICE

GENERAL AFRICAN
REPUBLIC

EDF FORECASTS 2008 - 2009: PAYMENTS

Online Help click on
Aide en ligne, cliquez

SITUATION END 2007

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N° INDIV COMMIT	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of imple- mentat°	GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT	RAC
			TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT		AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP
2006	9ACP CA10	0	AREMIF - PROJET D'APPUI A LA REFORME DU MINISTERE DES FINANC	20141231	6.000.000	4.214.221	1.785.779
2006	9ACP CA10	1	LOUIS BERGER, AT POUR LA MISE EN PLACE DU PLAN DE REDRESSEME	20091208	3.255.521	597.760	2.657.761
2006	9ACP CA10	2	AREMIF/DPO - ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA MISE EN PLACE DU	20071031	90.700	72.517	18.183
2006	9ACP CA10	3	DP1 AREMIF	20081130	868.000	0	868.000
2006	9ACP CA11	0	APPUI AUX ENFANTS EN DIFFICULTE DANS UN CONTEXTE POST-CONFLI	20121231	1.930.000	1.930.000	0
2006	9ACP CA11	1	APPUI AUX ENFANTS EN DIFFICULTE DANS UN CONTEXTE POST-CONFLI	20081104	1.930.000	918.617	1.011.383
2006	9ACP CA12	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE TCF II	20121231	2.500.000	809.215	1.690.785
2006	9ACP CA12	1	ACE - ASSISTANCE TECHNIQUE AU DISPOSITIF TRANSITOIRE D'APPUI	20080204	184.495	107.612	76.883
2006	9ACP CA12	2	ITALTREND SPA, ASSISTANCE POUR ELABORATION DU PROGRAMME DES	20080122	124.860	75.259	49.601
2006	9ACP CA12	3	AGRIFOR CONSULT SA, ETUDE SUR LES DYNAMIQUE ET	20080904	172.020	103.212	68.808
2006	9ACP CA12	4	PERSPECTIVES D LABO. HYDROSCIENCES/UNI V. BANGUI - RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE	20080516	4.990	0	4.990
2006	9ACP CA12	5	ITALTREND/MISSION VISANT A PREPARER LES ETATS GENERAUX DE LA	20071130	66.900	65.578	1.322
2006	9ACP CA12	6	ATOS ORIGIN/MISSION VISANT A ACCOMPAGNER LES ETATS GENERAUX	20081007	79.950	47.970	31.980
2006	9ACP CA12	7	DEVIS PROGRAMME 1 FCT 2	20090409	176.000	140.394	35.606
2006	9ACP CA13	0	RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS PRODUCTIFS POUR LE TRANSPORT	20121231	4.500.000	263.251	4.236.749
2006	9ACP CA13	1	BROSSETTE - FOURNITURE D'EQUIPEMENT DES SYSTEMES DE SECURITE	20080129	263.251	0	263.251
2006	9ACP CA14	0	APPUI INSTITUTIONNEL ET DESENCLEAVEMENT DE LA RCA	20141231	55.000.000	1.253.013	53.746.987
2006	9ACP CA14	1	COWI BELGIUM - LM 2007/144506 RENF. CAPACITE ONM	20080331	115.800	0	115.800
2006	9ACP CA14	2	UNIT EXPORT LIMITED FOURNITURE ONM LOT1 MATERIEL DE TERRASSE	20080609	1.137.213	0	1.137.213
2006	9ACP CA14	3	UNIT EXPORT LTD FOURNITURE ONM LOT 2 MATERIEL DE TRANSPORT	20080610	0	0	0
2007	9ACP CA17	0	RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET	20141231	7.600.000	7.600.000	0
2007	9ACP CA17	1	APPUI BUDGETAIRE RAMICA BUDGETAIRE VOLET B ET C	20090303	6.600.000	4.183.000	2.417.000
2007	9ACP CA17	2	PAIEMENT DES ARRIERES DE LA RCA A LA BAD	20091126	1.000.000	1.000.000	0
2007	9ACP CA18	0	RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET	20141231	1.600.000	1.600.000	0
2007	9ACP CA18	1	PAIEMENT ARRIERE DETTE DE LA RCA A LA BAD	20091126	1.600.000	1.600.000	0
2007	9ACP CA19	0	RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET	20141231	4.400.000	3.643.669	756.331
2007	9ACP CA19	1	ERNST & YOUNG * PRE- AUDIT RAMICA / PAIEMENTS ARRIERES	20070624	49.067	0	49.067
2007	9ACP CA19	2	LEAS CONSULTANTS * PRE- AUDIT RAMICA / VOLET C PAIEMENT	20071130	73.330	0	73.330
2007	9ACP CA19	3	PAIEMENT ARRIERE DES DETTES DE LA RCA A LA BEI	20091121	1.116.302	1.116.302	0



**CENTRAL AFRICAN
REPUBLIC**

EDF FORECASTS 2008 - 2009: PAYMENT



Online Help click on
Aide en ligne, cliquez

SITUATION END 2007

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	N° INDIV COMMIT	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of imple- mentat°	GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT.	RAC
			TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT		AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP
2007	9ACP CA19	4	PAIEMENT DE LA DETTE DE LA RCA A LA BAD	20091126	2.400.000	2.400.000	0
2007	9ACP CA19	5	MISSION D'ACCOMPAGNEMENT COMPTABLE DE L'OPERATION DE PAIEMEN CAONF II_DISPOSITIF APPUI	20081203	4.970	0	4.970
2007	9ACP CA20	0	ON RCA	20151231	2.000.000	0	2.000.000
2007	9ACP CA21	0	AMELIORATION DES SOINS DE SANTE DE BASE DANS LES REGIONS S	20151231	9.500.000	0	9.500.000
2007	9ACP CA22	0	PARCAN- APPUI RENF CAPACITES ASSEMB NAT	20151231	500.000	0	500.000

Annexe 5 - 9ème FED distribution sectorielle RCA

STRATEGIE POUR L'AFRIQUE	CONSENSUS EUROPEEN (& % 9ème FED)	SOUS SECTEUR ET APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL	total cumulatif des engagements 31.12.07 (en millions d'euros)
Droits de l'homme et gouvernance	gouvernance, droits de l'homme et appui aux réformes économiques et institutionnelles (8,0%)	gouvernance	3,51
		réformes économiques et institutionnelles	6
		Acteurs Non Etatiques	
Paix et sécurité	prévention des conflits et de la fragilité des Etats	Prévention des conflits et de la fragilité des états	
Croissance économique, intégration régionale et commerce	commerce et intégration régionale	Accords de Partenariat Economique	
		intégration économique régionale	
		développement du secteur privé	
	infrastructure, communication et transport (60,9%)	infrastructure, communication et transport	72,03
	eau et énergie	eau	
		énergie	
investir dans les personnes	cohésion sociale et emploi	cohésion sociale et emploi	
		environnement et gestion durable des ressources naturelles	environnement et gestion durable des ressources naturelles
	développement rural, aménagement du territoire, agriculture et sécurité alimentaire	développement rural et aménagement du territoire	
		agriculture	
		sécurité alimentaire	
	développement humain (9,7%)	santé	9,5
		éducation de base	
éducation non spécifiée		1,93	
autres	FCT (3,7%)	FCT	4,36
	appui à l'ON (1,7%)	appui à l'ON	2
	non spécifié (1,2%)	non spécifié (aide humanitaire)	1,4
Appui Budgétaire	ABG (14,9%)	Appui Budgétaire Général	17,6
		TOTAL	118,33
niveau de concentration sur les secteurs	pourcentage des engagements du 9ème FED couvert par les secteurs de concentration les plus importants plus ABG	secteur le plus important + ABG	75,80%
		deux secteurs les plus importants + ABG	85,50%
		Trois secteurs les plus importants + ABG	93,50%
		Quatre secteurs les plus importants + ABG	NA
		Cinq secteurs les plus importants + ABG	NA
		nbre de secteurs + ABG pour atteindre 85% du PIN	2 secteurs + ABG
		secteurs (exclus ANE, ABG et "autres")	3

Instruments financiers	Engagements primaires (b)	Engagements secondaires (c)	%/E.P	Disp. non engagé sur Eng Prim. (b - c)	Décaissements (d)	%/E.S
A- 8ème FED						
8 ACP RCE 16	1.970.000	1.689.448	85,8%	280.552	1.333.800	78,9%
Sous-total B	1.970.000	1.689.448	86%	280.552	1.333.800	0%
B - 9ème FED						
9 ACP RCE 03	220.000	188.832	85,8%	31.168	188.832	100,0%
9 ACP RCE 05	1.200.000	1.178.923	98,2%	21.077	1.033.726	87,7%
9 ACP RCE 06	16.000.000	9.481.642	59,3%	6.518.358	2.832.026	29,9%
9 ACP RCE 08	12.500.000	1.114.301	8,9%	11.385.699	813.168	73,0%
9 ACP RCE 13	394.000	324.467	82,4%	69.533	165.661	51,1%
9 ACP RCE 14	2.400.000	196.230	8,2%	2.203.770	116.622	0,0%
Sous-total C	32.714.000	12.484.395	38,2%	20.229.605	5.150.035	41,3%
TOTAL GENERAL	34.684.000	14.173.843	40,9%	20.510.157	6.483.834	45,7%

Engagé non payé (c - d)	%/E.S.
355.649	21,1%
355.649	21,1%
0	0,0%
145.197	12,3%
6.649.616	70,1%
301.133	27,0%
158.806	48,9%
79.608	0,0%
7.334.360	58,7%
7.690.008	54,3%

Forecast start semester	2008 S1
Forecast end semester	2009 S2

Domain	
Delegation in charge	RCA
Budget line	

Central African Republic

Situation before forecast	Budget line	Domain	Contract nr	Status	Contracted	Paid	2008 S1					2008 S2					Situation after		2009 S1					2009 S2					Situation after			
							Forecast	Realised	%	Forecast	Realised	%	Forecast	Realised	%	Forecast	Realised	%	Forecast	Realised	Forecast	Realised	Forecast	Realised	Forecast	Realised	Forecast	Realised	Forecast	Realised	Forecast	Realised
							Contracted	Realised	%	Forecast	Realised	%	Contracted	Realised	%	Forecast	Realised	%	RAL	RAL	Contracted	Realised	Forecast	Realised	Forecast	Realised	Forecast	Realised	Forecast	Realised	RAL	RAL
19.040500	Human rights & Democracy	DDH/2003/031-891	Ongoing	830.220	827.724	0	0	N/A	0	0	N/A	0	0	N/A	2.496	2.496	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2.496	2.496			
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2004/064-338	Ongoing	726.673	654.006	0	0	N/A	0	0	0%	0	0	N/A	72.667	0	0%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	72.667			
21.050300	HEALTH	SANTE/2004/078-720	Ongoing	2.889.000	1.697.982	0	0	N/A	894.018	0	0%	0	0	N/A	288.000	1.182.018	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1.182.018		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2005/107-350	Ongoing	80.000	64.000	0	0	N/A	0	0	N/A	0	0	N/A	16.000	0	0%	0	16.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16.000		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2005/107-351	Ongoing	80.000	80.000	0	0	N/A	0	0	N/A	0	0	N/A	0	0	0%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2005/107-358	Ongoing	65.477	62.382	0	0	N/A	0	0	0%	0	0	N/A	13.096	0	0%	0	13.096	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13.096		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2005/107-367	Ongoing	79.620	79.305	0	0	N/A	0	0	N/A	0	0	N/A	415	415	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	415	415		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2005/107-368	Ongoing	54.000	43.200	0	0	N/A	10.800	0	0%	0	0	N/A	0	10.800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10.800		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2005/107-558	Ongoing	77.744	62.196	0	0	N/A	15.549	0	0%	0	0	N/A	0	15.549	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15.549		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2005/107-569	Ongoing	71.552	57.242	0	0	N/A	0	0	0%	0	0	N/A	14.310	0	0%	0	14.310	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14.310		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2005/107-628	Ongoing	47.074	37.658	0	0	N/A	0	0	0%	0	0	N/A	9.415	0	0%	0	9.415	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9.415		
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2005/110-938	Ongoing	500.979	400.783	0	0	N/A	100.196	0	0%	0	0	N/A	0	100.196	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100.196		
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2005/110-845	Ongoing	174.744	81.960	0	0	N/A	37.655	0	0%	0	0	N/A	55.129	62.784	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17.474		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2006/131-339	Ongoing	80.000	64.000	0	0	N/A	0	0	0%	0	0	N/A	16.000	0	0%	0	16.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16.000		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2006/131-399	Ongoing	60.660	48.528	0	0	N/A	0	0	N/A	0	0	N/A	12.132	12.132	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12.132		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2006/131-403	Ongoing	80.000	64.000	0	0	N/A	0	0	N/A	0	0	N/A	16.000	0	0%	0	16.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16.000		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2006/131-404	Ongoing	80.000	64.000	0	0	N/A	0	0	N/A	0	0	N/A	16.000	16.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16.000		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2006/131-409	Ongoing	77.747	62.198	0	0	N/A	0	0	N/A	0	0	N/A	15.549	15.549	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15.549		
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2006/131-412	Ongoing	74.564	59.651	0	0	N/A	0	0	N/A	0	0	N/A	14.913	14.913	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14.913		
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/134-885	Ongoing	0	0	0	328.172	N/A	144.987	0	0%	0	0	N/A	183.185	328.172	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36.637		
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/134-967	Ongoing	855.000	0	0	0	N/A	429.855	429.855	100%	0	0	N/A	425.145	855.000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	85.029		
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/135-572	Ongoing	0	0	0	0	0	780.390	N/A	232.185	0	0%	0	0	N/A	548.205	780.390	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	315.380		

Notes:

- This report contains contracts and invoices in status ongoing which have received a definitive visa.
- Contracts in this report without a budget line mentioned have no forecast registered.
- Contracts without the analytical breakdown entered in CRIS will not appear in this report.
- Data in this report will have been refreshed the day before the 'Last Report Refresh' date mentioned at the bottom of the repo



EUROPEAN
COOPERATION
DEVELOPMENT

CENTRAL AFRICAN
REPUBLIC

Online Help click on
Aide en ligne, cliquez

EDF FORECASTS 2008 - 2009: PAYMENTS on ONGOING PROJECTS.

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	N° INDIV. COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementation*	SITUATION END 2007				FORECASTS on PAYMENTS 1st SEM 2008				FORECASTS on PAYMENTS 2nd SEM 2008				
					GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAC	ESTIMATION of RISK FACTOR			ESTIMATION of RISK FACTOR			ESTIMATION of RISK FACTOR		
									AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	1 st SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 nd SEMESTER	Low L	Medium M	High H
TOTAL ON ONGOING GLOBAL COMMITMENTS					163.359.179	86.662.390	76.891.769		10.762.107	4.978.062	2.979.391	2.804.454	6.276.551	491.462	5.404.031	321.658	
TOTAL ON ONGOING INDIVIDUAL COMMITMENTS					56.277.203	37.810.647	20.466.587										
2002	7ACP CA59	0	APPLI AU RECENSEMENT GENERAL POPULATION & HABITATION 2002	2005123	1.500.000	1.432.985	67.015										
2000	8ACP CA7	0	APPLI AU SECTEUR DE LA SANTE	20050930	10.230.000	9.375.100	854.900										
2000	8ACP CA7	10	OXFAM-QUEBEC, XAF 345.071.297	20040930	527.000	458.576	68.424										
2000	8ACP CA7	19	BETRABA TRAVAUX DE REHABILITATION CONSTRUCTION DES INFRASTRU	20050408	418.664	418.664	0										
2000	8ACP CA7	20	GETECO TRAVAUX DE REHABILITATION CONSTRUCTION DES INFRASTRUC.	20050408	141.169	141.169	0										
2000	8ACP CA7	21	DDN CONSTRUCTION TRAVAUX DE REHABILITATION	20050408	533.000	504.590	28.410										
2000	8ACP CA7	22	CROIX ROUGE FRANCAISE APPLI SOINS DE SANTE PRIM. 2EME PHA	20051028	232.000	185.300	46.700										
2000	8ACP CA7	23	OXFAM QUEBEC APPLI SOINS DE SANTE PRIMAIRE	20050930	520.000	415.851	104.149						29.503				
2000	8ACP CA7	26	PREFECTURES DE LA PASS REGIE FED DP 7	20050930	202.712	202.712	0										
2000	8ACP CA7	27	PASS REGIE FED DP 8	20050930	294.694	294.694	0										
2000	8ACP CA10	0	ECOFAC - PHASE III (VOIR 8ACP-RCE-9)	20070701	7.000.000	6.985.648	14.352										
2000	8ACP CA10	3	AGRECO-SECA-SIRAD (VOIR 8-RCE-9-10)	20031001	2.043.922	2.027.896	16.026										
2000	8ACP CA10	9	DP 3 - CELL. COORDIN -	20031231	277.876	277.876	0										
2000	8ACP CA11	0	STABEX 99 COTTON NOT CARDED OR COMBED CONV TRANSF	20001231	1.694.670	1.694.670	0										
2000	8ACP CA11	1	STABEX12/99/CA COTTON NOT CARDED OR COMBED	20011231	1.694.670	1.694.670	0										
2001	8ACP CA12	0	Programme appui ajustement structurel 2000/2001	20050630	7.200.000	7.200.000	0										
2001	8ACP CA13	0	Programme appui ajustement structurel 2000/2001	20050630	9.200.000	9.200.000	0										
2001	8ACP CA13	2	AV. #1 CF - 2EME TRANCHE VARIABLE	20050630	4.400.000	4.400.000	0										
2001	8ACP CA16	0	Franchise art 195 a - bois	20011231	109.780	109.780	0										



EUROPEAN
COOPERATION



REPUBLIQUE
BURKINA FASO



Online Help click on
Aide en ligne, cliquez

EDF FORECASTS 2008 - 2009: PAYMENTS on ONGOING PROJECTS.

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	N° INDIV COMMIT	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of imple- mentat- ion	SITUATION END 2007				FORECASTS on PAYMENTS 1st SEM 2008				FORECASTS on PAYMENTS 2nd SEM 2008				
					GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT.	RAG	R/P	1 st SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 nd SEMESTER	Low L	Medium M	High H	
																	AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.
2001	8ACP CA16	1	STABEX/9/REP LIV 2ND PRICA REPAYM AGREEM ART.195(A) & CA.17	20011231	109.780	109.780	0	0									
2001	8ACP CA17	0	Franchise art.195 a - coton	20011231	92.913	92.913	0	0									
2001	8ACP CA17	1	STABEX/9/REP LIV 2ND PRICA REPAYM AGREEM ART.195(A) & CA.16	20011231	92.913	92.913	0	0									
2001	8ACP CA18	0	PROGRAMME DE MICROREALISATIONS A BANGUI	20041201	1.995.416	1.859.759	135.657										
2002	8ACP CA24	0	APPLI INSTITUTIONNEL A L ENTRETIEN ROUTIER	20060930	2.926.000	2.621.950	304.050										
2002	8ACP CA24	1	BCEOM - REMBOURSEMENT	20060403	2.483.829	2.483.829	0										
2002	8ACP CA24	8	RETENUE GARANTIE	20070922	61.020	61.020	0										
2002	8ACP CA25	0	APPLI A L'ORDONNATEUR NATIONAL	20060830	1.652.000	1.681.721	170.279										
2002	8ACP CA29	0	PROGRAMME PLURIANNUEL DE MICROREALISATION EN RCA	20081231	4.150.000	4.052.321	97.679										
2002	8ACP CA29	3	TRANSTEC SA, SERVICE,	20081231	638.800	403.939	234.861										
2002	8ACP CA29	10	284.930.000 XAF PMR DP3	20070430	1.653.000	1.009.042	643.958										
2002	8ACP CA29	11	ONG ECHELLE, ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB/MISE EN O ONG ECHELLE	20070115	35.100	32.434	2.666										
2002	8ACP CA29	12	ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB DANS LA N	20070202	52.300	46.433	5.867										
2002	8ACP CA29	13	ONG CARSA, ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES AMBASSADE CHRETIENNE,	20070430	29.500	27.784	1.716										
2002	8ACP CA29	14	ENCADREMENT/ORG DES OCB DANS LA PREFEC. ONG ECHELLE,	20070630	37.300	25.661	11.639										
2002	8ACP CA29	15	ENCADREMENT, ET ACCOMP. DES OCB DANS LE ONG ECHELLE,	20070430	11.700	10.488	1.212										
2002	8ACP CA29	16	ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB DANS LE C.	20070430	20.300	18.196	2.104										



EUROPEAN
COOPERATION

CENTRAL AFRICAN
REPUBLIC

Online Help click on
Aide en ligne, cliquez

EDF FORECASTS 2008 - 2009: PAYMENTS on ONGOING PROJECTS.

YEAR of Glob. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL COMMIT.	N° INDIV COMMIT	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of imple- mentat*	SITUATION END 2007			FORECASTS on PAYMENTS 1st SEM 2008			FORECASTS on PAYMENTS 2nd SEM 2008				
					GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT.	RAC	1st SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2nd SEMESTER	Low L	Medium M	High H
					AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP								
2002	8ACP CA29	18	ONG ECHELLE - ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATION ONG ECHELLE -	20080630	53.900	0	53.900	30.800	15.400	15.400	15.400	23.100	13.100	13.100	10.000
2002	8ACP CA29	19	ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISAT.	20080630	79.200	0	79.200	45.000	25.000	20.000	20.000	34.200	20.000	20.000	14.200
2002	8ACP CA29	20	AMB CHRETIENNE- ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISAT	20080630	58.200	9.846	48.354	29.500	15.000	14.500	14.500	18.854	10.000	10.000	8.854
2002	8ACP CA29	21	ONG CARSA-ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISAT	20080630	54.300	9.402	44.898	27.500	14.000	13.500	13.500	17.398	9.000	9.000	8.398
2002	8ACP CA29	22	PMR DP4	20071231	915.000	701.935	213.065	213.065	150.000	63.065	63.065				
2003	8ACP CA31	0	ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'AUDIT ORGANISATIONNEL, FINANCIER	20060731	549.400	432.247	117.153								
2004	9ACP CA4	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE (TCF)	20101231	1.859.000	1.857.215	1.785								
2004	9ACP CA4	17	ATOS ORIGIN, MISSION POUR ORGANISER LES ETATS.GENERAUX DE LA ATOS ORIGIN, MISE EN PLACE LISTE COURTE ET ANALYSE OFFRE ARE COWI 2006/124604.	20061228	192.133	148.207	43.926								
2004	9ACP CA4	18	ANALYSE, EVALUATION, ACTUALISATION DES OUT. DCE BANGUI	20061106	19.960	16.598	3.362								
2004	9ACP CA4	21	ANALYSE, EVALUATION, ACTUALISATION DES OUT. DCE BANGUI	20060711	120.000	118.421	1.579								
2004	9ACP CA4	22	CENTRAFRIQUE, ACHAT DE BILLETTS D'AVION ILF, ANALYSE, MISE EN OEUVRE ET	20060530	4.894	4.894	0								
2004	9ACP CA4	23	REINFORCEMENT DES DPI - FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE * AFPR+CS	20080630	175.884	105.530	70.354					70.354	70.354		
2004	9ACP CA4	24	APPUI A LA TRANSITION DEMOGRAPHIQUE PNUD APPUI AUX	20071231	21.400	17.074	4.326								
2004	9ACP CA5	0	APPUI A LA TRANSITION DEMOGRAPHIQUE PNUD APPUI AUX	20071231	2.940.000	2.930.000	10.000								
2004	9ACP CA5	1	ELECTIONS 2004/2005	20060627	2.930.000	2.637.000	293.000								



EUROPEAID
Co-operation Office

ROYAUME DU CAMBODGE
ROYAUME DU CAMBODGE
REPUBLIC

Online Help click on
Aide en ligne, cliquez

EDF FORECASTS 2008 - 2009: PAYMENTS on ONGOING PROJECTS.

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	N° INDIV COMMIT	TITLE GLOBAL COMMITMENT	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	END date of Imple-mentat*	SITUATION END 2007			ESTIMATION of RISK FACTOR			ESTIMATION of RISK FACTOR				
						GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT.	RAC	1 st SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 nd SEMESTER	Low L	Medium M	High H
						AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP	2,500,000	945,921	1,554,079	3,349,731	188,127	38,127	150,000	252,061
2005	9ACP CA6	0	REHABILITATION DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE BANGUJ		2012/231	7,530,000	6,939,890	590,110								
2005	9ACP CA6	1	SOGEA-SATOM - TRAVAUX DE REHABILITATION DU RESEAU DE VOIRIE		2008/029	6,499,702	649,970	5,849,731	2,500,000	945,921	1,554,079	3,349,731			3,349,731	
2005	9ACP CA6	2	LOUIS BERGER - CONTROLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE		2008/079	440,188	0	440,188	188,127	38,127	150,000	252,061			252,061	
2006	9ACP CA8	0	TAG - TRAVAUX DE VOIRIE ET D'ASSAINISSEMENT DU QUARTIER GALA		2012/231	5,000,000	4,901,000	99,000								
2006	9ACP CA8	1	AGETIP CAF - TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT QUARTIER GALABADJA		2008/214	4,901,000	1,670,000	3,231,000	1,630,000	1,630,000					1,000,000	
2006	9ACP CA9	0	ASERCA - APPUI A LA STABILISATION ECONOMIQUE DE LA RCA		2009/231	4,000,000	3,986,823	13,177								
2006	9ACP CA9	1	ASERCA, APPUI A LA STABILISATION ECONOMIQUE DE LA RCA		2008/006	3,950,000	3,950,000	0								
2006	9ACP CA9	2	LEAS CONSULTANTS - AUDIT PROJET ARSECA * APPUI A LA		2007/115	36,823	0	36,823	36,823	22,976	13,847					
2006	9ACP CA10	0	AREMIF - PROJET D'APPUI A LA REFORME DU MINISTERE DES FINANC		2014/231	6,000,000	4,214,221	1,785,779								
2006	9ACP CA10	1	LOUIS BERGER - AT POUR LA MISE EN PLACE DU PLAN DE REDRESSEME		2009/208	3,255,521	597,760	2,657,761	900,000	500,000	200,000	200,000	600,000	200,000	200,000	200,000
2006	9ACP CA10	2	AREMIF/DPD - ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA MISE EN PLACE DU		2007/031	90,700	72,517	18,183								
2006	9ACP CA10	3	DP1 AREMIF		2008/130	868,000	0	868,000	680,000	680,000			188,000	44,000	100,000	44,000
2006	9ACP CA11	0	APPUI AUX ENFANTS EN DIFFICULTE DANS UN CONTEXTE POST-CONFLI		2012/231	1,930,000	1,930,000	0								
2006	9ACP CA11	1	APPUI AUX ENFANTS EN DIFFICULTE DANS UN CONTEXTE POST-CONFLI		2008/104	1,930,000	918,617	1,011,383	811,363							
2006	9ACP CA12	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE TCF II		2012/231	2,500,000	809,215	1,690,785								
2006	9ACP CA12	1	ACE - ASSISTANCE TECHNIQUE AU DISPOSITIF TRANSITOIRE D'APPUI		2008/004	184,495	107,612	76,883	76,709	76,709						



EUROPEAID
COOPERATION OFFICE

REPUBLIC
OF
COTE D'IVOIRE

Online Help click on
Aide en ligne, cliquez

EDF FORECASTS 2008 - 2009: PAYMENTS on ONGOING PROJECTS.

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	N° INDIV COMMIT	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of imple- mentat'	SITUATION END 2007			FORECASTS on PAYMENTS 1st SEM 2008			FORECASTS on PAYMENTS 2nd SEM 2008				
					GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT.	RAC	1 st SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 nd SEMESTER	Low L	Medium M	High H
					AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP								
2006	9ACP CA12	2	ITAL TREND SPA, ASSISTANCE POUR ELABORATION DU PROGRAMME DES AGRIFOR CONSULT	20080122	124.860	75.259	49.601	49.601							
2006	9ACP CA12	3	SA ETUDE SUR LES DYNAMIQUES ET PERSPECTIVES D LABO. HYDROSCIENCES/UNI V BANGUI - RECHERCHE	20080516	172.020	103.212	68.808				68.808			0	
2006	9ACP CA12	4	ITAL TREND/MISSION VISANT A PREPARER LES ETATS GENERAUX DE LA	20071130	66.900	65.578	1.322								
2006	9ACP CA12	5	ATOS ORIGIN/MISSION VISANT A ACCOMPAGNER LES ETATS GENERAUX	20081007	79.950	47.970	31.980							31.980	
2006	9ACP CA12	7	DEVIS PROGRAMME 1 FCT 2	20090409	176.000	140.394	35.606							35.606	
2006	9ACP CA13	0	RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS PRODUCTIFS POUR LE TRANSPORT BROSSETTE - FOURNITURE	20121231	4.500.000	263.251	4.236.749								
2006	9ACP CA13	1	EQUIPEMENT DES SYSTEMES DE SECURITE APPLI INSTITUTIONNEL ET	20080129	263.251	0	263.251	157.951							78.975
2006	9ACP CA14	0	DESENCLAVEMENT DE LA RCA	20141231	55.000.000	1.253.013	53.746.987								
2006	9ACP CA14	1	COWI BELGIUM - LM 2007/144506 RENF. CAPACITE ONIM	20080331	115.800	0	115.800	69.480							46.320
2006	9ACP CA14	2	UNIT EXPORT LIMITED FOURNITURE ONM LOT1 MATERIEL DE TERRASSE	20080609	1.137.213	0	1.137.213	682.328							341.164
2006	9ACP CA14	3	UNIT EXPORT LTD FOURNITURE ONM LOT 2	20080610	0	0	0								
2007	9ACP CA17	0	MATERIEL DE TRANSPORT RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET	20141231	7.600.000	7.600.000	0								
2007	9ACP CA17	1	APPLI BUDGETAIRE RAMICA BUDGETAIRE VOLET B ET C	20090303	6.600.000	4.183.000	2.417.000	2.417.000							
2007	9ACP CA17	2	PAIEMENT DES ARRIERES DE LA RCA A LA BAD	20091128	1.000.000	1.000.000	0								
2007	9ACP CA18	0	RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET	20141231	1.600.000	1.600.000	0								



EUROPEAN
COOPERATION OFFICE

**CENTRAL AFRICAN
REPUBLIC**

Online Help click on
Aide en ligne, cliquez

EDF FORECASTS 2008 - 2009: PAYMENTS on ONGOING PROJECTS

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	N° INDIV COMMIT	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of imple- mentat*	SITUATION END 2007			FORECASTS on PAYMENTS 1st SEM 2008			FORECASTS on PAYMENTS 2nd SEM 2008		
					GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT.	RAC	1 st SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 nd SEMESTER	Low L
2007	9ACP CA18	1	PAIEMENT ARRIERE DETTE DE LA RCA A LA BAD	20091126	1.600.000	1.600.000	0						
2007	9ACP CA19	0	RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET ERNST & YOUNG * PRE- AUDIT RAMICA / PAIEMENTS ARRIERES	20141231	4.400.000	3.643.669	756.331						
2007	9ACP CA19	1	LEAS CONSULTANTS * PRE- AUDIT RAMICA / VOLET C	20070624	49.067	0	49.067	49.067					
2007	9ACP CA19	2	PAIEMENT ARRIERE DES DETTES DE LA RCA A LA BEL	20071130	73.330	0	73.330	73.330	48.181	25.149			
2007	9ACP CA19	3	MISSION D'ACCOMPAGNEMENT COMPTABLE DE L'OPERATION DE PAIEMENT CAONF IL DISPOSITIF APPLI ON RCA	20081203	4.970	0	4.970	4.970	4.970				
2007	9ACP CA20	0	AMELIORATION DES SOINS DE SANTE DE BASE DANS LES REGIONS S PARCAN- APPLI RENF	20151231	2.000.000	0	2.000.000						
2007	9ACP CA21	0	CAPACITES ASSEMB NAT	20151231	9.500.000	0	9.500.000						
2007	9ACP CA22	0			500.000	0	500.000						



EUROPEAN
COOPERATION

REPUBLIC



Online Help click on
Aide en ligne, cliquez

(amounts in €)

YEAR of Glob. Committ.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL committ.	INDIV COMMIT	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of imple- mentat*	FORECAST PAYMENTS 1st SEM 2009			FORECAST PAYMENTS 2nd SEM 2009			COMMENTS	
					1st SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2nd SEMESTER	Low L		Medium M
TOTAL ONGOING GLOBAL COMMITMENTS					1 276 046	200 000	943 721	128 325	700 000	200 000	200 000	300 000
2002	7ACP CA59	0	APPU AU RECESEMENT GENERAL POPULATION & HABITATION 2002	2005123								
2000	8ACP CA7	0	APPU AU SECTEUR DE LA SANTÉ	20050930								
2000	8ACP CA7	10	OXFAM-QUEBEC, XAF 345.071.297,	20040930								
2000	8ACP CA7	19	BETRABA TRAVAUX DE REHABILITATION CONSTRUCTION DES INFRASTRU	20050408								
2000	8ACP CA7	20	GETECO TRAVAUX DE REHABILITATION CONSTRUCTION DES INFRASTRUC	20050408								
2000	8ACP CA7	21	DDN CONSTRUCTION TRAVAUX DE REHABILITATION	20050408								
2000	8ACP CA7	22	CROIX ROUGE FRANCAISE APPU SOINS DE SANTE PRIM. 2EME PHA	20051028								
2000	8ACP CA7	23	OXFAM QUEBEC APPUI SOINS DE SANTE PRIMAIRE PREFECTURES DE LA	20050930								
2000	8ACP CA7	26	PASS REGIE FED DP 7	20050930								
2000	8ACP CA7	27	PASS REGIE FED DP 8	20050930								
2000	8ACP CA10	0	ECOFAC - PHASE III (VOIR 8ACP-RCE-9)	20070701								
2000	8ACP CA10	3	AGRECO-SECA-SIRAD (VOIR 8-RCE-9-10)	20031001								
2000	8ACP CA10	9	DP 3 - CELL. COORDIN - STABEX 99 COTTON NOT CARDED OR COMBED	20031231								
2000	8ACP CA11	0	CONV TRANSF	20001231								
2000	8ACP CA11	1	STABEX/12/99/CA (COTTON NOT CARDED OR COMBED)	20011231								
2001	8ACP CA12	0	Programme appui ajustement structurel 2000/2001	20050630								
2001	8ACP CA13	0	Programme appui ajustement structurel 2000/2001	20050630								
2001	8ACP CA13	2	AV. #1 CF - 2EME TRANCHE VARIABLE	20050630								
2001	8ACP CA16	0	Franchise art 195 a - bois	20011231								



EUROPEAN
cooperation office



Online help click on
Aide en ligne, cliquez

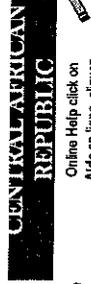


(amounts in €)

YEAR of GLOB. Commit	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N° INDV COMMIT	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of Imple- mentat*	FORECAST PAYMENTS 1 st SEM 2009 ESTIMATION OF RISK FACTOR			FORECAST PAYMENTS 2 nd SEM 2009 ESTIMATION OF RISK FACTOR			COMMENTS	
					1 st SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 nd SEMESTER	Low L		Medium M
2001	8ACP-CA16	1	STABEX/REP LIV 2ND PR/CA REPAYM AGREEM	20011231							OK	clôture souhaitée, attente instructions siège
2001	8ACP-CA17	0	Franchise art 195 a - coton	20011231							OK	clôture souhaitée, attente instructions siège
2001	8ACP-CA17	1	PR/CA REPAYM AGREEM	20011231							OK	Clôture en cours (envoi siège :29/11/07)
2001	8ACP-CA18	0	ART 195(A) & CA 16 PROGRAMME DE MICROREALISATIONS A BANGUI	20041201							OK	attente résultat auoit à clôturer
2002	8ACP-CA24	0	APPUJ INSTITUTIONNEL A L ENTRETIEN ROUTIER	20060930							OK	Clôture en cours (envoi siège :18/12/07)
2002	8ACP-CA24	1	BCEOM; 1.726.312.376 XAF	20060403							OK	
2002	8ACP-CA24	8	BCEOM - REMBOURSEMENT RETENUE GARANTIE	20070922							OK	
2002	8ACP-CA25	0	APPUJ A L'ORDONNATEUR NATIONAL	20060630							OK	
2002	8ACP-CA29	0	PROGRAMME PLURIANNUEL DE MICROREALISATION EN RCA	20081231							OK	
2002	8ACP-CA29	3	TRANSTEC SA, SERVICE, 284.930.000 XAF	20081231	30.000						OK	
2002	8ACP-CA29	10	PMR DPS	20070430							OK	
2002	8ACP-CA29	11	ONG ECHELLE, ENGAGEMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB/MISE EN O ONG ECHELLE,	20070115							OK	à clôturer
2002	8ACP-CA29	12	ENGAGEMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB DANS LA N	20070202							OK	à clôturer
2002	8ACP-CA29	13	ONG CARSA ENGAGEMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB DANS LA N	20070430							OK	à clôturer
2002	8ACP-CA29	14	ACCOMPAGNEMENT DES AMBASSADE CHRETIENNE, ENGAGEMENT/ORG DES OCB DANS LA PREEEC ONG ECHELLE,	20070630							OK	à clôturer
2002	8ACP-CA29	15	ENGAGEMENT ET ACCOMP. DES OCB DANS LE ONG ECHELLE, ENGAGEMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB DANS LE C	20070430							OK	à clôturer
2002	8ACP-CA29	16	ENGAGEMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB DANS LE C	20070430							OK	à clôturer



EUROPEAN UNION
COOPERATION OFFICE



REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE

Online Help click on
Aide en ligne, cliquez

(amounts in €)

FORECAST PAYMENTS 1st SEM 2009
ESTIMATION OF RISK FACTOR

FORECAST PAYMENTS 2nd SEM 2009
ESTIMATION OF RISK FACTOR

YEAR of GLOB. Commit	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit	N° INDIV COMMIT	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementation*	FORECAST PAYMENTS 1st SEM 2009			FORECAST PAYMENTS 2nd SEM 2009			COMMENTS	
					1st SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2nd SEMESTER	Low L		Medium M
2002	8ACP CA29	18	ONG ECHELLE - ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATIONS	20080630							OK	
2002	8ACP CA29	19	ONG ECHELLE - ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATIONS	20080630							OK	
2002	8ACP CA29	20	AMB. CHRETIENNE - ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATIONS	20080630							OK	
2002	8ACP CA29	21	ONG CARSA - ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATIONS	20080630							OK	
2002	8ACP CA29	22	PMR DP4	20071231							OK	
2003	8ACP CA31	0	ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'AUDIT ORGANISATIONNEL FINANCIER	20060731							OK	Clôture en cours (envoi siège : 18/12/07)
2004	9ACP CA4	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE (TCE)	20101231							OK	
2004	9ACP CA4	17	ATOS ORIGIN, MISSION POUR ORGANISER LES ETATS GENERAUX DE LA	20061228							OK	à clôturer
2004	9ACP CA4	18	ATOS ORIGIN, MISE EN PLACE LISTE COURTE ET ANALYSE OFFRE ARE	20061106							OK	à clôturer
2004	9ACP CA4	21	COWI 2006/124604, ANALYSE, EVALUATION, ACTUALISATION DES OUT								OK	à clôturer
2004	9ACP CA4	22	DCE BANGUI CENTRAFRIQUE, ACHAT DE BILLETTS D'AVION	20060711							OK	à clôturer
2004	9ACP CA4	23	ILF, ANALYSE, MISE EN OEUVRE ET RENFORCEMENT DES	20080630							OK	
2004	9ACP CA4	24	DPI - FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE	20080830							OK	
2004	9ACP CA5	0	* AFPP-CCS APPUI A LA TRANSITION DEMOCRATIQUE PNUD APPUI AUX	20071231							OK	aide-mémoire vérif FAFA reçu. Attente rapport final pour éventuel recouvrement. Relance PNUD pour rapport final.
2004	9ACP CA5	1	ELECTIONS 2004/2005	20050627							OK	



EUROPEAN COOPERATION



CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Online help click on Aide en ligne, cliquez



(amounts in €)

FORECAST PAYMENTS 1st SEM 2009 ESTIMATION OF RISK FACTOR

FORECAST PAYMENTS 2nd SEM 2009 ESTIMATION OF RISK FACTOR

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 INDV COMMIT	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementation*	FORECAST PAYMENTS 1 st SEM 2009			FORECAST PAYMENTS 2 nd SEM 2009			COMMENTS	
					1 st SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 nd SEMESTER	Low L		Medium M
2005	9ACP CA6	0	REHABILITATION DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE BANGUI	2012/231							OK	
2005	9ACP CA6	1	SOGEA-SATOM - TRAVAUX DE REHABILITATION DU RESEAU DE VOIRIE	2008/529							OK	
2005	9ACP CA6	2	LOUIS BERGER - CONTROLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE	2008/079							OK	
2006	9ACP CA8	0	TAG - TRAVAUX DE VOIRIE ET D'ASSAINISSEMENT DU QUARTIER GALA	2012/231							OK	
2006	9ACP CA8	1	AGETIP CAF, TRAVAUX ASSAINISSEMENT QUARTIER GALABADJA.	2009/214	600.000						OK	
2006	9ACP CA9	0	ASERCA - APPUI A LA STABILISATION ECONOMIQUE DE LA RCA	2009/231							OK	
2006	9ACP CA9	1	ASERCA, APPUI A LA STABILISATION ECONOMIQUE DE LA RCA	2008/046							OK à déduire	
2006	9ACP CA9	2	LEAS CONSULTANTS - AUDIT PROJET ARSECA * APPUI A LA	2007/115							OK	
2006	9ACP CA10	0	AREMIF - PROJET D'APPUI A LA REFORME DU MINISTERE DES FINANC	2014/231							OK	
2006	9ACP CA10	1	LOUIS BERGER, AT POUR LA MISE EN PLACE DU PLAN DE REDRESSEME	2009/208	500.000	200.000	200.000	100.000	500.000	200.000	100.000	OK
2006	9ACP CA10	2	AREMIF/DPO - ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA MISE EN PLACE DU	2007/031								OK
2006	9ACP CA10	3	DPT AREMIF	2008/130								OK
2006	9ACP CA11	0	APPUI AUX ENFANTS EN DIFFICULTE DANS UN CONTEXTE POST-CONFLI	2012/231								OK
2006	9ACP CA11	1	APPUI AUX ENFANTS EN DIFFICULTE DANS UN CONTEXTE POST-CONFLI	2008/104					200.000			OK
2006	9ACP CA12	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE TCF II	2012/231								OK
2006	9ACP CA12	1	ACE - ASSISTANCE TECHNIQUE AU DISPOSITIF TRANSITOIRE D'APPUI	2008/204								OK



EUROPEAN
co-operation



REPUBLIC

Online Help click on
Aide en ligne, cliquez

(amounts in €)

YEAR of Glob. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	INDV COMMIT	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of imple- mentat*	FORECAST PAYMENTS 1 st SEM 2009			FORECAST PAYMENTS 2 nd SEM 2009			COMMENTS	
					1 st SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 nd SEMESTER	Low L		Medium M
2006	9ACP CA12	2	ITAL TREND SPA, ASSISTANCE POUR ELABORATION DU PROGRAMME DES AGRIFOR CONSULT	20080122							OK	
2006	9ACP CA12	3	SA ETUDE SUR LES DYNAMIQUE ET PERSPECTIVES D. LABO HYDROSCIENCES/UNI V.BANGUI - RECHERCHE INTERDISCIPLINAIR	20080904							OK	
2006	9ACP CA12	4	ITAL TREND/MISSION VISANT A PREPARER LES ETATS GENERAUX DE LA ATOS ORIGIN/MISSION VISANT A ACCOMPAGNER LES ETATS GENERAUX DEVIS PROGRAMME 1 FCT 2	20071130							OK	en cours de réévaluation
2006	9ACP CA12	6	RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS PRODUCTIFS POUR LE TRANSPORT BROSSETTE - FOURNITURE	20081007							OK	à clôturer
2006	9ACP CA12	7	D'EQUIPEMENT DES SYSTEMES DE SECURITE APPUI INSTITUTIONNEL ET DESENCLAVEMENT DE LA RCA	20090409	26.325				26.325		OK	
2006	9ACP CA13	0	COWI BELGIUM - LM 2007/144506 RENF. CAPACITE ONM	20121231							OK	
2006	9ACP CA13	1	UNIT EXPORT LIMITED FOURNITURE ONM LOT1 MATERIEL DE TERRASSE UNIT EXPORT LTD	20080123	113.721				113.721		OK	
2006	9ACP CA14	0	MATERIEL DE TRANSPORT RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET APPUI BUDGETAIRE RAMICA BUDGETAIRE VOLET B ET C DE LA RCA A LA BAD	20080610							OK	
2007	9ACP CA17	0	PAIEMENT DES ARRIERES DE LA RCA A LA BAD	20141231							OK	
2007	9ACP CA17	1	REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET	20090303							OK	
2007	9ACP CA17	2	RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET	20091126							OK	à clôturer
2007	9ACP CA18	0	REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET	20141231							OK	



EUROPEAID
co-operation

CENTRAL AFRICAN
REPUBLIC

Online Help click on
Aide en ligne, cliquez



(amounts in €)

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	N° INDIV COMMIT	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of imple- mentat*	FORECAST PAYMENTS for SEM 2007 ESTIMATION of RISK FACTOR				FORECAST PAYMENTS for SEM 2008 ESTIMATION of RISK FACTOR				COMMENTS	
					1 st SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 nd SEMESTER	Low L	Medium M	High H		
2007	9ACP CA18	1	PAIEMENT ARRIERE DETTE DE LA RCA A LA BAD	20091126										OK à clôturer
2007	9ACP CA19	0	RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET ERNST & YOUNG * PRE-	20141231										OK
2007	9ACP CA19	1	AUDIT RAMICA / PAIEMENTS ARRIERES	20070824										OK
2007	9ACP CA19	2	LEAS CONSULTANTS * PRE- AUDIT RAMICA / VOLET C	20071130										OK
2007	9ACP CA19	3	PAIEMENT PAIEMENT ARRIERE DES DETTES DE LA RCA A LA BEL	20091121										OK à clôturer
2007	9ACP CA19	4	PAIEMENT DE LA DETTE DE LA RCA A LA BAD MISSION	20081126										OK à clôturer
2007	9ACP CA19	5	D'ACCOMPAGNEMENT COMPTABLE DE L'OPERATION DE PAIEMENT	20081203										OK
2007	9ACP CA20	0	CAONF IL DISPOSITIF APPUI ON RCA	20151231										OK
2007	9ACP CA21	0	AMELIORATION DES SOINS DE SANTE DE BASE DANS LES REGIONS S	20151231										OK
2007	9ACP CA22	0	PARCAN-APPUI RENF CAPACITES ASSEMB NAT	20151231										OK



YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOB. GLOBAL commit.	N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Original RAC	Forecasted payments 2008	Possible RAC to decommit	1st SEM 2008		2nd SEM 2008		New RAC after Decommitt & Payment
							Forecasted De-commitments	Forecasted De-commit to Re-commit	Forecasted De-commitments	Forecasted De-commit to Re-commit	
2002	7ACP CA59	0	APPUI AU RECENSEMENT GENERAL POPULATION & HABITATION 2002	67.015		67.015	1.627.177	675.648	309.276	18.183	0
2000	8ACP CA7	0	APPUI AU SECTEUR DE LA SANTE	854.900		854.900	854.000		900		0
2000	8ACP CA7	10	OXFAM-QUEBEC, XAF 345.071.297.	68.424	0	68.424	68.424				0
2000	8ACP CA7	19	BETRABA TRAVAUX DE REHABILITATION CONSTRUCTION DES INFRASTRU	0	0	0					0
2000	8ACP CA7	20	GETECO TRAVAUX DE REHABILITATION CONSTRUCTION DES INFRASTRUC	0	0	0					0
2000	8ACP CA7	21	DDN CONSTRUCTION TRAVAUX DE REHABILITATION	28.410	0	28.410	28.410				0
2000	8ACP CA7	22	CROIX ROUGE FRANCAISE APPUI SOINS DE SANTE PRIM. 2EME PHA	46.700	0	46.700	46.700				0
2000	8ACP CA7	23	OXFAM QUEBEC APPUI SOINS DE SANTE PRIMAIRE PREFECTURES DE LA	104.149	29.503	74.646	74.646				0
2000	8ACP CA7	26	PASS REGIE FED DP 7	0	0	0					0
2000	8ACP CA7	27	PASS REGIE FED DP 8	0	0	0					0
2000	8ACP CA10	0	ECOFAC - PHASE III (VOIR 8ACP-RCE-9)	14.352		14.352					14.352
2000	8ACP CA10	3	AGRECO-SECA-SIRAD (VOIR 8 RCE-9-10)	16.026	0	16.026	16.026				0
2000	8ACP CA10	9	DP 3 - CELL. COORDIN - AV.#3	0	0	0					0
2000	8ACP CA11	0	STABEX 99 COTTON NOT CARDED OR COMBED	0	0	0					0

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Original RAC	Forecasted payments 2008	Possible RAC to decommit	1st SEM 2008		2nd SEM 2008		New RAC after Decommitt & Payment
						Forecasted De-committ. to not be re-use	Forecasted De-committ. to Recommitt	Forecasted De-committ. to not be re-use	Forecasted De-committ. to Recommitt	
2000	8ACP CA11	1 CONV TRANSF STABEX/12/99/CA (COTTON NOT CARDED OR COMBED)	0	0	0	0				0
2001	8ACP CA12	0 Programme appui ajustement structurel 2000/2001	0							0
2001	8ACP CA13	0 Programme appui ajustement structurel 2000/2001	0							0
2001	8ACP CA13	2 AV. #1 CF - 2EME TRANCHE VARIABLE	0	0	0	0				0
2001	8ACP CA16	0 Franchise art 195 a - bois	0							0
2001	8ACP CA16	1 STABEX/9/REP LIV 2ND PR/CA REPAYM AGREEM ART 195(A) 8 CA 17	0	0	0	0				0
2001	8ACP CA17	0 Franchise art 195 a - coton	0							0
2001	8ACP CA17	1 STABEX/9/REP LIV 2ND PR/CA REPAYM AGREEM ART 195(A) 8 CA 16	0	0	0	0				0
2001	8ACP CA18	0 PROGRAMME DE MICROREALISATIONS A BANGUI	135.657		135.657	135.657				0
2002	8ACP CA24	0 APPUI INSTITUTIONNEL A L ENTRETIEN ROUTIER	304.050		304.050	304.050				0
2002	8ACP CA24	1 BCEOM; 1.726.312.376 XAF	0	0	0	0				0
2002	8ACP CA24	8 BCEOM - REMBOURSEMENT RETENUE GARANTIE.	0	0	0	0				0
2002	8ACP CA25	0 APPUI A L'ORDONNATEUR NATIONAL	170.279		170.279	170.279				0
2002	8ACP CA29	0 PROGRAMME PLURIANNUEL DE MICROREALISATION EN RCA	97.679		97.679	97.679				0
2002	8ACP CA29	3 TRANSTEC SA, SERVICE, 284.930.000 XAF	234.861	150.000	84.861	84.861				766.840
2002	8ACP CA29	10 PMR DP3	643.958	0	643.958	643.958				0
2002	8ACP CA29	11 ONG ECHELLE, ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB/MISE EN O	2.666	0	2.666	2.666				0

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Original RAC	1st SEM 2008		2nd SEM 2008		New RAC after Decommitt & Payment
					Possible RAC to decommit	Forecasted De-commitments	Forecasted De-commitments	Forecasted De-commitment to Recommitt	
					RAP after forecasted payments	Forecasted De-commit. to not be re-use	Forecasted De-commit. to not be re-use	Forecasted De-commitment to Recommitt	
2002	8ACP CA29	12	ONG ECHELLE, ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB DANS LA N	5.867	0	5.867	5.867	0	0
2002	8ACP CA29	13	ONG CARSA, ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATIONS C	1.716	0	1.716	1.716	0	0
2002	8ACP CA29	14	AMBASSADE CHRETIENNE, ENCADREMENT/ORG DES OCB DANS LA PREFEC	11.639	0	11.639	11.639	0	0
2002	8ACP CA29	15	ONG ECHELLE, ENCADREMENT, ET ACCOMP. DES OCB DANS LE CADRE D	1.212	0	1.212	1.212	0	0
2002	8ACP CA29	16	ONG ECHELLE, ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES OCB DANS LE C	2.104	0	2.104	2.104	0	0
2002	8ACP CA29	18	ONG ECHELLE - ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATION	53.900	53.900	0	0	0	0
2002	8ACP CA29	19	ONG ECHELLE - ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISAT.	79.200	79.200	0	0	0	0
2002	8ACP CA29	20	AMB.CHRETIENNE- ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISAT.	48.354	48.354	0	0	0	0
2002	8ACP CA29	21	ONG CARSA-ENCADREMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISAT.	44.898	44.898	0	0	0	0
2002	8ACP CA29	22	PMR DP4	213.065	213.065	0	0	0	0
2003	8ACP CA31	0	ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'AUDIT ORGANISATIONNEL, FINANCIER	117.153	117.153	117.153	117.153	0	0

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING GLOB. NUMBER of GLOBAL commit.	N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Original RAC	Forecasted payments 2008	Possible RAC to decommit	1st SEM 2008		2nd SEM 2008		New RAC after Decommitt & Payment
							Forecasted De-commitments	Forecasted De-commitment to Recommit	Forecasted De-commitments	Forecasted De-commitment to Recommit	
			TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	Original RAP		RAP after forecasted payments	Forecasted De-commit. to not be re-use	Forecasted De-commitment to Recommit	Forecasted De-commit. to not be re-use	Forecasted De-commitment to Recommit	New RAP after Decommitt & Payment
2004	9ACP CA4	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE (TCF)	1.785		1.785					1.785
2004	9ACP CA4	17	ATOS ORIGIN, MISSION POUR ORGANISER LES ETATS GENERAUX DE LA	43.926	0	43.926	43.926				0
2004	9ACP CA4	18	ATOS ORIGIN, MISE EN PLACE LISTE COURTE ET ANALYSE OFFREARE	3.362	0	3.362	3.362				0
2004	9ACP CA4	21	COWI 2006/124604, ANALYSE, EVALUATION, ACTUALISATION DES OUT	1.579	0	1.579	1.579				0
2004	9ACP CA4	22	DCE BANGUI CENTRAFRICAQUE, ACHAT DE BILLETS D'AVION /CONFERENC	0	0	0					0
2004	9ACP CA4	23	ILF, ANALYSE, MISE EN OEUVRE ET RENFORCEMENT DES OUTILS ET	70.354	70.354	0					0
2004	9ACP CA4	24	DP1 - FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE * AFPP+CS	4.326	0	4.326			4.326		0
2004	9ACP CA5	0	APPUI A LA TRANSITION DEMOCRATIQUE	10.000		10.000					10.000
2004	9ACP CA5	1	PNUD APPUI AUX ELECTIONS 2004/2005	293.000	0	293.000					293.000
2005	9ACP CA6	0	REHABILITATION DU RESEAU DE VOIRIE DE LA VILLE DE BANGUI	590.110		590.110					590.110
2005	9ACP CA6	1	SOGEA-SATOM - TRAVAUX DE REHABILITATION DU RESEAU DE VOIRIE	5.849.731	5.849.731	0					0
2005	9ACP CA6	2	LOUIS BERGER - CONTROLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE	440.188	440.188	0					0
2006	9ACP CA8	0	TAG - TRAVAUX DE VOIRIE ET D'ASSAINISSEMENT DU QUARTIER GALA	99.000		99.000					99.000

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Original RAC	Forecasted payments 2008	Possible RAC to decommit		1st SEM 2008		2nd SEM 2008		New RAC after Decommitt & Payment
						RAP after forecasted payments	Forecasted decommit	Forecasted De-commitments	Forecasted Decommit to Recommitt	Forecasted De-commitments	Forecasted Decommit to Recommitt	
2006	9ACP CA8	1	AGETIP CAF, TRAVAUX ASSAINISSEMENT QUARTIER GALABADJA.	3.231.000	3.230.000	1.000						1.000
2006	9ACP CA9	0	ASERCA - APPUI A LA STABILISATION ECONOMIQUE DE LA RCA	13.177		13.177						13.177
2006	9ACP CA9	1	ASERCA, APPUI A LA STABILISATION ECONOMIQUE DE LA RCA	0	0	0						0
2006	9ACP CA9	2	LEAS CONSULTANTS - AUDIT PROJET ARSECA * APPUI A LA	36.823	36.823	0						0
2006	9ACP CA10	0	AREMIF - PROJET D'APPUI A LA REFORME DU MINISTERE DES FINANC	1.785.779		1.785.779						1.803.962
2006	9ACP CA10	1	LOUIS BERGER, AT POUR LA MISE EN PLACE DU PLAN DE REDRESSEME	2.657.761	2.500.000	157.761						157.761
2006	9ACP CA10	2	AREMIF/DP0 - ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA MISE EN PLACE DU	18.183	0	18.183					18.183	0
2006	9ACP CA10	3	DP1 AREMIF	868.000	868.000	0						0
2006	9ACP CA11	0	APPUI AUX ENFANTS EN DIFFICULTE DANS UN CONTEXTE POST-CONFLI	0		0						0
2006	9ACP CA11	1	APPUI AUX ENFANTS EN DIFFICULTE DANS UN CONTEXTE POST-CONFLI	1.011.383	1.011.383	0						0
2006	9ACP CA12	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE TCF II	1.690.785		1.690.785						1.697.271
2006	9ACP CA12	1	ACE - ASSISTANCE TECHNIQUE AU DISPOSITIF TRANSITOIRE D'APPUI	76.883	76.709	174						0
2006	9ACP CA12	2	ITALTRENDS SPA, ASSISTANCE POUR ELABORATION DU PROGRAMME DES	49.601	49.601	0						0
2006	9ACP CA12	3	AGRIFOR CONSULT SA, ETUDE SUR LES DYNAMIQUES ET	68.808	68.808	0						0

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Original RAC	1st SEM 2008		2nd SEM 2008		New RAC after Decommitt & Payment
					Possible RAC to decommit	Forecasted De-commitments	Forecasted De-commitments	Forecasted De-commitments	
					RAP after forecasted payments	Forecasted De-commit. to not be re-use	Forecasted De-commit. to not be re-use	Forecasted De-commit. to not be re-use	
2006	9ACP CA12	4	LABO.HYDROSCIENCES/UNIV. BANGUI - RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE	4.990	0	4.990			0
2006	9ACP CA12	5	ITALTRENDS/MISSION VISANT A PREPARER LES ETATS GENERAUX DE LA	1.322	0	1.322			0
2006	9ACP CA12	6	ATOS ORIGIN/MISSION VISANT A ACCOMPAGNER LES ETATS GENERAUX	31.980	31.980	0			0
2006	9ACP CA12	7	DEVIS PROGRAMME 1 FCT 2	35.606	35.606	0			0
2006	9ACP CA13	0	RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS PRODUCTIFS POUR LE TRANSPORT	4.236.749		4.236.749			4.236.749
2006	9ACP CA13	1	BROSSETTE - FOURNITURE D'EQUIPEMENT DES SYSTEMES DE SECURITE	263.251	263.251	0			0
2006	9ACP CA14	0	APPUI INSTITUTIONNEL ET DESENCLAVEMENT DE LA	53.746.987		53.746.987			53.746.987
2006	9ACP CA14	1	COWI BELGIUM - LM 2007/144506 RENF. CAPACITE ONM	115.800	115.800	0			0
2006	9ACP CA14	2	UNIT EXPORT LIMITED FOURNITURE ONM LOT1 MATERIEL DE TERRASSE	1.137.213	1.137.213	0			0
2006	9ACP CA14	3	UNIT EXPORT LTD FOURNITURE ONM LOT 2 MATERIEL DE TRANSPORT	0	0	0			0
2007	9ACP CA17	0	RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET	0		0			0
2007	9ACP CA17	1	APPUI BUDGETAIRE RAMICA BUDGETAIRE VOLET B ET C	2.417.000	2.417.000	0			0
2007	9ACP CA17	2	PAIEMENT DES ARRIERES DE LA RCA A LA BAD	0	0	0			0
2007	9ACP CA18	0	RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET	0		0			0

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Original RAC	Forecasted payments 2008	1st SEM 2008		2nd SEM 2008		New RAC after Decommitt & Payment
						Possible RAC to decommit	Forecasted De-commitments	Forecasted De-commitments	Forecasted De-commitment to Recommit	
						RAP after forecasted payments	Forecasted De-commit. to not be re-use	Forecasted De-commit. to not be re-use	Forecasted De-commitment to Recommit	
2007	9ACP CA18	1	PAIEMENT ARRIERE DETTE DE LA RCA A LA BAD	0	0	0				0
2007	9ACP CA19	0	RAMICA (PROGRAMME DE REDUCTION DES ARRIERES MULTILATERAUX ET ERNST & YOUNG * PRE-AUDIT RAMICA / PAIEMENTS ARRIERES	756.331		756.331				756.331
2007	9ACP CA19	1	LEAS CONSULTANTS * PRE-AUDIT RAMICA / VOLET C PAIEMENT	49.067	49.067	0				0
2007	9ACP CA19	2	MISSION D'ACCOMPAGNEMENT COMPTABLE DE L'OPERATION DE PAIEMENT	73.330	73.330	0				0
2007	9ACP CA19	3	CAONF IL_DISPOSITIF APPUI ON RCA	0	0	0				0
2007	9ACP CA19	4	AMELIORATION DES SOINS DE SANTE DE BASE DANS LES REGIONS S	0	0	0				0
2007	9ACP CA19	5	PARCAN-APPUI RENF CAPACITES ASSEMB.NAT	4.970	4.970	0				0
2007	9ACP CA20	0		2.000.000		2.000.000				2.000.000
2007	9ACP CA21	0		9.500.000		9.500.000				9.500.000
2007	9ACP CA22	0		500.000		500.000				500.000



Online Help click on Aide en ligne, cliquez



EDF FORECATS 2008-2009 : NEW GLOBAL Commitments (including individual commitments & Payments)

(amounts in €)

ESTIMATE DATE	PROJECT TITLE - ACTION FICHE : CATEGORY	AMOUNT	RISK L,M,H	FORECASTS 1st SEM 2008			FORECASTS 2nd SEM 2008			FORECASTS 1st SEM 2009			FORECASTS 2nd SEM 2009		
				INDIVID COMMIT	PAYMENTS	ESTIMATE RISK FACTOR FOR PAYMENTS	INDIVID COMMIT	PAYMENTS	ESTIMATE RISK FACTOR FOR PAYMENTS	INDIVID COMMIT	PAYMENTS	ESTIMATE RISK FACTOR FOR PAYMENTS	INDIVID COMMIT	PAYMENTS	ESTIMATE RISK FACTOR FOR PAYMENTS
				Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H
TOTALS on NEW GLOBAL Commitments		114,430,000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12 2008 PDD: Justice & Police	PROJECT	10,000,000	M			930,000									
12 2008 PDD: Microrealisations 2	PROJECT	7,000,000	M												
12 2008 FCT-3	PROJECT	4,000,000	L												
12 2008 Appui budgetaire 2009-2010	GENERAL	17,000,000	H												
2sem2009 PDD: Services publiques	PROJECT	40,000,000	H												
2sem2009 PDD: Economie rurale	PROJECT	8,000,000	H												
2sem2009 Elections 2010	PROJECT	4,000,000	H												
12 2008 Infrastructures urbaines	PROJECT	10,000,000	M												
2sem2009 Appui secteur transport	PROJECT	9,500,000	M												
2sem2009 Projet environnement	PROJECT	4,000,000	H												
01 2008 9ACF CA 17 18 19-9ACF RPT RIDER BS		930,000	H			930,000									



RIDERS 2008



Accounting Nbr of EG	Title	End date	Category of rider	Amount Ceiling Increase (+) or Decrease(-)	Extension End Date	Réaménagt Budgetaire	Modif DTA	Forecast month sent to HQ	Motives	Comments
9 ACP ML20	BLABLA	11/11/2008	RIDER BS	-10 000 000	X		X	January		this is an example
9 ACP CA 13	équipements transport		Project			X	X	September		Réaménagement pour augm l'enveloppe
19	RAMICA		RIDER BS	930 000				February		dettes sociales'

EUROPEAN
COMMISSION**GENERAL****SUMMARY of EDF FORECASTS 2008 - 2009**

	FORECASTS 2008							TARGET ANNEE			
	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	2nd SEMESTER	LOW		MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M
New Global Commitments	930.000	0	0	930.000	0	48.000.000	4.000.000	27.000.000	17.000.000	17.500.000	17.500.000
New Individual Commitments	7.271.696	2.459.490	2.763.097	2.049.109	3.841.039	43.835.408	1.222.947	18.611.622	24.000.839	10.528.758	14.369.797
Payments	14.895.554	5.038.092	5.660.008	4.197.454	7.868.096	17.616.005	491.462	7.479.397	9.645.146	4.231.161	12.099.257
Decommitments	1.627.177					309.276					1.936.453
Decommitments to recommit	675.648					18.183					693.831
Reduction of Old RAL	1.896.525	1.740.557	126.465	29.503	1.803.790	458.502	334.950	82.100	41.452	376.000	2.179.790

	FORECASTS 2009							TARGET ANNEE			
	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	2nd SEMESTER	LOW		MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M
New Global Commitments	0	0	0	0	0	65.500.000	0	9.500.000	56.000.000	4.750.000	4.750.000
New Individual Commitments	20.520.000	409.714	4.480.763	15.629.523	2.650.096	27.400.000	237.192	11.492.694	15.670.113	5.983.540	8.633.635
Payments	22.537.668	450.000	4.921.343	17.166.325	2.910.672	23.103.611	200.000	9.690.611	13.213.000	5.045.306	7.955.977

RAL	SITUATION on 01/01/2008	
	ALL PROJECTS	PROJECTS decided before YEAR 2008
Σ Ongoing GLOBAL COMMITMENTS	165.359.179	47.950.779
RAC	76.691.789	1.643.932
RAP	20.466.587	1.607.149
RAL / Σ GLOBAL COMMIT	97.158.376	3.251.082
% RAL / Σ GLOBAL COMMIT	59%	7%
Nbr of years to absorb RAL	8	8

RAL	SITUATION on 31/12/2008	
	ALL PROJECTS	PROJECTS decided before YEAR 2008
Σ Ongoing GLOBAL COMMITMENTS	181.210.125	46.418.678
RAC	78.866.769	781.193
RAP	21.753.897	290.089
RAL / Σ GLOBAL COMMIT	100.622.667	1.071.292
% RAL / Σ GLOBAL COMMIT	56%	2%
Nbr of years to absorb RAL	8	8

	Amount	Nbr
Ceiling increase riders	930.000	1
Extension Date		0
Réaménagement budgétaire		1
Modification DTA		1
Total number of projects		2

Annexe 11. Les engagements programmés du FED en 2008

Le 9^{ème} FED étant à 100% engagé en RCA, les engagements globaux suivants sont actuellement en cours de préparation dans le cadre du Plan d'Action Annuel 2008 du 10^{ème} FED:

Appui au Développement Urbain en RCA	-	€ 10 mio
Facilité de Coopération Technique 3 (FCT-3)	-	€ 4 mio
Programme de Microréalisations 2 (PMR-2)	-	€ 7 mio
1 ^{er} programme d'appui budgétaire 10 ^{ème} FED	-	€ 17 mio
Programme de Réhabilitation de la Justice en RCA (PREJURCA)	-	€ 10 mio

Les Fiches d'Action de ces projets, pour un montant total de € 48 mio, seront soumises pour approbation au Comité FED de septembre 2008. Les Conventions de Financement devraient être signées avant la fin de l'année.

Annexe 12 – Questionnaire sur l'efficacité de l'aide

Cette annexe faisait initialement partie du External Assistance Management Report de janvier 2008, un reporting interne à la Commission. En tant que telle, cette annexe n'engage que la Délégation de la Commission en Centrafrique.

A noter que cette questionnaire concerne la coopération communautaire avec la République Centrafricaine et la région Afrique Centrale (les projets du PIR mise en œuvre par la CEMAC). Pour identifier les réponses, les réponses régionales sont insérées en deuxième place et en italique.

1. EU Target No 1		
Channel 50% of government-to-government assistance through country systems, including by increasing the percentage of our assistance provided through budget support or SWAP arrangements		
2. Introduction		
The aim is to collect information that allows us to measure this target. The information that is needed is both the total amount of ODA provided, as well as the extent to which country systems are used in providing this ODA. For these purposes the country systems are defined as covering four main areas: (i) national budget execution procedures; (ii) national financial reporting procedures; (iii) national auditing procedures; and (iv) national procurement systems. By treating each of these four areas as having a 25% weight and dividing by the total amount of ODA provided the information required can be calculated (hence the division by four – see part 4 below). In all cases the necessary information can be collected using the same definitions as those in the OECD/DAC "Definitions and Guidance" (see attached page which includes an extract of definitions relevant to this indicator)		
3. Questions and definitions		
Question	Definition – OECD Ref	Response EUR
How much ODA did you disburse at country level for the government sector in FY 2007 (EUR)?	Qd2	16.743.534 € ¹ 4 357 831€
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national budget execution procedures (EUR)?	Qd5	10.299.302 € ² 0 €
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national financial reporting procedures (EUR)?	Qd6	4.183.000 € ³ 0 €
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national auditing procedures (EUR)?	Qd7	1.583.000 € 0 €
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national procurement procedures (EUR)?	Qd9	0 € 0€
4. Definition of Indicator		
[(Qd5 + Qd6 + Qd7 + Qd9) ÷ 4] ÷ [Qd2] (please calculate and enter as response %)		23,99 % 0%
5. Additional information		
Are there any significant initiatives in your country to promote the use of country systems? If so provide a list and a short description. If not, highlight the constraints to use of country systems (use additional space as needed)		

¹ Interprété comme le total de tous les montants déboursés dans le cadre des programmes indicatif nationaux FED avec le gouvernement national. Il s'agit du montant mentionné sous le libellé 2423+ PAIEMENT DIRECT en OLAS.

² Tous décaissements Appui budgétaire dans le cadre du RAMICA (BAD, BEI, coton partiel, dette sociale)

³ Les arriérés de la RCA auprès de la BAD (5.000.000 €) et de la BEI (1.116.302 €) ont été versés directement par la Commission à celles-ci et n'ont pas fait, à notre connaissance, l'objet d'un rapport financier national.

En tant qu'état fragile en sortie de crise, le pays connaît encore des énormes problèmes de capacités institutionnelles, aussi et surtout dans le domaine de la gestion des finances publiques, ce qui pose des contraintes évidentes pour ce type d'aide. Des efforts d'assistance technique importants dans le domaine des finances publiques sont en cours. Le PIN du 10^{ème} FED prévoit un montant de 34 millions d'euros en appui budgétaire, soit 24,8 % du PIN pour les années 2008-2013.

Dans le cadre des programmes régionaux, un audit 4 piliers doit être entreprise avec la CEMAC pour vérifier leur capacité de signer une Convention de Contribution avec la Commission Européenne. Cette modalité de mise en œuvre par Convention de Contribution sera privilégié pour le 10 FED.

Definitions from "Definitions and Guidance" OECD/DAC

www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc

ODA	<p>Official Development Assistance (ODA) includes all transactions as defined in OECD-DAC Statistical Directives para. 32 (see appendix), including official transactions that:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Are administered with the promotion of the economic development and welfare of developing countries as its main objective; and ▪ are concessional in character and convey a grant element of at least 25%.
Disbursements	<p>A disbursement is the placement of resources at the disposal of a recipient country or agency (see OECD-DAC Statistical Directives para. 15-18). Resources provided in kind should only be included when the value of the resources have been monetised in an agreement or in a document communicated to government. In order to avoid double counting in cases where one donor disburses ODA funds on behalf of another, it is the donor who makes the final disbursement to the government who should report on these funds.</p>
Government sector	<p>Administrations (ministries, departments, agencies or municipalities) authorised to receive revenue or undertake expenditures on behalf of central government.</p>
Disbursements for the government sector	<p>This category includes the disbursement of ODA in the context of an agreement with the government sector (see definition above), including works, goods or services delegated or subcontracted by government to other entities (e.g. NGOs, private companies).</p>
Use of national budget execution procedures (Q ^{d5})	<p>Donors use national budget execution procedures when the funds they provide are managed according to the national budgeting procedures as they were established in the general legislation and implemented by government. This means that programmes supported by donors are subject to normal country budgetary execution procedures namely procedures for authorisation, approval and payment.</p>
Use of national financial reporting procedures (Q ^{d6})	<p>Legislative frameworks normally provide for specific types of financial reports to be produced as well as for the periodicity of such reporting. The use of national financial reporting means that donors do not make additional requirements on governments for financial reporting. In particular they do <u>NOT</u> require:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ The production of additional financial reports. ▪ Periodicities for reporting that are different from government's normal reporting cycle. ▪ Formats for reporting that do not use government's existing chart of accounts.
Use of national auditing procedures (Q ^{d7})	<p>Donors rely on the audit opinions, issued by the country's supreme audit institution, on the government's normal financial reports/statements as defined above. The use of national auditing procedures means that donors do not make additional requirements on governments for auditing.</p>
Use of national procurement procedures	<p>Donors use national procurement procedures when the funds they provide for the implementation of projects and programmes are managed according to the national procurement procedures as they were established in the general legislation and implemented by government. The use of national procurement procedures means that donors do not make additional, or special, requirements on governments for the procurement of works, goods and services. (Where weaknesses in national procurement systems have been identified, donors may work with partner countries in order to improve the efficiency, economy, and transparency of their implementation).</p>

1. EU target 2		
Provide all capacity building assistance through coordinated programmes with an increasing use of multi-donor arrangements ⁴		
2. Introduction		
<p>EU target 2 aims to measure progress in aligning and coordinating support for capacity development. It's closely linked with indicator 4 of the Paris Declaration. Therefore, the term "capacity building" used in the EU target is interpreted as "technical cooperation". This use of the DAC definitions allows consistency with the DAC monitoring of the Paris Declaration.</p> <p>The term "coordinated" also refers to the DAC definition which covers the following principles: ownership of TC by partner countries, alignment of TC with countries/local strategies and objectives and, where more than one donor is involved, harmonisation of TC among donors.</p> <p>To avoid confusion, we strongly advise that you use the definitions given in the OECD guidance, by clicking on the link http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc. DAC criteria on this indicator are being updated to make them easier to use and in January the final version to be used for monitoring the indicators in 2008 will be available on this site.</p> <p>Finally please note that a separate AIDCO initiative on EU target 2, related to preparing a strategy for achieving the target, is ongoing in 46 Delegations. Through this EAMR however, we hope to capture information from all delegations. Questions 1 and 2 below seek quantitative information on technical cooperation. Section 4 seeks qualitative information from delegations not participating in the survey launched by AIDCO (46 Delegations contacted) and provides the opportunity to share your experience and views.</p>		
3. Questions and definitions		
1	How much technical cooperation did you disburse in 2007 (Total TC in EUR)? <i>OECD question reference in the Paris survey : Q^{d3}</i>	1.756.564 euros 2 730 733.87 €
2	How much technical cooperation did you disburse through co-ordinated programmes in support of capacity development in 2007 (EUR)? <i>OECD question reference in the Paris survey : Q^{d4}</i>	0 ⁵ 0 €
4. Definition of Indicator		
3	<i>Q^{d4} / Q^{d3} (please calculate this and enter in the next column as %)</i>	0 % 0%

⁴ Despite the different wording the target is interpreted to correspond to Paris Declaration indicator 4. Please pay particular attention to the definition for the question Q^{d4}.

⁵ Finalement les paiements faits en 2007 dans le cadre du projet Appui à la Réforme des Finances publiques, programme pourtant étroitement coordonnée avec d'autres bailleurs, n'ont pas été prises en compte, car le programme ne semble pas remplir les définitions très strictes du Qd4 dans le Manuel OECD en ce qui concerne l'appropriation du programme par le gouvernement.

5 Additional Information

4	<p>Qualitative information⁶ :</p> <p>Are there any significant initiatives to promote coordinated technical cooperation in your country?</p> <p>If so, please provide a short description. And indicate whether they are linked to the Code of Conduct / Division of Labour process or any other "EU initiatives"</p> <p>Oui, en particulier dans le domaine des reformes des finances publiques. La Commission joue un rôle important dans ce domaine. Il faut noter les efforts du PNUD dans la mise en marche en 2007 d'un système de coordination/concertation par secteur.</p> <p>Aucun de ces initiatives n'est explicitement lié au Code of Conduct / Division of Labour process.</p> <p>If not, highlight key constraints delaying joint work on TC and capacity development.</p> <p>NA</p> <p><i>Dans le cadre des programmes régionaux, la Commission Européenne reste pour le moment l'un des seuls bailleurs de fond qui appuient directement la CEMAC pour la mise en œuvre des projets avec des volets sectoriels. Pour un grand nombre de bailleurs, les projets régionaux sont plutôt une combinaison des projets mise en œuvre par des enveloppes pays avec seulement une coordination régionale. Le développement d'un Programme Economique Régionale en 2008 par la CEMAC va peut-être changer cette situation.</i></p> <p>Please note any other comments you have on these issues</p> <p>NA</p>
---	---

⁶ These questions are taken from the survey on " Developing an EuropeAid Strategy on TC and PIU" sent to delegations which are members of the Aid Effectiveness Network. **They need to be answered by Delegations who are not participating in this survey.**

1. EU target 3		
Avoid establishment of new project implementation units (PIUs).		
2. Introduction		
<p>EU target 3 aims to assess progress towards strengthening local capacity by tracking the number of PIUs put in place to manage projects and programmes. It is linked to indicator 6 of the Paris Declaration. This target is interpreted as "avoiding the establishment of new parallel PIUs"</p> <p>To avoid confusion, we strongly advise that you use the definition of parallel PIUs given in OECD guidance, by clicking on the link http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc. DAC criteria for this indicator are being updated to make them easier to use and in January the final version to be used for monitoring the indicators in 2008 will be available on this site.</p> <p>Finally please note that a separate AIDCO initiative on EU target 2, related to preparing a strategy for achieving the target, is ongoing in 46 Delegations. Through this EAMR however, we hope to capture information from all delegations. Questions 1 and 2 below seek quantitative information on technical cooperation. Section 4 seeks qualitative information from delegations not participating in the survey launched by AIDCO (46 Delegations contacted) and provides the opportunity to share your experience and views.</p>		
3. Questions and Definitions		
1	How many parallel project implementation units funded by EC were in operation in December 2007? <i>OECD question reference in the Paris survey : Q^d10</i>	2 ⁷ 0
2	Out of these, how many <u>new</u> parallel project implementation units were established during 2007?	1 ⁸ 0
4. Additional Information		

⁷ PMR et ARéMiF

⁸ UGP ARéMiF

3

Qualitative information⁹:

Are there any significant initiatives to avoid the establishment of parallel PIUs in your country?

Non.

What in your opinion should be done to increase domestic ownership and quality of project implementation arrangements? If so, please provide a short description. If not, highlight key constraints.

Cette Délégation a une riche expérience en ce qui concerne le problème d'appropriation du pays bénéficiaire des projets. Les principales raisons semblent être l'instabilité au niveau du gouvernement et les services gouvernementaux, ce qui crée des mutations permanentes des hauts cadres, et un certain attentisme voir fatalisme de ceux-ci. Les problèmes d'arriérés des salaires mine également la motivation des cadres. (Réformer les institutions par la mise à la retraite des cadres âgés et en recrutant en formant des jeunes semble difficile au vu du non-paiement des pensions, et de la précarité de l'équilibre social qui règne depuis des décennies. Le recrutement de personnel supplémentaire est exclu au vu des engagements du pays avec les IFI concernant la maîtrise de la masse salariale.)

Dans le cadre des programmes régionaux, l'appropriation des projets par les institutions régionaux reste faible malgré l'implication des hauts cadres dans la gestion et mise en œuvre. Les changements au cours des derniers 2 ans au niveau de la Présidence de l'institution, le peu d'actions concrètes engagées par le processus de réforme, le manque des haut cadres compétents et l'hiérarchisation omniprésente dans l'organisation sont des facteurs qui ne permettent pas une stabilité interne du cadre du travail (notamment orientation et priorisation).

Please note any other comments you have on these issues

Cet indicateur semble pour l'instant difficilement atteignable pour un état fragile en sortie de crise comme la RCA au vu de l'extrême faiblesse des capacités des services gouvernementaux et l'instabilité du pays qui continue à miner le renforcement des capacités institutionnelles. On note également des tendances de "réformes sauvage" comme la récente dissolution soudaine de l'une des rares unités compétentes dans les services gouvernementaux (le CTP-PAS, point de contact pour les réformes de finances publiques et les performances macro financiers). Une unité nationale de gestion nationale auprès de l'ON (CAONF) a été gravement affaibli par l'absence d'une assistance technique nécessaire malgré la disponibilité de fonds. Dans ces conditions il est à craindre que des UGP continueront à être créées.

1. EU Target No 4¹⁰

⁹ These questions are taken from the survey on " Developing an EuropeAid Strategy on TC and PIU" sent to delegations which are members of the Aid Effectiveness Network. **They need to be answered by delegations who are not participating in this survey.**

¹⁰ **Regional offices will have to complete Annex C separately for each country in their region.**

Please note that within the strategy that EuropeAid in relation to EU Target 4 – reduce the number of uncoordinated missions by 50 % - a number of new points have been prepared:

- Delegations are invited to:

- list dates for HQ missions already planned for the immediate 6 months period and mention if they are not coordinated;
- indicate to HQ what priority missions the Delegations estimate better serves coordination arrangements at local level for the following 6 months period.

The periods for missions, to be used in the January and July EAMR are as follows:

Reduce the number of uncoordinated missions by 50%.

2. Introduction

The aim is to collect data on the number of uncoordinated EC Missions to your country. The information needed is (a) the total number of EC Missions to your country and (b) how many of these were coordinated.

The Paris Declaration **objectives** underlying the related indicator of progress for coordinated missions are: "In planning their missions to the field¹¹ it is important that donors: Conduct **fewer missions**, **coordinate timing of missions** with partner authorities and, where necessary, with other donors, *conduct more joint missions*, *avoid conducting missions during "mission free periods"*¹².

Coordinated mission **is a mission undertaken by 2 or more donors jointly, or by one donor on behalf of another**. In practice, the following 3 questions help to clarify what is meant by a mission:

1. Does the mission involve international travel to a beneficiary country? i.e. **this concerns only missions from HQ, not missions undertaken within the country by the Delegation**.
2. Does the mission involve a request to meet with government officials, including local government?
3. Is this mission undertaken by 2 or more donors jointly? Or is it done by an HQ service also on behalf of another donor?

The Definitions and Guidance of the OECD (www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc) requires that missions undertaken by consultants contracted by AIDCO (or other DG's), if they meet the 3 above questions, must also be included.

3. Questions and definitions

OECD	How many HQ missions to the field were undertaken in FY 2007? ¹³	12
ref: Q ^d 15		2
Q ^d 16	How many of these were coordinated?	5
		0
Please provide a breakdown of missions the Commission and its services have undertaken to your country in FY 2007 in the table below:		
Missions by:	Coordinated	Uncoordinated
Members of Commission	-	1 ¹⁴
AIDCO	2 ¹⁵	1 ¹⁶ <i>1 desk</i>
DEV	3 ¹⁷	- <i>1 desk</i>
RELEX	-	-
TRADE	-	-
ECHO		3 ¹⁸
FISH	-	-
OTHER DGs	-	-

- In the 2008 January EAMR; Delegations list missions agreed for the period March to August 2008 and indicate their priorities for HQ in the period September 2008 to February 2009;

In the 2008 July EAMR: Delegations list missions agreed for September 2008 to February 2009 and then indicate their priorities for HQ missions in the period March to August 2009.

¹¹ 'Field' refers to the country in general including missions to the capital only.

¹² The target set for 2010 for indicator 10 a) is to have 40% of donor missions to the field as joint.

¹³ This question applies to the missions from the HQ

¹⁴ Louis Michel en mars 2007

¹⁵ African Peace Facility pour FOMUC (avec DEV)

¹⁶ Desk géographique et desk FSTP

¹⁷ RSS en octobre; FOMUC en avril et novembre (FOMUC avec AIDCO)

¹⁸ Point focal régional Kinshasa en mars, juin et novembre et desk géographique en novembre

Consultants contracted by the Commission (missions)	-	2 ¹⁹
Total	5	7 2

4. Definition of Indicator		
Q ^d 16 / Q ^d 15	2006	2007
Please calculate and enter in the column for 2007 and also include the figure for this indicator for 2006 ;	2/7= 29 % de missions coordonnées	5/12= 42 % de missions coordonnées
	0%	0 %

5. Additional Information			
Delegations are invited to list the dates for main HQ missions already planned for the March 2008 to August 2008, indicating whether they are, or not, to be coordinated with other donors;			
HQ DG	Date planned	Purpose/Sector	Coordinated (Yes/No)
AIDCO/DEV	30/1 – 13/2	identification et suivi projets FED	Non
ECHO	18-25/2	suivi projets ECHO	Non
DEV	fin mars	identification appui budgétaire	partiellement (FMI/BM)
ECHO	fin avril	suivi projets ECHO	Non
<i>AIDCO</i>	<i>30/1 – 13/2</i>	<i>suivi projets régionaux</i>	<i>Non</i>
<i>DEV</i>	<i>mars</i>	<i>programmation régional</i>	<i>Non</i>
Delegations are suggested to indicate higher priority requests for HQ missions needed from September 2008 to February 2009, but not yet agreed with HQs, that the Delegation estimates serve better the coordination arrangements at local level and can yield more added value for the policy dialogue.			
HQ DG	Date planned	Purpose/Sector	Donor(s) involved
-			
Delegations are asked to briefly inform if there are significant initiatives to decrease the number of uncoordinated missions in your country? If so, please provide a short description. If not, highlight key constraints. Pas d'initiatives particulières. Dans le domaine de la sécurité (RSS, FOMUC) nous continuons la bonne pratique de missions conjointes avec l'UA et le Conseil selon les cas. Dans le domaine des finances publiques nous essayons de faire coïncider des éventuelles missions concernant l'appui budgétaire avec des missions des institutions de Bretton Woods.			
<i>Dans le cadre de la coopération régionale, il n'y a pas d'initiative particulière. Cependant, dans le cadre du Programme Economique Régionale des missions coordonnées, notamment avec la France, seront à viser. La définition du 'package' APE pour la région Afrique Centrale sera aussi une opportunité pour une coordination avec les Etats Membres EU.</i>			

¹⁹ Projet Appui au Médiateur , ROM (juin)

Finally, Delegations are asked to assess the likelihood of meeting, by 2010, the twin targets for missions, ie. the OECD target of 40% and the EU target of halving the number of un-coordinated missions.

- OECD target of 40% likely to be met: Yes/~~No~~
~~Yes~~/No
- EU target of halving the number of un-coordinated missions: Yes/~~No~~
~~Yes~~/No

Delegations are asked to briefly indicate what additional steps HQ should be prepared to consider to help in achieving those targets at the level of the beneficiary country concerned:

No further steps beyond remaining attentive to the need for coordination of missions.

Discussions avec les Etats Membres EU dans le cadre des discussions APE devraient aborder le sujet de la coordination des missions dans le cadre de l'appui à la région Afrique Centrale. Ceci est important notamment a cause de la faible représentation à Bangui des bailleurs de fond.

Other aid effectiveness related information

On 4 July 2007 our Counsellors Louis Michel and Benita Ferrero-Waldner wrote to all Heads of Delegations requesting implementation of the Code of Conduct for Division of Labour. Several Delegations have responded and have attached their progress reports on aid effectiveness. We need information on the specific points below:

1. Paragraph 5 of the Council conclusion on Division of Labour notes:

"Simultaneously with the implementation of the Code of Conduct, the Member States and the Commission **will promote wide discussions with partner countries and other donors on complementarity and division of labour**, based on the EU code of Conduct which will be complemented by first experiences in the field. **The outcome of these discussions would constitute an input to the OECD/DAC partnership and the High Level Forum on Aid Effectiveness III that will take place in Accra, Ghana in 2008.** The Council invites the **incoming Presidencies to actively support such a process**, in close cooperation with the Member States and the Commission."
(Highlights by AIDCO 01)

1.1 Have the discussions with partner countries and other donors been held?

(a) **If yes**, when and what was the result? Please describe in brief how these talks are progressing.

(b) **If no**, are there plans to hold them? If yes, please describe briefly what the plans are.

Non, mais à noter les efforts en cours, coordonnés par le PNUD, pour une division de travail dans une dizaine de secteurs, voir aussi

1.2 What input on division of labour is planned by the partner country towards HLF III? If none, then leave blank.

-?

2 In paragraph 14 the Council invites the Commission to outline Community implementation of the Code of Conduct in its annual report on development cooperation, including: '**a self-assessment in its potential areas of comparative advantage** as referred to in the joint Development Policy Statement'. (highlights by AIDCO 01)

2.1 What action has been taken towards this self assessment of comparative advantage?

(a) If yes, please describe the process in brief and the results. (b) If no, do you have any plans for initiating such a process? What are the plans?

Vu le nombre limité des intervenants dans le pays, cet exercice ne nous semblait pas pour l'instant être une urgence prioritaire.

3 In country that have already initiated some form of division of labour:

3.1 Please describe the process. (e.g., when did it start; partner country leadership; donors involved; results on the ground, etc).

Une situation de leadership de certains bailleurs dans certains domaines existait déjà (infrastructures, finances publique, *intégration régionale et commerce...* - voir supra) et continue.

Au cours de 2007 le PNUD a aussi commencé à proposer une division de travail pour des secteurs divers liés surtout au domaine humanitaire.

3.2 As a result of this process, did the Delegation:

- | | |
|--|--|
| - Reduce or expand the sectors in which it remains active? | NON |
| - Exit from any sectors? Specify | NON |
| - Enter any new sectors? Specify | NON |
| - Become lead donor in any sectors? Specify | OUI (Infrastructures, Finances publiques, <i>Intégration Régionale et Commerce</i>) |
| - Enter into delegated cooperation partnerships? Please specify. | NON |

MATRICE DE ROLES DES BAILLEURS INTERVENANT EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

TABLEAU DE DECAISSEMENTS DES BAILLEURS EN FIN SEPTEMBRE 2007(en millier de Fcfa)

Bailleurs	Cumul des Investissement réalisés à fin septembre 07	Aide budgétaire	Autres financements	Total
Union Européenne (UE)	3.905	0	540	4.445
AFD	1.777	5.249	23	7.049
FAO	0	0	0	0
FNUAP	0	0	0	0
UNICEF	1.661	0	0	1.661
HCR	0	0	0	0
UNESCO	122	0	0	122
OMS	0	0	0	0
FENU	0	0	0	0
CHINE	0	5.470	0	5.470
PAM	699	0	419	1.118
PNUD	907	0	0	907
JAPON	0	2.500	0	2.500
Banque Mondiale	941	6.173	0	7.113
Fonds Mondial	1.857	0	0	1.857
DAD/FAD	0	7.072	0	7.072
Total	11.869	26.464	982	39.314

**MATRICE DE ROLES DES BAILLEURS INTERVENANT EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE PAR PILIER DU DSRP
ARTICULATION DES INTERVENTIONS DES BAILLEURS AVEC LE DSRP (2008-2010)**

PILIER ET THEME	CONTRIBUTION ESTIMATIVE DES PARTENAIRES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES AU DSRP EN 2008								
	PNUD	UNESCO	UNICEF	HCR	UNFPA	FAO	PAM	OMS	TOTAL
	Coût en \$	Coût en \$	Coût en \$	Coût en \$	Coût en \$	Coût en \$	Coût en \$	Coût en \$	Coût en \$
I- CONSOLIDATION DE PAIX, PREVENTION DES CONFLITS ET RESTAURATION DE LA SECURITE									22.623.308
Réformes Institutionnelles	6.000.000								6.000.000
Renforcement de Capacités	5.520.000	55.000							6.055.000
Sécurité - Paix et Justice	10.000.000		568.308						10.568.308
II- RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE ET DE L'ETAT DE DROIT									2.973.433
Autosuffisance Alimentaire									
Developpement Urbain									
Gouvernance Econo. et Finan.									
Infrastructures Administratives									
Infrastructures de Commun.		240.000							240.000
Infrastructures de TéléCom.									
Infrastructures Sportives									
Réformes Institutionnelles									
Renforcement de Capacités	994.000	310.250	735.750	588.480	104.953				2.733.433
III- RELANCE ET DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE									32.400.709
Autosuffisance Alimentaire						6.152.529	18.685.394		24.837.923
Culture - Tourisme		100.000							100.000
Developpement Urbain									
Environnement	950.000	100.000				74.000			1.124.000
Gouvernance Econo. et Finan.	4.428.000								4.428.000
Infrastructures de Transports									
Infrastructures Energétiques									
Production Forestière									
Rélançe de l'Élevage						1.355.833			1.355.833
Renforcement de Capacités		160.000			294.953	100.000			554.953
IV- DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN									46.164.701
Depistage et Traitement des Malad.	10.900.000		7.707.916	152.854	1.836.038		5.547.140	2.189.000	28.332.948
Genre				155.618	1.071.066			262.650	1.489.334
Gouvernance Econom. et Finan.									
Hydraulique Urbaine									
Hydraulique villageoise			2.163.468	51.900					2.215.368
Infrastructures Administratives									
Infrastructures Educatives			614.794	130.006			53.965		798.765
Infrastructures Sanitaires				60.500					60.500
Réformes Institutionnelles								451.000	451.000
Renforcement de Capacités	276.000	681.129	3.242.596		892.924		6.514.137	1.210.000	12.816.786
TOTAL	39.068.000	1.646.379	15.032.832	1.139.358	4.199.934	7.682.362	30.800.636	4.112.650	103.682.151

NB: sur un total de 103 682 151 millions de dollar, le fonds disponible est de 25 935 759 millions de dollar et le fonds à rechercher est de 77 746 392 millions de dollar.

PILIER ET THEME	CONTRIBUTION ESTIMATIVE DES PARTENAIRES BILATERAUX AU DSRP (2008-2010)								
	France	Chine	Japon	Etats-Unis	Suède	Pays Bas	Allemagne	Norvège	Total
	Coût en Euro	Coût en \$	Coût en \$	Coût en \$	Coût en Euro				
I- CONSOLIDATION DE PAIX, PREVENTION DES CONFLITS ET RESTAURATION DE LA SECURITE									
Réformes Institutionnelles									
Renforcement de Capacités	3.500.000								
Sécurité - Paix et Justice	12.000.000								
II- RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE ET DE L'ETAT DE DROIT									
Autosuffisance Alimentaire									
Developpement Urbain									
Gouvernance Econo. et Finan.	1.000.000								
Infrastructures Administratives									
Infrastructures de Commun.									
Infrastructures de TéléCom.									
Infrastructures Sportives									
Réformes Institutionnelles	700.000								
Renforcement de Capacités	5.900.000								
III- RELANCE ET DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE									
Autosuffisance Alimentaire									
Culture - Tourisme									
Developpement Urbain	5.000.000								
Environnement	800.000								
Gouvernance Econo. et Finan.									
Infrastructures de Transports	23.300.000								
Infrastructures Energétiques	10.200.000								
Production Forestière	10.200.000								
Rélançe de l'Élevage									
Renforcement de Capacités									
IV- DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN									
Depistage et Traitement des Maladies	800.000								
Genre									
Gouvernance Econom. et Finan.									
Hydraulique Urbaine									
Hydraulique villageoise									
Infrastructures Administratives	200.000								
Infrastructures Educatives									
Infrastructures Sanitaires	200.000								
Réformes Institutionnelles									
Renforcement de Capacités	14.300.000								
TOTAL	88.100.000								

NB: les 88 100 000 euros ne concernent pas l'aide budgétaire et la coopération militaire, représentant sur la période 2008-2012, un montant de 30 millions d'euros. Le total est de **118,100 millions d'euros**

MATRICE DE ROLES DES BAILLEURS INTERVENANT EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE PAR PILIER DU DSRP
 ARTICULATION DES INTERVENTIONS DES BAILLEURS AVEC LE DSRP (2008-2010)

PILIER ET THEME	CONTRIBUTION ESTIMATIVE DES PARTENAIRES MULTILATERAUX AU DSRP					Total
	UE	FMI	BM	BAD	BADEA	
	Coût en Euro	Coût en CFA	Coût en \$	Coût en \$	Coût en \$	
I- CONSOLIDATION DE PAIX, PREVENTION DES CONFLITS ET RESTAURATION DE LA SECURITE						
Réformes Institutionnelles						
Renforcement de Capacités						
Sécurité - Paix et Justice	10.000.000					
II- RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE ET DE L'ETAT DE DROIT						
Autosuffisance Alimentaire	8.000.000					
Developpement Urbain	10.000.000					
Gouvernance Econo. et Finan.	41.500.000					
Infrastructures Administratives	40.000.000					
Infrastructures de Commun.						
Infrastructures de TéléCom.	9.500.000					
Infrastructures Sportives						
Réformes Institutionnelles	4.000.000					
Renforcement de Capacités	14.000.000					
III- RELANCE ET DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE						
Autosuffisance Alimentaire						
Culture - Tourisme						
Developpement Urbain						
Environnement						
Gouvernance Econo. et Finan.						
Infrastructures de Transports						
Infrastructures Energétiques						
Production Forestière						
Rélançe de l'Élevage						
Renforcement de Capacités						
IV- DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN						
Depistage et Traitement des Malad.						
Genre						
Gouvernance Econom. et Finan.						
Hydraulique Urbaine						
Hydraulique villageoise						
Infrastructures Administratives						
Infrastructures Educatives						
Infrastructures Sanitaires						
Réformes Institutionnelles						
Renforcement de Capacités						
TOTAL	137.000.000					